

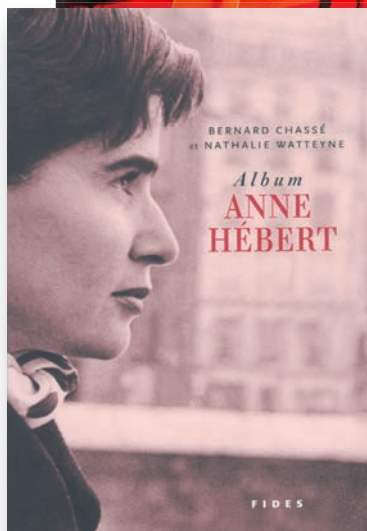
PRINTEMPS 2017

volume xi, numéro 2

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale

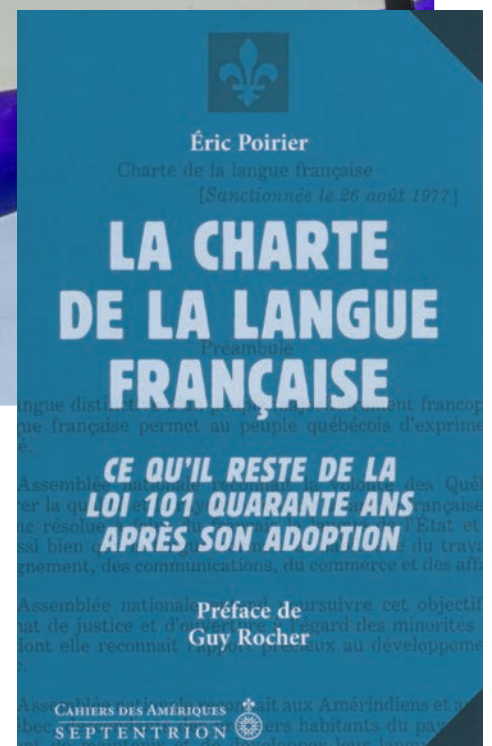
Créatrices d'ombre et de lumière



Mélanie Beauchemin
LE DÉSIR MONSTRUEUX
dans les récits d'Anne Hébert
essai



Marcelle Ferron
et Anne Hébert



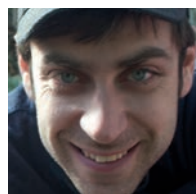
ENTREVUE AVEC
ÉRIC POIRIER

L A P E N S É E Q U É B É C O I S E E N E S S A I S





Robert Laplante
Directeur



Pascal Chevette
Secrétaire de rédaction
Chef de pupitre,
littérature



Lucia Ferretti
Chef de pupitre,
histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre,
politique



Sylvain Deschênes
Édition graphique,
révision et coordination
de la production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514 845-8533 ou 1 866 845-8533
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et
Archives nationales du Québec

ISSN 1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

ISBN PDF 978-2-89070-022-2

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2017 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	3 ans
Abonnement	30 \$	75 \$
Abonnement de soutien	40 \$	100 \$
International	50 \$	125 \$
Institution	50 \$	125 \$

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

**Vous pouvez vous abonner ou
acheter au numéro à la boutique
internet de L'Action nationale :**

action-nationale.qc.ca

ÉRIC POIRIER

**La Charte de la langue française. Ce
qu'il reste de la loi 101 quarante ans
après son adoption**

5

Entrevue avec Éric Poirier

Une loi qui déroge au système
juridique

7

TITRES RECENSÉS

JEAN-PIERRE DUPUIS

**Où sont les joueurs francophones du
tricolore?**

9

GASTON DESCHÊNES

**Le mouvement patriote sur la
Côte-du-Sud**

10

JOSÉE BOILEAU

Lettres à une jeune journaliste

11

CLAUDE ROBILLARD

**La liberté de presse, la liberté pour
tous**

12

LUC-ALAIN GIRALDEAU

**Dans l'œil du pigeon. Évolution,
hérité et culture**

13

ANNE-MARIE SICOTTE

**Histoire inédite des Patriotes. Un
peuple libre en image**

14

RÉJEAN BERGERON

Je veux être un esclave!

15

NICOLAS BERTRAND

**Une école à la dérive. Essai sur le
système d'éducation au Nunavik**

16

DAVID AUCLAIR

**La bio-logique du nouveau
management à l'école**

17

JEAN-FRANÇOIS BOURGEOULT

Feux follets

24

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

**La peur du peuple. Agoraphobie et
agoraphilie politiques**

26

GERMAIN LACASSE ET AL. (DIR.)

Dialogue avec le cinéma

27

CAJETAN LAROCHELLE

Compagnon de la terre

28

YVON RIVARD

Exercices d'amitié

29

ROBIN FORTIN

**L'Anti-Descartes. La contre-histoire du
cartésianisme**

30

STÉPHANE CASTONGUAY

**Le gouvernement des ressources
naturelles. Sciences et territorialités de
l'État québécois, 1867-1939**

31

FRANÇOIS L'ITALIEN

Béhémoth Capital

32

MAXIME OUELLET

La révolution culturelle du capital

33

CLAUDE COUTURE ET SRILATA RAVI

**Sports, modernité et réseaux
impériaux**

34

HENRY MINTZBERG

**Rééquilibrer la société. Pour un
renouvellement radical au-delà de la
gauche, de la droite et du centre**

35

LINO ZAMBITO

Le témoin

36

DENIS JEFFREY, JOCELYN LACHANCE ET COLL.

**Jeunes et djihadisme. Les conversions
interdites**

37

NOAM CHOMSKY ET ILAN PAPPÉ

Palestine

38

COLLABORATEURS

Gabriel Arseneault

Professeur adjoint en science politique, Université de
Moncton

Martin Blais

Professeur agrégé, communications sociales, Université
Saint-Paul

Françoise Bouffière

Orthopédagogue

Karine Castonguay

Professeure de littérature, Cégep de Rosemont

Benoît Dubreuil

Docteur en philosophie

Philippe Girard

Écrivain, artiste professionnel

Julie Hébert

Stagiaire en droit

Yvan Lamonde

Historien

Andrée-Anne Leblanc

Professeure de littérature, Cégep de Lanaudière à Joliette

Simon Leduc

Professeure au département de français et de littérature du
Collège Montmorency

Jonathan Lemire

Historien et auteur

Dominique Payette

Professeure, département d'information et de

communications, Université Laval

Louis Perron

Université St-Paul

Félix Pinel

Professeur d'éducation physique

Christine Provost

Candidate à la maîtrise en études québécoises, UQTR

Nancy Rivest

Professeur de philosophie au Cégep de Terrebonne

Émile Grenier Robillard

Historien

France Théoret

Écrivaine

Marc Vallières

Professeur associé, département des sciences historiques,

Université Laval

Marjorie Vidal

Docteure en éducation (UdeM)/post-doctorante en

éducation (UdeS)

ÉDITORIAL

L'Action nationale a cent ans

Nous en parlions avec un certain détachement. Nous savions bien que la chose ne pouvait pas être traitée comme un événement ordinaire. Nous le savions, mais comme on sait que le printemps suit l'hiver. Comme un numéro suit l'autre. Après tout, c'est un peu la routine d'un périodique : sitôt conçu, sitôt monté le numéro s'éclipse vite du quotidien, il faut penser au suivant. L'enchaînement des opérations, la pression des échéances avec laquelle il faut composer et à laquelle on ne s'habitue jamais tout à fait donnaient leur lot habituel de tracas et de satisfaction.

Et puis, lentement, subrepticement un trac inédit s'est imposé : nous étions en train de préparer le numéro du centenaire d'une revue ! Et tout à coup, à un moment donné qu'on peut situer quelque part entre le montage infographique et la composition du sommaire, une joie certaine s'est emparée de nous. Nous étions partie prenante d'un grand exploit. La conscience heureuse d'être des héritiers s'est imposée dans l'atmosphère de travail. En relisant les épreuves, voilà que souvenirs et réminiscence émergeaient des textes d'Omer Héroux, d'Arthur Laurendeau, de Lionel Groulx et de centaines d'autres, des bonnes feuilles des romans d'Andrée Ferretti aux réflexions sur l'œuvre de Louky Bersianik ou des hommages à Pierre Perrault. Et que dire de la prose si singulièrement fleurie de Rosaire Morin ?

Quel privilège que le nôtre ! Et quelle gratification pouvions-nous tirer non pas seulement du travail accompli pour réaliser un numéro commémoratif, mais encore et surtout de l'avoir fait grâce à la confiance que les auteurs nous ont accordée, grâce aux attentes que les lecteurs nous ont signifiées.

Le numéro du centenaire de *L'Action nationale* aura été et demeure un temps fort de l'aventure intellectuelle particulière que constitue le travail de cette revue dans la culture québécoise. Un travail de symbiose exceptionnel. Car c'est cela qui s'est imposé avec une évidence lourde de sens à la petite équipe de rédaction et de production : une telle aventure n'aurait jamais été possible sans l'extraordinaire fidélité d'un lectorat qui, à toutes les époques et de diverses manières, a non seulement soutenu la revue, mais également porté à son ultime dénouement le travail des auteurs. La lecture, en effet, constitue une étape essentielle pour définir et accomplir de la portée culturelle du geste d'écrire et de publier.

À cet égard, le périple de *L'Action nationale* n'a pas d'équivalent dans la vie intellectuelle québécoise : c'est un formidable travail de fécondation de la pensée qu'auront accompli les lecteurs au fil de ce siècle. Une revue, c'est toujours un pacte sans cesse à refaire entre le lectorat, un projet éditorial et le travail des auteurs qui le portent, le réalisent et le déportent également au fur et à mesure que la relation des uns avec les autres fait bouger les repères, déplace la ligne d'horizon.

L'étrange et solide relation qui unit depuis cent ans *L'Action nationale* à ses lecteurs au moins autant qu'à ses auteurs, c'est

également celle qui a rendu possible l'existence des *Cahiers de lecture*. C'est encore et toujours celle qui inspire la production de chaque numéro, celle qui donne sa résonnance au signalement complice, à la note critique accueillante ou encore à l'évaluation sans complaisance d'ouvrages qui ont toujours, quels que soient leurs mérites, leurs faiblesses ou leur charge de dissidence, le potentiel de dire ou de faire dire ce qui fait que la culture se trouve enrichie de ce que la lecture en fait.

Dans leur dixième année d'existence, *Les Cahiers de lecture* n'ont certes pas la densité et la place dans la mémoire que peut avoir *L'Action nationale*. Mais le centenaire et l'effervescence intellectuelle qui l'accompagne dans la communauté invisible des auteurs et lecteurs qui s'y retrouvent à chaque édition ne peuvent faire autrement que rejaillir sur eux. C'est la même intention qui les traverse. La même pulsion, en quelque sorte la même confiance dans la puissance des idées. Les *Cahiers* sont nés d'une mouvance historique qui prolonge bien au-delà de leur propre longévité une certaine victoire sur l'improbable. Notre périodique tient bon dans ces temps troubles. Il grandit même. Et c'est d'abord grâce à ses lecteurs dont le cercle ne cesse de s'élargir.

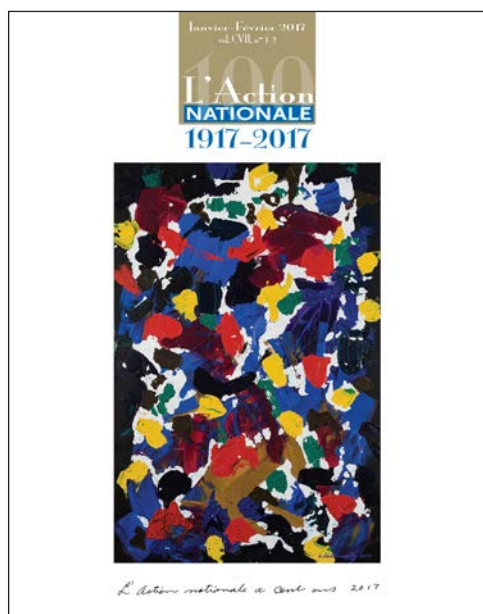
Loin du tapage médiatique où la production intellectuelle, celle des essais en particulier, reste marginale et traitée dans une affligeante médiocrité, les *Cahiers* trouvent dans l'ombre de ce centenaire une inspiration forte. Une si abondante production d'essais, au demeurant livrés avec des standards de très haute qualité, mérite d'être lue avec le plus grand soin. Les *Cahiers* s'efforcent de placer la lecture de ces œuvres dans une logique de construction de la référence qui ne se peut déployer que dans la longue durée. Et nos lecteurs partagent cette ambition puisqu'ils circulent, à ce qu'on nous en rapporte, au plus près des relations d'échange et de complicité qui font la force

du bouche-à-oreille. *Les Cahiers de lecture* gagnent en force discrète de rayonnement et de reconnaissance.

Et nous y œuvrons avec une assurance tranquille que les textes qui y paraissent trouvent les chemins que nos lecteurs savent non seulement arpenter, mais ouvrir. Toute l'équipe des *Cahiers* est heureuse de s'associer à l'anniversaire de la revue qui les a fait naître. La vie des livres rapproche du réel pour mieux y faire voir les possibles, en particulier ceux-là qui ne sont pas encore réalisés. Un texte relu, parfois, peut ouvrir des brèches dans le plus opaque avenir. Ce qui s'y révèle entre les lignes peut suffire à donner le goût d'agir pour voir jusqu'où une phrase bien tournée, une idée clairement exprimée peuvent transformer le monde.

Un texte à lire, et voilà qu'une mystérieuse alchimie engage un étrange dialogue entre un auteur et ce qu'il fait naître, pour lui-même, et pour des lecteurs dont il ne saura peut-être jamais rien. Un texte lu et l'horizon bouge. Celui du prochain numéro, du prochain rendez-vous avec ce que la pensée peut donner à vivre.

Robert Laplante
Directeur



Location d'outils **SIMPLEX**

*Une entreprise québécoise
en affaires depuis 1907*



*Heureuse de participer à la construction
de la référence québécoise*

Partout au Québec

simplex.ca

1 800 361-1486

LE TALON D'ACHILLE DE LA CHARTE

Pascal Chevrette
Chef de pupître, littérature

ÉRIC POIRIER

LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. CE QU'IL RESTE DE LA LOI 101 QUARANTE ANS APRÈS SON ADOPTION
Québec, Septentrion, 2016, 250 pages

Lorsque l'Assemblée nationale adopta en 1977 la Charte de la langue française, le projet était clair : œuvrer à ce qu'en Amérique du Nord une société moderne puisse vivre en français. Qui, aujourd'hui, peut contester la légitimité de cet acte inaugural ? C'était la confirmation qu'un renversement s'était opéré dans la société québécoise de même qu'une affirmation sans équivoque de faire du français la langue commune des Québécois. Sans nier la diversité linguistique et les droits linguistiques des Premières Nations, la Charte renforçait la présence du français au sein des institutions québécoises.

Mais cet acquis, soumis aux courants et aux mouvements qui agitent toutes sociétés, n'était pas inébranlable et, comme on le sait, plusieurs des dispositions de la loi furent rapidement contestées, voire invalidées :

De tous les changements apportés à la loi depuis 1977, résume Éric Poirier, professeur de droit à l'Université Sherbrooke, nous ne sommes pas sans savoir que quelques-uns peuvent prétendre avoir fait progresser les droits du français, ou prétendre avoir étendu la portée de la loi au regard de son objectif. Toutefois, ceux-ci ne font d'aucune façon contrepoids aux principales modifications qui ont incontestablement et globalement restreint la progression de ces droits (p. 24).

Comme 2017 marque le quarantième, un bilan était plus que nécessaire. Le jeune chercheur a analysé en détail et consulté plus de cinquante affaires qui ont ponctué le dossier au cours des quarante dernières années. Son ouvrage de littérature juridique est éclairant à plusieurs niveaux. Il fournit une explication rigoureuse de la mécanique interne des droits du français dans le contexte canadien, en plus de nous orienter dans les dédales de ces affaires, dont les plus connues (Blaikie, Miriam, Ford, Nguyen) qui ont infléchi le destin de la Charte. Poirier clôt son livre en suggérant une orientation politique pour consolider cette incontournable institution. Même si l'avènement de la loi 101 a marqué un indéniable progrès et fait en quelque sorte partie de la mythologie de la Révolution tranquille, il ne faut pas que sa

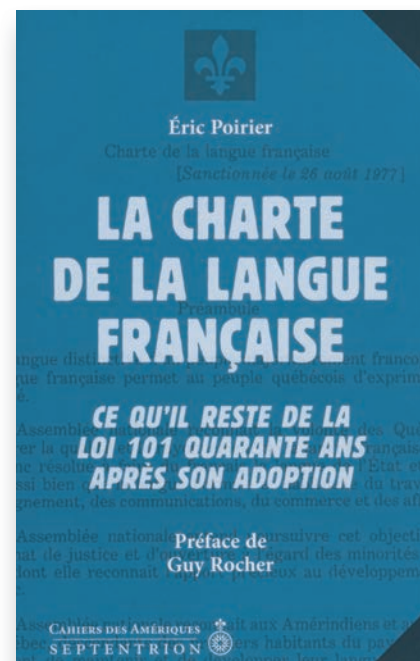
force symbolique nous empêche de prendre la mesure de l'étendue réelle de ses champs d'application.

QUI FAIT LE DROIT ?

Le passage du temps n'a pas effacé les querelles d'avant 1977 sur le libre-choix qui se sont déplacées du côté des tribunaux. Dès l'année suivante, l'affaire Blaikie souleva son incompatibilité avec l'article 133 de l'AANB en rappelant la prévalence du bilinguisme institutionnel. Évoluant à l'intérieur du cadre canadien, il était évident que les décisions de la Cour suprême porteraient atteinte à l'intention première du législateur québécois. Banalisée, voire même soumise à une « entreprise de déconstruction », comme l'explique Poirier dans le chapitre 1, la loi 101 doit-elle être uniquement comprise à l'aune des résistances des systèmes juridiques québécois et canadiens ? Non.

La force de *Ce qu'il reste de la loi 101* n'est pas de nous amener à une autre conclusion, c'est de nous y amener en empruntant un autre parcours explicatif : l'analyse des « jugements d'interprétation », c'est-à-dire l'étude des motifs d'un juge quant à l'interprétation à donner à une disposition. On comprendra aisément que le défi est de taille. Mais Poirier est convaincant, même pour le lecteur que je suis et dont les connaissances limitées en droit l'empêchent de saisir toutes les subtilités techniques de l'ouvrage.

Poirier attire entre autres notre attention sur l'affaire Miriam, une affaire de congédiement datant de 1984. L'arrêt du juge Nichols de la Cour d'appel aurait jeté les bases d'une doctrine interprétative ayant servi de référence pour orienter les jugements ultérieurs dans d'autres causes. Dans celle-ci, le juge écarta l'obligation de rédiger en français un avis de congédiement en faisant dévier l'article 41 de la CLF qui spécifiait qu'un document rédigé dans une autre langue soit accompagné de sa version française. Poirier nous fait comprendre que le précédent que constitua l'arrêt Miriam eut des suites et ramena la prévalence du libre choix. La théorie interprétative qui advint avec Miriam permis à des causes ultérieures d'être réinterprétées à la lumière des circonstances, mais aussi, et surtout, selon les principes consacrés par la Constitution de 1982. Bref, il y a l'interprétation large, il y a l'interprétation restreinte de la règle du français. Tels sont les deux concepts phares du livre. On le devine, c'est le second qui s'impose depuis quarante ans.



Sur un plan plus théorique, le livre est consacré à l'idée qu'il existe au sein du droit des conceptions différentes dont l'une, le droit-intégrité, fait des juges des créateurs du droit plutôt que des gardiens de la loi. Dans les chapitres 3 et 4, Poirier explique avec des analyses pénétrantes l'émergence de l'interprétation restreinte. Dans les chapitres 5 et 6, il fait voir comment l'interprétation large a tout de même prévalu dans certaines causes, mais que les décisions se sont butées à la même remise en question. Les juges considérés comme conventionnalistes (cherchant à maintenir l'esprit originel de la loi) ou pragmatistes (militant en faveur de son respect) sont, étant donné l'influence de l'interprétation restrictive, rapidement étiquetés comme trop rigides ou trop partiaux.

LA MEILLEURE DÉCISION QUI SOIT !

Poirier justifie beaucoup son raisonnement en se référant aux écrits de Ronald Dworkins, un philosophe et juriste américain pour qui l'ensemble du droit est une construction disposant d'une cohérence interne. Dworkins est réputé ayant une forte influence au Canada et au Québec. Dans l'état actuel du système juridique canadien, et parce qu'elle n'a pas de caractère « supra-constitutionnel », la CLF ne peut logiquement être interprétée que comme du droit d'exception. Bref, « La CLF est interprétée restrictivement, car c'est cette interprétation qui se conforme le mieux à une lecture d'ensemble du système juridique canadien et québécois. » Dans les limites du système, conclut Poirier, c'est la « meilleure décision ».

« Meilleure décision », car pour faire la lumière sur certaines affaires et au nom de la complexité des relations humaines, sont autorisées des dérogations dans des cas relatifs au droit du travail, à l'affichage publicitaire ou au droit d'envoyer ses enfants

suite de la page 5

à l'école anglaise (affaire Lagacé sur l'affichage, affaire Collin sur la langue d'enseignement). Sans nier à la Charte la légitimité de la règle du français, les jugements ne peuvent, au final, que la subordonner à des principes prédominants telles la liberté d'expression, la liberté contractuelle ou la liberté de conscience. Pour faire image, et peut-être aussi pour rompre un moment avec le langage très technique de son livre, Poirier parle du « roman écrit en série » pour nous faire comprendre ce phénomène de réinterprétation et de réécriture de la loi par les juges. En ce sens, on comprend mieux comment, petit à petit, disposition après disposition, article par article, la portée de la loi s'amenuise, comme peau de chagrin.

LE TALON D'ACHILLE

Poirier essaye de nous tracer une marge de manœuvre dans la dernière partie de son ouvrage en dégagant un principe à même de mieux structurer le droit du français. Son ouvrage en appelle ainsi à un « changement du paradigme interprétatif ». Le problème, écrit Poirier, est que « [...] la loi adoptée le 26 août 1977 était une loi "ordinaire". Ses principes fondamentaux ne possèdent pas de caractère supra-législatif (ou quasi constitutionnel); ils ne reçoivent aucun relais dans la Constitution formelle » (p. 23). Poirier suggère alors une piste en affirmant que le Québec pourrait songer à rédiger sa propre constitution. Il reprend les conclusions de la commission Larose dans le sens de la « constitutionnalisation des principes fondateurs d'une politique linguistique globale. » Son constat est le suivant : « Quoi qu'il en soit, il faudra reconnaître qu'il n'existe pas de principe spécifiquement articulé pour soutenir une interprétation large des droits de la CLF. Le système canadien ou québécois n'en contient pas. » (p. 87)

En lisant sur ce bilan des quarante années d'affaires qui ont refaçonné la CLF, on prend conscience de la difficulté de faire avancer des dossiers au Québec. Car chaque idée forte et constituante,

portée à bout de bras, est rapidement et pendant longtemps freinée dans son élan.

Je dirais aussi qu'autour de ce livre rigoureux, est nécessaire tout un argumentaire, plus émotif, autour de la langue; sur sa vitalité, sur le rapport intime à elle, sur son usage quotidien, artistique, professionnel, économique. Car ce sont ces motifs, doublés d'un solide diagnostic sur l'état du français, qui ont fait émerger la Charte dans l'histoire québécoise. Les arguments de Poirier ne vont pas dans cette voie, et c'est bien ainsi. Il endosse la posture du professeur de droit et laisse à d'autres ce qu'Yvon Rivard nomme « la loi du cœur ». Je me plais ainsi à penser à d'autres écrits qui ont marqué la scène des idées ces derniers mois, dont la *Rhapsodie québécoise* d'Akos Verbozy. Ce sont des ouvrages qui renouvellent la réflexion sur la question linguistique et qui offrent la possibilité de repositionner cet enjeu déterminant. L'enjeu de la francisation, le déclin du français comme langue maternelle, la façon dont les jeunes vivent le français, le rapport à l'anglais international, notre proximité avec l'industrie culturelle américaine sont des thèmes à reprendre, à revoir, à reformuler.

Car comment renforcer la loi 101 sans la motivation, l'émotion pour la soutenir, pour en faire autre chose qu'une suite d'exceptions ?

Comme l'écrivait Jean-Benoît Nadeau dans *Le Devoir* du 30 janvier (excusez la longue citation) : « On aurait beau avoir un Office de la langue française de la taille d'Hydro-Québec, la francisation au Québec n'aurait jamais marché sans qu'un nombre suffisant de Québécois prennent sur eux d'être des agents de francisation. (Et elle marcherait mieux si davantage le faisaient.) [...] Mais nous aurions encore plus de facilité si nous avions suffisamment de Québécois convaincus que le français, cela ne concerne pas que le Québec : qu'il existe

Pour faire image, et peut-être aussi pour rompre un moment avec le langage très technique de son livre, Poirier parle du « roman écrit en série » pour nous faire comprendre ce phénomène de réinterprétation et de réécriture de la loi par les juges. En ce sens, on comprend mieux comment, petit à petit, disposition après disposition, article par article, la portée de la loi s'amenuise, comme peau de chagrin.

des réseaux francophones et francophiles à l'extérieur, une demande véritable, à laquelle il est urgent de répondre. » Cela est aussi valable pour la loi 101, elle doit être accompagnée d'une politique ambitieuse pour ne pas être qu'un simple rempart. Sinon, on reste dans la mythologie et on ne voit que son talon d'Achille. ♦



Gabriel Ste-Marie

Député fédéral de Joliette

Circonscription

436, rue St-Viateur

Joliette (Québec) J6E 3B2

Tél. : 450 752-1940

Téléc. : 450 752-1719

Sans frais : 1 800 265-1940

Gabriel.Ste-Marie@parl.gc.ca

ENTREVUE AVEC ÉRIC POIRIER

UNE LOI QUI DÉROGE AU SYSTÈME JURIDIQUE

Pascal Chevrette

P.C. : Présentez-nous le parcours qui vous a mené à étudier l'état de la Charte de la langue française.

É.P. J'ai grandi à Hawkesbury, dans l'Est ontarien. Dans ma famille, des deux côtés, maternel et paternel, nous sommes Franco-Ontariens depuis des générations. À Hawkesbury, bien que les francophones soient toujours largement majoritaires, il existe cet étrange sentiment que nous formons finalement la minorité. On exige l'anglais à l'embauche pour tous les emplois, du plus petit au plus grand, partout. L'affichage commercial est parfois (souvent) uniquement en anglais. Même certains services publics, offerts par la province, n'arrivent que difficilement en français. Quoi qu'il en soit, c'est définitivement l'anglais qui s'impose comme langue de prestige, avec les conséquences que cela implique pour la jeunesse, souvent tiraillée entre deux langues, deux cultures.

Comme tout bon jeune d'Hawkesbury, j'ai quitté la région pour poursuivre des études universitaires à Ottawa. Là, les appréhensions que j'avais au sujet de l'avenir du français se sont confirmées, voire aggravées. Si seulement les Franco-Ontariens disposaient d'un pouvoir politique leur permettant d'agir globalement pour renverser les tendances assimilatrices, me dis-je. Au tournant de la vingtaine, je me suis découvert une sorte de fascination pour le Québec. Enfin une majorité qui peut s'affirmer. J'ai alors rêvé de m'y joindre pour peut-être, un jour, réfléchir avec elle. Mon livre, qui arrive une décennie plus tard, est le fruit de cette lointaine préoccupation.

P.C. : Quel bilan tirez-vous de la Charte de son entrée en vigueur en 1977 à aujourd'hui ?

É.P. La loi 101 est évidemment l'aboutissement d'un éveil national sans précédent au Québec. Elle a prouvé que le peuple pouvait prendre en main son destin et s'imposer dans l'histoire. Mais en même temps, avec l'entreprise de déconstruction dont elle a été victime, on peut dire qu'elle participe au climat de fatigue qui plombe présentement le Québec. Comme le constate Jacques Beauchemin dans son essai *La souveraineté en héritage*, le Québec semble être entré dans une période d'essoufflement politique. Le démantèlement de la loi 101 ne l'a pas, semble-t-il, motivé à redoubler d'ardeur pour parachever son œuvre d'émancipation. Celui-ci en est plutôt, peut-être, sorti moins convaincu du bien-fondé de son projet.

P.C. : Votre livre est le résultat d'une longue et rigoureuse recherche jurisprudentielle : plus de vingt-six procès et affaires y sont analysés, des jugements de la Cour d'appel du Québec et de la Cour suprême du Canada, des avis de spécialistes en droit linguistique et constitutionnel, etc. Cela vous permet de formuler vos conclusions sur l'évolution de la Charte et l'entreprise de banalisation, voire de déconstruction qu'elle subit. Quelle affaire a selon vous été la plus importante dans ce dossier ?

É.P. Si j'ai d'abord voulu rappeler les grands arrêts de la Cour suprême du Canada, ceux qui ont invalidé les dispositions les plus structurantes de la loi 101, souvent les plus connus, comme l'arrêt *Ford* de 1988 sur l'affichage commercial, c'est pour mieux traiter des aspects qui n'ont jamais été abordés, ou très peu. En plus de ces arrêts, la loi 101 a été constamment banalisée par le jeu de l'interprétation (dans les litiges où sa validité constitutionnelle n'était pas remise en question), ce qui est moins connu, mais pourtant fondamental.

Je m'explique : confrontés à deux interprétations possibles de la loi, une qui donne plus de place au français (ou interprétation large), et une qui en donne moins (ou interprétation restrictive), les tribunaux ont la plupart du temps retenu l'interprétation qui

accorde le moins de place au français. Et cette jurisprudence, aujourd'hui incontournable, découle du premier arrêt qui concernait l'interprétation de la loi, l'arrêt *Miriam*, rendu par la Cour d'appel du Québec en 1984, une affaire de congédiement illégal.

Évidemment, la confrontation qui a eu lieu entre la loi 101 et la Constitution canadienne est fondamentale. Mais reste que l'arrêt *Miriam* est le plus illustratif du sort que réservent les tribunaux à la loi 101 depuis quarante ans. Et celui-ci a été trop peu documenté à ce jour. C'est ce que j'ai voulu corriger avec mon livre.

P.C. : À la lumière de vos analyses, vous avancez que la plupart des jugements dans le dossier des droits du français constituent néanmoins « la meilleure interprétation » qui soit. Que voulez-vous dire exactement ?

É.P. Mon livre constitue quelque part une incursion dans les entrailles du système juridique. J'ai voulu analyser le sort qu'on réserve à la loi 101 en portant mon regard à partir du raisonnement qui s'impose aux juges. En ce sens, « la meilleure décision », ce n'est pas la décision qui peut sembler la plus « juste » eu égard à l'intention de ceux qui ont conçu et voté la loi 101. « La meilleure décision », c'est plutôt celle que dicte le système juridique.

P.C. : De plus, cette « meilleure solution » que représente l'interprétation restreinte doit, selon vous, être considérée en regard du « droit pris dans son ensemble ». Cette expression revient souvent tout au long de votre livre et correspond à la notion du droit-intégrité du juriste américain Ronald Dworkin. Expliquez-nous en quoi les écrits et la théorie de Dworkin peuvent nous aider à mieux comprendre le destin de la loi 101 à travers les appareils judiciaires québécois et canadien.

É.P. Ronald Dworkin, un juriste et philosophe américain, a une grande influence sur notre façon de concevoir le droit au Québec et au Canada. Il est parfois cité par la Cour suprême du Canada, et sa démarche est souvent reprise par les tribunaux. Dworkin nous explique que le droit est une construction, et que les juges participent à cette entreprise à chaque décision qu'ils rendent. Il démontre aussi que les juges ne s'appuient pas sur l'intention des concepteurs d'une loi lorsqu'ils l'interprètent, mais sur les principes qui structurent le système ; autrement dit, sur l'ensemble de l'histoire de la justice du pays.

Considérant la singularité du projet exprimé par la loi 101, lorsqu'il est analysé dans le contexte canadien, il semble évident que les juges seront portés, s'ils s'appuient sur les principes qui structurent l'ensemble du système pour rendre leur décision, à banaliser cette loi plutôt que lui donner sa pleine portée. C'est ce qui se produit avec la loi 101 depuis quarante ans.

P.C. : Vous écrivez que « [...] notre hypothèse a l'avantage de constituer une explication d'ensemble. Il s'agit d'une proposition inédite. » Expliquez-nous en quoi consiste cette proposition. En quoi se distingue-t-elle des causes que l'on attribue habituellement à la déconstruction de la loi 101 ?

É.P. D'autres observateurs, avant moi, ont voulu expliquer pourquoi la loi 101 est, en quelque sorte, mal reçue par le pouvoir judiciaire. 1) Elle est contraire à un certain libéralisme, l'idéologie dominante de notre époque ; 2) le changement structurant qu'elle propose doit faire face aux résistances institutionnelles

suite de la page 7

de l'ordre juridique canadien ou québécois; 3) Elle est victime de la lutte que mène en sol québécois l'approche canadienne sur les droits linguistiques; 4) de conception civiliste, la loi 101 est interprétée à l'intérieur des paramètres imposés par la common law; et 5) Elle ne peut échapper aux difficultés inhérentes à l'écriture d'une législation linguistique.

Mais aucune de ces explications ne cerne complètement la question; car il arrive, à certains moments (quoique rarement), que la loi 101 reçoive une interprétation large, donc qu'elle soit en quelque sorte, bien reçue. Je recense ces quelques cas dans mon livre. Comment expliquer qu'ils soient possibles? Il s'agit, comme je l'indique dans mon livre, de «mauvaises décisions». Et comme le démontre Ronald Dworkin, ces «mauvaises décisions» sont appelées à céder le pas aux «meilleures décisions» qui, elles, s'appuient sur les principes qui structurent l'ensemble du système juridique. Cette explication peut paraître simple, mais elle ne paraît simple que depuis qu'elle a été documentée et illustrée dans mon livre.

P.C.: En regard de vos recherches, peut-on dire que la Charte est encore une loi efficace, respectée? La loi 101 n'a-t-elle plus d'une charte que le nom?

É.P. Considérant ce qu'il en reste, on peut dire qu'elle est efficace et respectée à la hauteur de ses moyens. Pour ce qui est de son titre, je peux vous suggérer deux réponses. Pour le peuple, la loi 101 était, en 1977, une «charte», et elle l'est toujours. Elle encadre encore de grands pans du vivre-ensemble québécois, et demeure, j'ose espérer, un grand symbole de notre capacité d'affirmation. Mais pour les tribunaux, elle était, dès son adoption, et elle le restera si rien n'est changé, une loi d'exception, c'est-à-dire une loi qui déroge aux grands principes qui structurent le système juridique, et qui doit donc être interprétée restrictivement.

P.C.: Quels sont les principaux obstacles à l'interprétation large en faveur des droits du français? L'une des pistes les plus fécondes est celle de la reconnaissance d'un principe pour asseoir les décisions des tribunaux relatives au respect de la règle du français. Or ce principe existe, mais ne semble pas pleinement reconnu. Pouvez-vous nous le présenter? Vous suggérez, à la fin de votre ouvrage, un «changement de paradigme interprétatif». Expliquez-nous en quoi il consiste.

É.P. Présentement, au Québec, il existe un principe du droit permettant de soutenir une interprétation large des droits de l'anglais (exposé notamment dans un renvoi de 1998 de la Cour suprême du Canada). Puis plusieurs principes justifient une interprétation restrictive des droits du français (la liberté linguistique, la liberté contractuelle, la liberté d'expression, le droit de gérance, le droit à un procès juste, l'intérêt supérieur de l'enfant).

Ce que je démontre dans mon livre, c'est qu'il existe présentement, dans le système juridique, des indices de l'existence d'un principe permettant de soutenir les droits du français, mais qu'ils n'ont toujours pas été rassemblés et plaidés devant les tribunaux (fondés notamment sur l'histoire constitutionnelle canadienne). Je suggère également au législateur québécois des pistes de solution susceptibles d'accélérer la reconnaissance de ce principe (par exemple, de conférer un statut quasi-constitutionnel aux dispositions centrales de la loi 101, ou encore d'intégrer les principes fondamentaux de la loi 101 dans chacune des lois susceptibles d'avoir une incidence dans les litiges mettant en cause la place du français au Québec).

L'idée est de sortir la loi 101 de son isolement, de rendre les principes fondateurs de notre politique linguistique incontournable en droit, de confirmer juridiquement que le français est le ciment de notre société. Enfin, les tribunaux doivent être amenés à comprendre que leurs décisions ne peuvent être les «meilleures décisions» qu'à condition qu'elles participent à confirmer le destin du Québec, un destin qui ne peut être que français.

P.C. Éric Poirier, je vous remercie d'avoir répondu à nos questions.



L'Action nationale a cent ans 2017

**Un numéro exceptionnel pour souligner
le centenaire de la plus ancienne revue
de langue française en Amérique!**

**La revue d'un siècle de combats
pour l'émancipation de la nation
par la langue et la coopération.**

232 pages

format 8 pouces X 10 pouces

couleur

20 \$

action-nationale.qc.ca

DISPERSÉS DANS LA LIGUE

Félix Pinel

Professeur d'éducation physique

JEAN-PIERRE DUPUIS
**OÙ SONT LES JOUEURS
FRANCOPHONES DU
TRICOLORE ?**

Montréal, Éditions La Presse, 2016,
168 pages

Au-delà de la question posée dans le titre de son essai, Jean-Pierre Dupuis se demande : « Est-il possible, malgré la transformation du monde du hockey, de recréer un noyau de joueurs francophones et de miser sur cet avantage concurrentiel ? » (4^e de couverture) Pour l'auteur, la réponse ne laisse aucun doute et c'est faits et statistiques à l'appui qu'il le démontre. Avec une réelle volonté d'avoir un fort contingent de joueurs francophones au sein de son alignement, les Canadiens de Montréal auraient une véritable identité nationale.

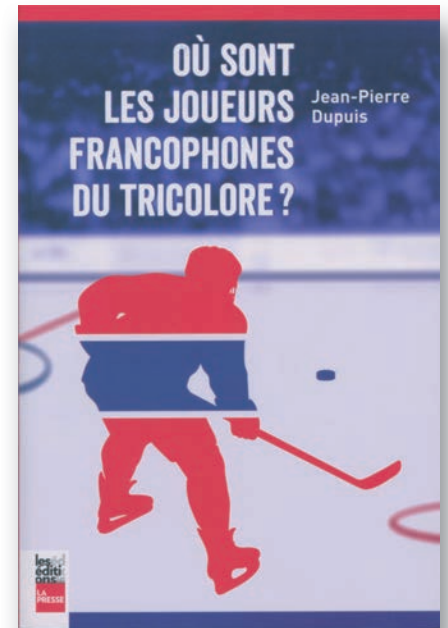
Dans la première partie de son essai, l'auteur y va d'un survol de la glorieuse histoire de la Sainte-Flanelle. Il nous explique qu'au départ, les Canadiens de Montréal avait l'exclusivité des joueurs francophones et que l'équipe avait été créée par la toute nouvelle *National Hockey Association* afin de rivaliser avec l'*Amateur Hockey Association of Canada* qui interdisait aux équipes francophones de prendre part aux matchs de la Coupe Stanley. Les Canadiens, surnommés *Flying Frenchmen*, ont connu un succès aussi rapide que durable et ce, toujours avec un noyau de joueurs francophones. Lors de leur première conquête de la Coupe Stanley en 1916, ils comptaient 8 joueurs francophones sur un total de 12. Depuis 1950, les Canadiens n'ont jamais remporté l'honneur ultime avec moins de 9 francophones dans leur alignement. D'ailleurs, ils n'en comptaient pas moins de 13 lors de leur dernière conquête de la Coupe Stanley en 1993, il y a bientôt 25 ans.

Aussi, bien que l'équipe ait toujours compté sur des joueurs anglophones, il n'en demeure pas moins que les Canadiens de Montréal ont longtemps été l'équipe des Canadiens français, qu'ils soient du Québec, de l'Ontario ou d'ailleurs au Canada. C'est avec l'avènement du repêchage amateur de 1969 que les choses vont se compliquer quant au recrutement des meilleurs joueurs francophones, alors que dorénavant toutes les équipes de la ligue pourront se les approprier. « L'équipe ne peut plus recruter ces joueurs francophones, majoritairement québécois, sans les avoir repêchés comme elle le pouvait auparavant. Ils se retrouvent ainsi dispersés dans la ligue » (p. 29).

Depuis, bien des choses ont changé, le nombre d'équipes est passé de 6 à 30, les joueurs américains ont augmenté en nombre et maintenant les joueurs européens sont aussi bien présents. Les joueurs francophones comptent maintenant pour moins de 7 % des joueurs de la ligue alors qu'ils représentaient plus de 16 % des joueurs de la NHL en 1960, bien que leur nombre absolu ait augmenté de 22 à 50 sur la même période. La réalité culturelle a aussi bien changé ces dernières années. L'auteur a donc fait le choix délibéré de mélanger les concepts de peuple et de nation, et il inclut autant les Québécois francophones (maintenant de diverses origines), les Canadiens français des autres provinces, mais aussi les Québécois anglophones qui ont une connaissance du français, comme deux récentes acquisitions des Canadiens de Montréal : Torrey Mitchell et Mark Barberio.

Parmi les cinq directeurs généraux que les Canadiens ont eus en poste au cours des 35 dernières années, c'est Serge Savard qui obtient la meilleure note quant à ses judicieux choix de joueurs francophones. Sa stratégie était claire et efficace, elle aurait pu être reconduite par ses successeurs : repêcher des joueurs francophones dans les rondes où les chances de succès sont les plus élevées, les trois premières rondes.

Dans le second chapitre de son essai, Jean-Pierre Dupuis analyse les choix au repêchage des Canadiens et évalue le travail des différents directeurs généraux à partir de la nomination de Serge Savard en 1983. Puisque le système du repêchage universel récompense année après année les pires équipes en leur donnant les meilleurs choix, l'équipe montréalaise se retrouve très rarement avec des choix intéressants puisque ses performances sont relativement bonnes. Ainsi, les joueurs québécois d'exception, comme Mario Lemieux, échappent presque systématiquement à l'équipe montréalaise. Au cours des 35 dernières années, le CH a obtenu un choix parmi les cinq premiers lors de quatre séances de repêchage et une seule fois le choix numéro un. En aucun de ces cas, les recruteurs du Tricolore n'ont choisi un joueur francophone, bien qu'ils auraient probablement dû le faire, à tout le moins en 1980 alors qu'ils préférèrent un certain Doug Wickeneiser à Denis Savard



qui connut une brillante carrière à Chicago avant de venir faire un court passage chez les Canadiens, en fin de parcours, à la faveur d'un échange.

Parmi les cinq directeurs généraux que les Canadiens ont eus en poste au cours des 35 dernières années, c'est Serge Savard qui obtient la meilleure note quant à ses judicieux choix de joueurs francophones. Sa stratégie était claire et efficace, elle aurait pu être reconduite par ses successeurs : repêcher des joueurs francophones dans les rondes où les chances de succès sont les plus élevées, les trois premières rondes. Si Serge Savard choisissait le meilleur joueur disponible en première ronde du repêchage et ce, peu importe sa provenance, il se faisait un devoir quasi absolu de choisir des joueurs d'ici en deuxième et troisième ronde du repêchage, c'est ainsi qu'il mit la main sur des joueurs comme Patrick Roy, Stéphane Richer et Claude Lemieux. En 12 ans à la tête des opérations hockey du club, Serge Savard repêchera 47 joueurs francophones et remportera les deux dernières coupes Stanley à ce jour, en 1986 et 1993. Réjean Houle, André Savard, Bob Gainey, Pierre Gauthier et Marc Bergevin ont tous connu beaucoup moins de succès quant à la sélection des joueurs francophones, ou bien ils en ont repêchés tout simplement moins ou ils les ont choisis dans les dernières rondes où les joueurs sélectionnés réussissent statistiquement moins à jouer au plus haut niveau. Cela explique en très grande partie le peu de joueurs francophones à s'être alignés pour les Canadiens ces dernières années.

Dans la troisième partie de son livre, Jean-Pierre Dupuis s'attarde aux autres stratégies pouvant être utilisées pour regarnir les effectifs des Canadiens de joueurs francophones, à savoir : les transactions, le marché des joueurs autonomes et les joueurs soumis au ballottage, abandonnés par leur équipe. Comme il l'a fait pour le repêchage, il analyse le travail des différents directeurs généraux en commençant

suite de la page 9

par Serge Savard. Encore une fois, ce dernier obtient la palme du plus méritant. L'ancien défenseur étoile des Canadiens fut particulièrement efficace dans le recrutement de joueurs non-repêchés, en plus de réaliser plusieurs échanges importants pour embaucher des joueurs de la trempe de Vincent Damphousse ou Pierre Turgeon.

L'auteur qualifie le règne du successeur de Savard, Réjean Houle, de désastreux. En l'espace de 5 ans (1995 à 2000), l'équipe passa de l'élite à l'une des risées de la ligue, perdant au passage son identité nationale par des échanges aussi désastreux les uns que les autres. Patrick Roy, Pierre Turgeon et Vincent Damphousse furent tour à tour échangés, des joueurs étoiles auxquels les partisans s'identifiaient quittèrent donc sans être remplacés convenablement. Réjean Houle n'était tout simplement pas prêt à occuper un tel poste, il le reconnaît lui-même: «J'ai été victime de mon peu d'expérience. Je me suis retrouvé avec tellement à faire, tellement rapidement. Après, j'étais toujours en rattrapage. Je n'ai jamais pu reprendre le dessus.» (p. 123)

André Savard prit la relève pour un court règne d'à peine trois ans, il fut particulièrement actif et réussit pratiquement à reconstituer un noyau de joueurs francophones en faisant notamment l'acquisition de Yanic Perreault, Joé Juneau et Donald Audette. Malheureusement, un nouveau propriétaire américain, George Gillet, préféra remplacer André Savard par Bob Gainey.

Au début du règne de Bob Gainey en 2003, le CH comptait 10 joueurs francophones, alors que lors de son départ en 2010 l'équipe n'en comptait plus que 5. Gainey fut à la fois coupable et victime de la disparition du noyau de joueurs francophones; échangeant de jeunes vedettes francophones comme José Théodore et Mike Ribeiro, il devenait pour lui plus difficile de convaincre des joueurs autonomes francophones comme Daniel Brière de signer un contrat avec les Canadiens. Tout l'or du monde vaut-il le poids de la pression populaire et médiatique d'être l'un des seuls

francophones de la mythique équipe de Montréal? Patrick Roy, dont une citation dans *La Presse* est reprise dans le livre de Jean-Pierre Dupuis, est éloquent à ce sujet:

Je pense qu'à Montréal, s'ils veulent devenir une vraie équipe gagnante, ça va leur prendre une dizaine de Québécois. Moins il y a de Québécois, plus c'est difficile. La pression et le stress se concentrent alors sur quelques individus. Quand nous sommes une dizaine comme dans mon temps, la pression est répartie sur plus d'épaules. Et puis, ça fait plus de gars qui passent un mauvais été quand ils ne font pas les séries ou qu'ils se font sortir en première ronde... (p. 53)

Suite au départ de Bob Gainey, Pierre Gauthier prit les rennes de l'équipe pour un court mandat, mais rien ne sembla changer.

Après l'achat de l'équipe par le groupe de Geoff Molson, Marc Bergevin fut nommé directeur gérant et malgré un vibrant plaidoyer en faveur des joueurs francophones, les résultats en ce sens continuent de se faire attendre.

Pour Jean-Pierre Dupuis, il est évident qu'il est toujours possible de constituer un noyau de joueurs francophones au sein des Canadiens de Montréal. Il suffit pour lui de quitter le cercle vicieux où peu de joueurs francophones rend le recrutement de ceux-ci plus difficile pour migrer vers le cercle vertueux où un fort

noyau de joueurs d'ici rendra l'équipe attrayante pour les joueurs du Québec. Pour l'auteur, c'est même plus que souhaitable, laissons-lui le dernier mot:

Une identité francophone forte pour l'équipe crée une dynamique particulière avec les partisans qui amènent les joueurs à se dépasser pour prouver que les francophones ont leur place en Amérique anglo-saxonne, qu'ils peuvent accomplir de grandes choses au même titre que le Cirque du Soleil, Bombardier et Desjardins qui sont reconnus au-delà des frontières du Québec. ♦



GASTON DESCHÊNES

LE MOUVEMENT PATRIOTE SUR LA CÔTE-DU-SUD

La Pocatière, Les Cahiers d'histoire, 2015, 137 pages

La réputation de Gaston Deschênes n'est plus à faire en ce qui a trait à son expertise sur l'histoire du Québec. Le mouvement patriote sur la Côte-du-Sud est une belle incursion dans cette tranche d'histoire plus ou moins exploitée aux environs de Québec.

Ce fut donc une lecture facile et accessible. Elle le serait même pour le néophyte en l'histoire insurrectionnelle d'ailleurs. C'est un ouvrage sans prétention et, en soi, un excellent condensé de l'histoire des rébellions de 1837-1838. Il s'agit d'une belle vulgarisation des troubles du point de vue de la région de Québec, ce qui n'a pas été énormément exploité dans l'historiographie insurrectionnelle. L'avant-propos et la contextualisation politique donnent le ton au livre dans lequel il est facile de s'y retrouver en suivant à la trace ses principaux protagonistes: Étienne-Paschal Taché, Augustin-Norbert Morin, Amable Dionne, Charles-Eusèbe Casgrain.

À la lumière de cette lecture, il est intéressant de constater que des assemblées aussi lointaines que celles tenues dans le vaste comté des Deux-Montagnes aient des échos chez les patriotes de la Côte-du-Sud. À ce sujet, la description des diverses assemblées patriotes qui ont été tenues entre 1832 et 1837 est fort intéressante. On y explique les résolutions adoptées traduisant ainsi l'importante mobilisation qui s'opère dans ce secteur. Nous pensons entre autres à l'assemblée de Saint-Thomas, le 26 juin 1837, qui est épique en ce sens.

Par ailleurs, notons que les divers tableaux, portraits, cartes et plans sont nombreux et fort pertinents. L'ajout de plusieurs extraits de journaux de l'époque est aussi à propos. Mais est-ce que ce livre apporte un nouvel éclairage si on le compare à l'ouvrage de l'historien Gilles Laporte, *Patriotes et loyaux* (Septentrion, 2004)? Nous nous sommes posés la question d'entrée de jeu en feuilletant rapidement le petit bouquin d'une centaine de pages. Force est de constater que oui puisque plusieurs éléments historiques factuels nous sont désormais connus grâce aux recherches approfondies de M. Deschênes.

Les écrits traduisent sans l'ombre d'un doute les divisions au sein même de la population sud-côtoise en 1837-1838. Enfin, nous avons particulièrement apprécié les détails entourant le passage des troupes britanniques en provenance des provinces maritimes. Le tout est fort bien documenté. Encore là, rares sont les ouvrages qui abordent ce sujet.

Jonathan Lemire
Historien et auteur

LA PASSION DU MÉTIER

Dominique Payette

Professeure, département d'information et de communications, Université Laval

JOSÉE BOILEAU

LETTRES À UNE JEUNE JOURNALISTE

Montréal, VLB éditeur, 2016, 141 pages

La récente parution de Josée Boileau, l'ex-rédactrice en chef du quotidien *Le Devoir*, porte un titre inspiré sans doute de *Lettres à un jeune poète* de Rainer-Maria Rilke. Il aurait aussi bien pu s'intituler *Lettres d'amour à mon métier* tant il exprime cette passion de Josée Boileau pour la profession qu'elle a exercée pendant plus de 30 ans. Tour à tour journaliste dans des journaux régionaux ou des magazines, ou recherchiste d'émissions d'actualités, madame Boileau est entrée au *Devoir* en 1989 pour y travailler jusqu'en 1993. Elle y revient en 2001, devient rédactrice en chef en 2009, et quitte ce quotidien en 2016 lors de l'arrivée d'une nouvelle direction au journal.

D'entrée de jeu, l'auteure annonce ses couleurs : elle ne veut pas s'attarder aux difficultés colossales qui frappent cette profession tant au Québec que partout en Occident. Son objectif est clair : alimenter les rêves et l'enthousiasme de jeunes journalistes aussi déterminées aujourd'hui qu'elle-même l'a été à ses débuts. Son ouvrage contient des conseils qui lui permettent cependant de bien illustrer sa propre perception du journalisme. Ainsi met-elle en garde les jeunes journalistes contre l'illusion que peut représenter « le grand remue-ménage technologique dans le métier ». Ce n'est pas tant les possibilités offertes par un cellulaire ultramoderne qui comptent, mais plutôt les contacts dont dispose la journaliste que ce fameux téléphone lui permettra de joindre. Madame Boileau rappelle ainsi que les fondamentaux du journalisme seront toujours les mêmes, quelles que soient les plateformes sur lesquelles se conclut le travail de la journaliste : « L'art du journaliste, c'est de savoir s'interroger, de vouloir comprendre sans se faire raconter des bobards et donc de vérifier ce qui lui est présenté, pour ensuite faire état de ses constats. » Cette règle de la recherche de la vérité est souvent mise à mal dans les médias d'aujourd'hui, parfois plus pressés de publier des nouvelles non vérifiées que de se rappeler ces fondements du journalisme qui le distinguent de toute la nébuleuse communicationnelle, mais là n'est pas le propos de Josée Boileau.

Le milieu journalistique est souvent perçu par les étudiantes et étudiants en

journalisme comme étant particulièrement difficile d'accès. Les codes d'embauche des entreprises de presse, notamment, sont difficiles à interpréter, et passent souvent pour « arrangés » aux yeux des débutants. À ce sujet, le récit que fait l'auteure de sa propre entrée dans cette carrière, un parcours somme toute assez exemplaire pour l'époque qu'elle décrit, peut être encourageant pour de jeunes débutants, même si les attentes des entreprises envers ces jeunes semblent aujourd'hui démesurées. Un journaliste de la télévision nationale me confiait il y a peu de temps qu'il serait incapable de réussir les nouveaux tests d'embauche tant ils sont exigeants sur le plan technique et informatique. Quoi qu'il en soit, c'est une invitation à la ténacité que lance Josée Boileau, et il s'agit certainement de l'ingrédient primordial pour réussir ce parcours du combattant. Josée Boileau n'a pas eu à quitter Montréal pour réussir cette entrée dans le métier. Notons cependant au passage, qu'aujourd'hui, il est presque indispensable que des jeunes circulent et travaillent pour ce qu'il reste encore de médias dans la presse régionale au Québec ou au Canada.

On reprochera peut-être à madame Boileau de porter des lunettes roses, mais son objectif est clair : il faut que des jeunes se lancent avec passion dans cette profession et soient prêts à s'y consacrer corps et âme. L'enjeu, au final, c'est l'avenir de notre société.

La douche froide aux débutants, l'auteure la réserve aux sujets internationaux. Elle invite sa jeune interlocutrice « à exercer une certaine retenue dans [s] on enthousiasme planétaire, mais aussi pour [l'] inviter à ouvrir les yeux sur le monde qui [l'] entoure. » Et rappelle à ce sujet que « tout ce qui sort de Montréal ou de Québec est une terre en friche, aussi riche à exploiter, [...] que les contrées du bout du monde ». Aux yeux de l'auteure, en effet, les nouvelles locales ou régionales intéressent largement plus les lecteurs que les nouvelles internationales. On aurait souhaité que l'ex-rédactrice en chef du *Devoir* fournisse quelques pistes de réflexion pour permettre à notre société de progresser à ce sujet et l'aider à sortir de son provincialisme étroit. La curiosité du lecteur pour certains sujets ne correspond pas toujours au mandat de service public des



médias. Faut-il que les journalistes baissent les bras devant le manque d'intérêt pour tout un pan d'information, ou faut-il trouver des manières de rendre intéressant ce qui est important ? Et les soubresauts du monde à notre époque ne le sont-ils pas ? Ne serait-ce que pour comprendre mieux ce qui se passe ici ?

Critique, Josée Boileau sait l'être cependant en ce qui concerne la place réservée désormais dans nos médias à l'opinion et au commentaire. « Les chroniqueurs de toutes générations pullulent dans les multiples formes que prend le journalisme » écrit-elle, « et le ton engagé, les affirmations tranchées, les jugements péremptaires sont légion. » « Chaque fois ou presque, je ne peux m'empêcher de me demander où celui ou celle qui s'exprime a fait ses gammes, si tant est qu'il les a pratiquées. » L'auteure souligne aussi le problème posé par la vitesse du travail de presse. Certains faits sont réduits à un simple descriptif et lorsque l'événement a une certaine importance, il faut le faire commenter sur-le-champ. « Toute la complexité du monde se trouve pour ainsi dire ramenée à quatre ou cinq mots, à une émotion. » Mais ce qui inquiète encore davantage l'auteure est cette tendance à recourir dans les médias aux reportages commandités... Une tendance lourde, en cette époque où les entreprises de presse peinent à trouver des modèles financiers viables, mais une tendance qui compromet gravement l'essence même du journalisme.

Concernant la morosité ambiante du milieu journalistique et les difficultés vécues par cette profession, madame Boileau préfère considérer, exemples à l'appui dans les décennies passées, que les journalistes se sont de tous temps inquiétés de l'information, et s'il lui arrive – souvent ! – de ne pas être satisfaite de ce qu'elle lit, voit ou entend, elle considère au final qu'il y a malgré tout des progrès accomplis au fil des décennies.

En terminant, le message de Josée Boileau est clair : « Accroche-toi. Oui, le monde des médias est une industrie, [...]. Mais tu es

suite de la page 11

plus qu'une travailleuse qui pointe ou qui court le cachet; tu fais partie d'une profession qui a des responsabilités citoyennes. On le tient pour acquis, et pourtant le journalisme est au cœur de la vitalité d'une société, une condition de la démocratie.»

Ne cherchons pas dans cet ouvrage ce qu'il n'est pas, soit une analyse des difficultés que vivent aujourd'hui les journalistes dans l'exercice de leur profession ou un texte de réflexion théorique. Il

s'agit d'un message qui vient du cœur. On reprochera peut-être à madame Boileau de porter des lunettes roses, mais son objectif est clair: il faut que des jeunes se lancent avec passion dans cette profession et soient prêts à s'y consacrer corps et âme. L'enjeu, au final, c'est l'avenir de notre société. ♦

CLAUDE ROBILLARD

LA LIBERTÉ DE PRESSE, LA LIBERTÉ POUR TOUS

Montréal, Québec Amérique, 2016, 233 pages

Lorsqu'on entreprend de traiter de la liberté de la presse, on peut aborder deux grands objets¹. Ou bien on traite d'une idée (qui elle-même participe d'une vision du monde), ou bien on discute d'une règle de droit. Malgré un titre large et ambitieux, le livre de Claude Robillard, *La liberté de la presse, liberté pour tous*, se concentre essentiellement sur l'application de la règle de droit par les praticiens du journalisme, les tribunaux et les acteurs socio-politiques en contexte québécois et canadien.

Si l'on cherche dans ce livre une étude minutieuse du destin des idées de liberté d'expression et de liberté de presse, on sera déçu. L'auteur nous propose bien quelques jalons historiques, mais son propos demeure très en surface. Il en va de même pour les débats de société. Comme on sait, les idées de liberté d'expression et de liberté de presse font constamment objet de débats intenses. Le comportement de la nouvelle équipe au pouvoir à la Maison blanche a donné à la discussion une acuité particulièrement forte. Or, on ne trouve pas dans le livre de présentation ample et détaillée des débats sur les questions du «que peut-on tolérer?» et du «jusqu'où tolérer?» qui sont advenus en d'innombrables occasions.

On ne trouve pas non plus de réflexion sur les contradictions des acteurs politiques qui, tantôt, peuvent défendre avec vigueur le principe de liberté de presse (et même donner des leçons à ce sujet) et qui, ensuite, entravent avec ingéniosité le travail des journalistes². Il n'y a pas davantage dans le livre d'étude des stratégies argumentatives lourdes déployées par les penseurs politiques qui tantôt peuvent soutenir l'idée de liberté d'expression sans entrave aucune, même lorsqu'il s'agit de laisser place à des propos odieux et des autres ou qui, au contraire, pensent que, tout bien pesé, la liberté d'expression telle qu'elle se vit en ce moment cause peut-être plus de torts à la vie démocratique que de bien. Certes, on voit que Robillard soutient une conception forte de la liberté de presse (c'est-à-dire largement dépourvue d'entraves) établie sur les croyances que la presse joue un grand rôle en démocratie et que la liberté de travail des journalistes est à cette fin nécessaire; mais finalement, il ne développe pas davantage son point de vue. Dans sa préface, le professeur de droit bien connu, Pierre Trudel, écrit «oui, la liberté de presse, mais l'ouvrage que vous avez en mains explique pourquoi». Ce n'est malheureusement pas vraiment le cas.

Par contre, on trouve son compte lorsqu'il s'agit de liberté de presse comme règle de droit que l'on applique et que l'on met à l'épreuve. L'ouvrage constitue une sorte de traité pédagogique sur son application au Québec et au Canada. Les jeunes journalistes qui entrent dans le métier et les étudiants qui s'y préparent ont tout intérêt à se procurer l'ouvrage de Robillard qui, doit-on le rappeler, a été secrétaire général de la FPJQ

1 Pierre TRUDEL, «La Journée de la liberté de presse», *Le Journal de Montréal*, 3 mai 2016.

2 Un exemple: Vincent BROUSSEAU-POULIOT, «Liberté de la presse: Trudeau doit agir au lieu de parler, dit un journaliste de *Vice*», *La Presse*, 15 novembre 2016



(Fédération professionnelle des journalistes du Québec) pendant vingt-cinq ans.

Le livre est scindé en deux parties. La première offre un tableau précis de la liberté de presse du point de vue juridique. Le propos combine avec aisance la connaissance de la pratique journalistique et la culture juridique. Cela permet tout à la fois d'acquérir l'essentiel du vocabulaire, de connaître les grands principes de droit, de situer les textes fondamentaux, d'identifier les principaux acteurs, de distinguer les instances judiciaires, etc. Cela permet au surplus de savoir comment tout cela se décline lorsqu'il est question de diffamation, de propos haineux, de protection des sources, d'accès à des documents classés. Le tableau couvre aussi les questions qui demeurent problématiques en droit. La seconde partie fait un inventaire des pratiques et procédé classique employés pour restreindre le travail journalistique.

Si ce livre avait été publié il y a vingt ans, je l'aurais trouvé malgré tout très satisfaisant par son regard sur le droit. Cependant, il ne convient plus tout à fait aujourd'hui, me semble-t-il: il fallait aborder les conditions de travail des journalistes qui ont tellement changé. Que l'auteur ne dise presque rien sur les conséquences des bouleversements technologiques sur toute la presse en tant qu'entreprise d'affaires est pour le moins surprenant. Il est tout aussi étonnant qu'il ne dise pas grand-chose non plus sur les changements de culture en matière de sécurité et de renseignement aux États-Unis et un peu partout en Europe depuis le 11 septembre 2001. En guise de réponse, Robillard fait remarquer que le journalisme d'enquête ne s'est jamais aussi bien porté au Québec que maintenant. Et il ajoute ailleurs dans le livre que le journalisme n'en est pas à ses premières épreuves et que ce n'est pas la première fois que des prophètes de malheur annoncent sa disparition...

Martin Blais

Professeur agrégé, communications sociales, Université Saint-Paul

L'Action nationale a cent ans !

L'ANECDOTE ET L'HISTOIRE

Benoit Dubreuil
Docteur en philosophie

LUC-ALAIN GIRALDEAU

DANS L'ŒIL DU PIGEON : ÉVOLUTION, HÉRÉDITÉ ET CULTURE

Montréal, Boréal, 2016, 230 pages

Luc-Alain Giraldeau est professeur au département des sciences biologiques et doyen à la Faculté des sciences de l'UQAM. Spécialiste de l'écologie comportementale, auteur d'un nombre impressionnant d'ouvrages et de publications scientifiques, il signe avec *Dans l'œil du pigeon* une première monographie à l'intention du grand public. Ayant dédié une bonne partie de sa carrière à l'étude de la cognition et du comportement des pigeons, il engage ainsi un dialogue sur l'être humain, l'interrogeant à partir de l'écologie et des sciences de l'évolution. L'ouvrage, composé de douze chapitres courts et bien ficelés, s'adresse à un public curieux et sans formation préalable en sciences de la vie. Le propos, sans prétention, alterne entre la présentation de notions scientifiques de base et de réflexions originales sur l'animal, l'être humain et la vie.

L'auteur débute ainsi par les mises en garde d'usage quant à ce que l'on peut tirer d'un regard scientifique sur notre espèce (chapitre 1). L'humain est le fruit de l'évolution et s'inscrit de plain-pied dans le règne animal, mais il n'est pas question de prétendre que l'évolution mène nécessairement au « progrès » ou à des produits « exemplaires » au sens moral du terme. L'évolution darwinienne découle de la survie du plus apte, mais l'aptitude au sens biologique n'a rien d'intrinsèquement souhaitable; elle n'est que la capacité à laisser davantage de descendants dans l'environnement où l'on se trouve. Vouloir faire de la biologie évolutive une approche prescriptive ne peut mener qu'à des absurdités, ce qu'illustre Giraldeau à l'aide de l'exemple du « régime paléo » qui prétend reproduire l'alimentation des hommes des cavernes, négligeant que les animaux et végétaux existant aujourd'hui ont peu à voir avec ceux qui ont permis à nos ancêtres de survivre.

Les chapitres 2 à 5 présentent des distinctions élémentaires qui mettent la table pour la suite de la discussion. Giraldeau explique la différence entre le vivant et la matière sans vie, notamment à travers le rôle fondamental de l'autoréplication et de l'ADN. Si la naissance de l'univers fut un « big bang », la naissance de la vie a représenté quant à elle un « bio bang », tout aussi improbable

et spectaculaire. Au terme de millions et de milliards d'années, ce bio bang a engendré des structures aussi fascinantes que l'œil du pigeon ou le cerveau humain. Ces structures ne sont pas le fruit d'un architecte ou d'un créateur, mais bien du mécanisme de la sélection naturelle, fonctionnant comme un cliquet, permettant aux adaptations de s'accumuler dans le temps long de l'histoire évolutive.

Au terme de millions et de milliards d'années, ce bio bang a engendré des structures aussi fascinantes que l'œil du pigeon ou le cerveau humain. Ces structures ne sont pas le fruit d'un architecte ou d'un créateur, mais bien du mécanisme de la sélection naturelle, fonctionnant comme un cliquet, permettant aux adaptations de s'accumuler dans le temps long de l'histoire évolutive.

Cette description des mécanismes de l'évolution permet à Giraldeau de clarifier les limites du déterminisme génétique et le caractère réducteur du débat sur l'inné et l'acquis. Bien qu'il existe dans le règne animal des exemples de gènes codant de façon déterministe un comportement précis, c'est rarement le cas chez l'humain dont le comportement est généralement le fruit d'une interaction complexe entre plusieurs gènes et l'environnement. Giraldeau insiste également sur l'importance de distinguer deux types de causes du comportement chez l'animal comme chez l'homme. La première, qu'il appelle « historique », s'ancre dans l'histoire évolutive de l'espèce. Elle est liée aux raisons qui ont mené à la sélection d'un trait. L'autre, qu'il qualifie d'« anecdotique », renvoie aux mécanismes plus immédiats, notamment psychologiques, qui expliquent le comportement dans un cas particulier. La chatte s'occupe ainsi de ses chatons parce qu'elle accroît leur chance de survivre et de laisser eux-mêmes des descendants, c'est la cause historique. Mais elle le fait aussi parce qu'elle ressent un besoin irrépressible de les défendre et de les nourrir. Cette pulsion est la cause anecdotique de son comportement. Ces deux types de causes ne sont pas en concurrence l'une avec l'autre, mais bien complémentaires.

La force de l'approche évolutive est d'expliquer comment les causes historiques déterminent le comportement chez diffé-

rentes espèces. Plus on compare l'humain à des espèces variées, plus on en apprend sur lui. Giraldeau en a ici contre l'omniprésence des primates dans les discussions visant à éclairer les spécificités humaines. C'est ce qu'il appelle la « primatomanie » (chapitre 6). Les chercheurs ont tendance à sous-estimer ce que l'on peut apprendre de l'étude d'espèces plus éloignées. En comparant l'être humain aux grands singes, par exemple, on comprend difficilement pourquoi les pères chez l'être humain prodiguent des soins à leurs enfants, puisque ce n'est pas le cas chez les autres primates. En revanche, une comparaison avec les oiseaux, où les soins paternels sont plus fréquents, fait mieux apparaître les conditions qui permettent l'apparition de ce comportement singulier, notamment la présence de nouveau-nés vulnérables nécessitant des soins importants.

La comparaison avec des espèces plus éloignées met également en relief la façon dont nos sens et notre cerveau conditionnent notre expérience du monde (chapitre 7). C'est ici que le titre de l'ouvrage prend tout son sens. Le monde que nous verrions à travers l'œil du pigeon serait forcément très différent de celui auquel nous avons accès. Chaque espèce fait l'expérience du monde d'une façon unique, par l'entremise des sens dont elle a hérité. Chacune est en quelque sorte « prisonnière de son cerveau ». La comparaison avec des espèces plus éloignées est également utile pour comprendre les mécanismes de l'apprentissage, ce dernier étant souvent moins volontaire et réfléchi qu'on pourrait le croire (chapitre 8).

Les chapitres 9 et 10 se tournent quant à eux vers la reproduction et les comportements de genre. Giraldeau explique comment la reproduction sexuée est apparue comme une « police d'assurance contre l'extinction », en générant une plus grande diversité chez les descendants, malgré le



suite de la page 13

gaspillage énorme que représente l'existence de 50 % de mâles. Il montre ensuite comment l'existence de deux sexes – mâles et femelles – est compatible avec une formidable diversité de comportements de genre. Alors que chez certaines espèces les mâles sont animés d'une jalousie malade qui les amène à monopoliser les femelles et à massacrer les nouveau-nés qui ne sont pas les leurs, chez d'autres, l'évolution les a conduits à investir considérablement dans leur descendance, par exemple en couvant les œufs déposés par la femelle.

Dans les deux derniers chapitres, Giraldeau reprend à son compte deux idées centrales de la pensée évolutive des dernières décennies. D'une part, il avance que les individus, bien qu'ils aient l'impression d'être « aux commandes » de leur corps, sont en réalité les véhicules utilisés par les gènes pour se reproduire et persister dans le temps. D'autre part, il soutient que l'évolution de l'espèce humaine a mené à l'apparition de nouveaux « véhicules culturels »

permettant aux gènes de se reproduire et de se répandre dans une diversité d'environnements tout à fait inédite.

Giraldeau couvre très large dans ce premier essai, ce qui fait en sorte que plusieurs sujets passionnants n'y sont abordés que très brièvement. On aimerait en apprendre davantage sur la façon dont le monde apparaît au pigeon ou sur ce que l'étude de sa cognition nous révèle sur notre propre façon d'apprendre. La vulgarisation scientifique est un art difficile, où il faut introduire des concepts fondamentaux tout en trouvant les exemples les plus judicieux pour faire ressortir la pertinence du savoir scientifique. Giraldeau l'a bien compris et l'ouvrage demeure globalement une réussite. Un prochain ouvrage gagnerait néanmoins à adopter un angle plus restreint qui permettrait à l'auteur d'explorer de façon plus poussée comment voir le monde à travers l'œil du pigeon. ♦

ANNE-MARIE SICOTTE
HISTOIRE INÉDITE DES PATRIOTES : UN
PEUPLE LIBRE EN IMAGE
 Montréal, Fides, 2016, 440 pages

Habituée des romans historiques campés dans les turbulences des Rébellions Patriotes de 1837 – 1838, l'auteure Anne-Marie Sicotte livre un ouvrage sur cette période essentielle de l'histoire du Québec. Le livre prend résolument position en faveur des insurgés et nous livre une trame narrative engagée. Le talent de romancière de madame Sicotte transparaît dans ses pages : loin de la lecture parfois aride d'une thèse universitaire, nous y lisons une fresque vivante et imagée.

Divisé en 9 chapitres, l'ouvrage nous propose un voyage dans le temps qui part de la conquête et s'achève dans la répression et l'union des deux Canadas. « Un pays français » nous offre un tour d'horizon de ce Bas-Canada issu de la Conquête de 1760 et du développement de la nation canadienne sous le joug britannique. « Un pays souverain » nous amène dans le début des luttes parlementaires alors que les Canadiens découvrent les institutions britanniques suite à l'Acte de Québec. « Un pays frondeur » part de la victoire parlementaire des Patriotes dans la crise des subsides qui entraînera le rappel de Lord Dalhousie et nous fait vivre la dégradation graduelle de la situation jusqu'à l'adoption des 92 résolutions, point culminant de la stratégie initiale des Patriotes. « Un pays trahi » survole la véritable bombe politique que furent les résolutions Russels et l'escalade de la tension jusqu'à l'arrivée de Colborne. « Un pays condamné », puis « terrorisé », « enchaîné » et finalement « insurgé » nous raconte comment des échauffourées avec le Doric Club dans les rues de Montréal ont pu mener à une répression féroce du mouvement patriote, l'intervention de l'armée, les résistances désespérées des milices patriotes, le sursaut des Frères Chasseurs et leur défaite ultime. « Un pays pétrifié » montre comment les autorités traiteront leur colonie rebelle et les conséquences politiques de l'écrasement du soulèvement : l'union des Canadas, la montée de l'influence du clergé et l'accélération de l'exode des Canadiens français aux États-Unis.

L'essentiel de l'ouvrage est ailleurs que dans son récit historique. Anne-Marie Sicotte nous offre un magnifique recueil d'images, de gravures, de lithographies, de cartes et de peintures de l'époque. L'organisation de son texte permet d'accompagner chacun des événements de supports visuels souvent inédits, à tout le moins rarement publiés. La reproduction de



lettres, d'articles de journaux et de proclamations permet au lecteur de voir par lui-même la matière historique utilisée par l'auteure. Elle réussit également le tour de force de présenter cette abondante récolte de sources de manière claire, aérée, bien que quelques fois peu expliquée. Si la majorité du corpus utilisé est tout à fait pertinente, une partie des images laisse l'impression de n'être présente que parce qu'elles datent de cette époque et non dans un but d'éclairer la compréhension du propos.

L'auteure prend une position éditoriale très claire tout au long de l'ouvrage : le peuple canadien a été poussé à la rébellion par des extrémistes tories qui n'attendaient qu'une occasion pour écraser tous ceux qui avaient le malheur de s'opposer à leur mainmise sur la colonie. Le principal défaut de l'ouvrage est d'ailleurs son manque de rigueur. L'auteure prend ici la position d'une polémiste et non d'une historienne impartiale. Tout y passe, du vocabulaire dithyrambique qu'elle emploie pour parler du peuple canadien aux insultes envers « l'élite marchande ultra-tory, intolérante et pétrie de préjugés ». Les Patriotes n'affrontent pas des soldats britanniques, mais des « machines rouges » dont « tous, du commandant suprême jusqu'à l'humble troupière, semblaient combattre une nation ennemie ». À force d'insister sur l'injustice et la brutalité de la répression, on en finit par perdre de vue l'ensemble de la situation.

Une vision plus objective aurait peut-être renforcé la thèse de l'auteure. Il s'agit néanmoins d'un récit vivant et passionnant doublé d'un recueil de plus de 500 documents d'époque qui contribuera à faire mieux connaître cette époque troublée de notre histoire. En cela, Anne-Marie Sicotte fait œuvre utile pour l'histoire du Québec.

Émile Grenier Robillard
 Historien

L'Action nationale fait partie de la SODEP

VOYAGE AU PAYS DES TÊTES BAISSÉES

Julie Hébert
Stagiaire en droit

RÉJEAN BERGERON

JE VEUX ÊTRE UN ESCLAVE !

Montréal, Les Éditions Poètes de brousse, Collection Essai libre, 2016, 227 pages

Que dire d'autre de *Je veux être un esclave!* sinon qu'il est le cours de philosophie que nous aurions tous dû suivre. Bonne nouvelle, la plume de Réjean Bergeron plaira tant à ceux qui n'ont pas eu cette chance qu'à ceux qui affectionnent les critiques sans complaisance et fort justes d'un système dans lequel nous n'avons pas tous évolué, mais qui est en train de transformer nos vies.

C'est à travers une trentaine de courts textes que le professeur de philosophie du cégep Gérard-Godin nous livre ses réflexions quant aux transformations qui ont cours dans le milieu de l'éducation. Il les explique, les image quelquefois en ayant recours à des mythes grecs et parfois, ironise aux dépens de ceux qui ont le malheur de ne lire ses textes qu'au premier degré.

L'essai est divisé en deux parties. Dans la première, qui occupe les deux tiers de l'ouvrage, Bergeron analyse plusieurs des problèmes qui affectent notre système d'éducation. La seconde partie est réservée à quelques textes plus éparés, traitant notamment de sa famille et adaptant des mythes grecs à des situations vécues par l'auteur.

PARTIE 1 : ÉCOLE À VENDRE !

C'est un véritable plaidoyer pour la liberté de penser et de réfléchir que nous livre Réjean Bergeron. Qui de mieux placé qu'un enseignant ayant en prime une vaste connaissance des auteurs et des principes philosophiques pour critiquer le système d'éducation? Traitant des difficultés rencontrées par les élèves qui arrivent de moins en moins bien préparés au cégep – et à la vie citoyenne! – dans ses classes, Bergeron dénonce non pas ses étudiants, mais la perversité du système d'éducation qui tend de plus en plus à transformer les jeunes en «outils vivants» – expression nous venant d'Aristote –, ou plus simplement en esclaves. Le «virage utilitaire de notre système d'éducation», qui a entre autres fait en sorte que les enseignants doivent désormais, non plus enseigner, mais «répondre aux désirs de l'élève», et «développer les compétences de l'apprenant» au mépris des savoirs fondamentaux» (p. 15) fait l'objet de la critique très à propos de l'auteur. Et ce ne sont là que des citations issues de l'introduction...

À travers ses textes, l'enseignant de philosophie nous expose ce qu'est pour lui l'éducation, soit un vecteur d'égalité sociale dont la mission est de transformer l'individu en citoyen et le faire accéder «à une culture, à des savoirs et à une pensée critique qui le prémuniront contre les mouvements extrémistes, les discours radicaux et haineux qui fragilisent ou empoisonnent notre tissu social et même la planète tout entière par les temps qui courent» (p. 107). Une bonne éducation n'est ainsi rien de moins que l'oxygène d'une société et vise à former des citoyens «engagés socialement, doués d'une pensée élargie, d'un bon jugement, capables de penser par eux-mêmes et munis d'une culture solide qui leur permettra de comprendre le monde dans lequel ils évoluent et d'interagir avec lui» (p. 112). L'auteur va encore plus loin en utilisant un terme absolument tabou de nos jours: discipline. Pour Bergeron, une bonne éducation doit pour atteindre ces objectifs inculquer une solide discipline intellectuelle aux futurs citoyens.

La «tribu des têtes baissées» [...] est en train d'oublier comment réfléchir et se rend elle-même esclave du mode de vie qu'elle a choisi et qu'elle continue de choisir chaque fois qu'elle allume un écran derrière lequel se réfugier pour éviter le contact humain.

À la vision de l'auteur s'oppose cependant la réalité; le système d'éducation récemment réformé nous impose maintenant une «conception utilitariste et mécaniste du fonctionnement de la mémoire et de la pensée» (p. 94) où seul importe le taux de diplomation, ce qui contribue à dénaturer le rôle fondamental de l'enseignant. Tout ce qu'on veut maintenant, c'est que les jeunes apprennent «à communiquer, collaborer, performer, créer, développer [leur] pensée critique, [leur] résilience et [leur] capacité d'innovation» (p. 83); les connaissances ont cédé le pas aux compétences. Selon Bergeron, cette modification de la finalité de l'éducation transforme l'enseignant en «animateur de groupe», en «guide» qui ne sert qu'à montrer à l'apprenant comment trouver de l'information (p. 95).

L'enseignant de philosophie n'hésite pas à s'attaquer aux sacro-saintes technologies de l'information qu'il qualifie de «cheval de Troie». Il n'est pas tendre à l'égard des enseignants qui s'accrochent désespérément à l'espoir d'attirer l'attention de leurs élèves



par le biais de la technologie et qui adaptent leur pédagogie à la technologie.

C'est ici qu'intervient la pièce maîtresse de la critique de Réjean Bergeron: «La démission tranquille», texte décapant qui reprend et démolit les arguments soutenant la réforme scolaire et traite des lourdes conséquences qu'elle entraîne dans la structuration de la pensée des jeunes Québécois. Nous n'en citerons qu'un extrait éloquent en précisant qu'il importe de lire ce texte en entier:

Ainsi, en faisant en sorte que les élèves ne soient plus en mesure de mémoriser et d'organiser tout au long de leurs études un bagage de connaissances solides et des plus diverses qui leur fourniraient au bout du compte une riche culture générale et fondamentale, le système d'éducation en viendrait à les condamner en quelque sorte à vivre dans l'«ici et maintenant», ferait d'eux des êtres plats, unidimensionnels, tout en les rendant vulnérables, puisque sans perspective, à la propagande grossière et au prêt-à-penser que propage à tout vent l'air du temps (p. 152).

L'auteur nous fait également part de ses propres constats quant aux effets pervers des technologies dans nos vies. Pour lui, notre «fétichisme technologique» nous a tous rendus malades à la fois d'un trouble narcissique et d'un trouble de déficit de l'attention «chronique et irréversible» (p. 220). La «tribu des têtes baissées», comme il la surnomme, est en train d'oublier comment réfléchir et se rend elle-même esclave du mode de vie qu'elle a choisi et qu'elle continue de choisir chaque fois qu'elle allume un écran derrière lequel se réfugier pour éviter le contact humain.

Les habiletés d'écrire, de penser et surtout de raisonner de façon suivie et méthodique sont en train de se perdre dans notre société où tout ce qui importe est l'instantané. Et encore, si l'on parlait du «moment présent» si essentiel à la réflexion, tel que nous le décrit Bergeron dans la seconde partie de son essai... Il n'en est rien; nous nous trouvons plutôt emprisonnés dans un monde

suite de la page 15

parallèle, dans notre «caverne intérieure», numérique et éphémère, là où notre esprit ne passe que quelques secondes avant de réclamer d'être stimulé autrement. Les réflexions quant aux impacts de cette nouvelle manière de penser mériteraient d'être étayées, si tant est que nous arrivions à concentrer notre esprit sur le sujet plus d'un instant à la fois...

Le constat de l'auteur à cet égard est sans appel: il nous faut retrouver des endroits où il est possible de nous entendre penser, et ce dernier se fait un devoir de faire de sa salle de classe un endroit où les écrans sont bannis afin de permettre à ses étudiants de prendre une pause du brouhaha numérique (p. 75).

PARTIE 2: LA VIE N'A PAS DE SENS!

Cette seconde partie de l'essai, beaucoup plus brève que la première, traite notamment du piège de l'opinion, notion aristotélicienne consistant en l'expression d'une opinion relative à un sujet qu'on ne connaît pas (p. 211). Il est intéressant de faire le lien entre ce piège et ce que Bergeron décrit comme notre «incontinence du moi» ou notre propension à faire constamment du bruit numérique, à donner notre opinion sur tout, partout, tout le temps... Pour Réjean Bergeron, il s'agit là de la plus éloquente manifestation de notre peur de la solitude (p. 219).

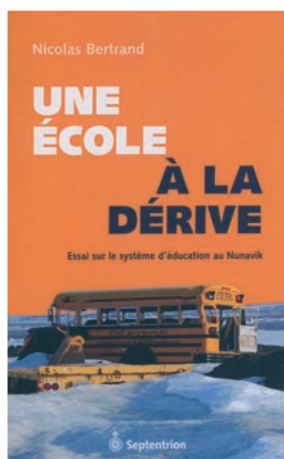
Finalement, le constat plus personnel de l'auteur concerne la nécessité de s'ennuyer, de regarder passer le temps (p. 162). Citant

Sénèque, il nous laisse sur une leçon qui boucle fort bien la boucle de son propos: il n'y a pas de moment plus important que le moment présent, moment que les technologies de l'information s'acharnent à tenter de nous arracher. L'une des nécessités de nos modes de vie à présent fous et «surconnectés» est celle de se débrancher de temps à autre pour laisser place au silence et à la réflexion (p. 225).

Vraiment, la seule critique négative à faire de cet ouvrage est qu'il soit composé de fragments, de textes trop courts pour pouvoir nous montrer l'ampleur de la réflexion de leur auteur. La pensée logique de Bergeron aurait assurément été mieux servie par un texte suivi. Or, puisque l'essai est volontairement composé de textes parus dans différents quotidiens, nous ne pouvons en faire un réel reproche à l'auteur qui a par ailleurs su tant nous servir de bons arguments en de courts textes que nous mettre face à nos propres contradictions sociétales, nous brusquant juste assez pour nous faire aspirer au changement.

L'enseignant de philosophie avertit son lecteur d'entrée de jeu; son essai nous parle de liberté. De liberté de penser, avant tout. Sa mission est remplie et son essai fait réellement réfléchir. Il le dit lui-même: l'étude de la philosophie est une merveilleuse leçon d'humilité, leçon qu'il rend accessible à ceux et celles qui n'ont pu y accéder autrement ou qui souhaiteraient renouveler l'expérience.

Défi: braver notre propre ignorance, lâcher nos écrans et nous remettre à lire pour réfléchir, en abandonnant la méthode du «saut de puce» qu'Internet nous a fourrée jusque dans le cervelet. ♦



NICOLAS BERTRAND **UNE ÉCOLE À LA DÉRIVE.** **ESSAI SUR LE SYSTÈME D'ÉDUCATION AU NUNAVIK** Québec, Septentrion, 2016, 296 pages

Le livre commence alors que l'auteur rejoint sa compagne qui enseigne dans une école primaire du village de Kangirsuk, dans la baie d'Ungava (Nunavik). Un enseignant d'une école secondaire se désiste, et voilà que Nicolas Bertrand se fait offrir, contre toute

attente, un emploi de suppléant dans l'établissement. Contre toute attente, parce que l'auteur reconnaît lui-même n'avoir aucune compétence dans le domaine; la seule expérience qu'il possède en pédagogie est d'avoir enseigné la philosophie au collégial... Mais peu importe! Cela ne l'empêchera pas d'enchaîner les contrats pendant 2 ans. Et il revêtra ainsi tour à tour les habits d'enseignant en arts, mathématiques, sciences, français et anglais dans l'école Sautjuit.

Bonne nouvelle pour nous, lecteurs, il a eu la riche idée de nous décrire son expérience sous une plume savoureuse. À travers le livre, on accompagne ainsi l'auteur dans sa découverte du système scolaire du Nunavik. Et c'est donc grâce à son regard «naïf» de Quallunaat (non-Inuit), ses questionnements, ses doutes, ses surprises et son désenchantement progressif, que l'on découvre la dure réalité et les trop nombreuses aberrations que compte un système scolaire qualifié par l'auteur lui-même de bipolaire.

Car si la plume est douce et précise, le portrait que brosse l'auteur est sans concession. Et Nicolas Bertrand ne fait pas dans la complaisance lorsqu'il décrit le système auquel il a été associé. Il y a l'absentéisme chronique des élèves (mais aussi des enseignants) et les courses-poursuites dans les couloirs. On y trouve aussi le rejet de l'autorité, les élèves qui grimpent aux fenêtres, sur les bureaux, font des doigts d'honneur ou servent aux enseignants du «fuck you bitch» et du «dumb ass» quand ils ne les frappent pas. De l'autre côté, il y a les parents démissionnaires qui vivent dans la précarité et la promiscuité. À cela s'ajoutent les problèmes d'alcoolisme, de drogues et la contrebande. Sans parler du vandalisme, des vols et de la vétusté du matériel, des locaux qui manquent d'eau et de chauffage, des secteurs qui ferment faute d'enseignants...

Malheureusement, alors que l'école devrait être un moyen d'émancipation et un vecteur de valorisation et de reconnaissance politique, les dysfonctionnements qui la parcourent ne semblent que participer à reproduire les inégalités dont souffrent les Inuits. Et si l'auteur n'occulte pas

le contexte historique et géographique, il accuse principalement l'organisation, ou plutôt la désorganisation scolaire d'être la cause de ces maux. Cette désorganisation, on la retrouve dans les problèmes de gestion, au niveau des ressources humaines et matérielles. Elle entraîne une absence totale de planification pour régler non seulement les affaires courantes, mais également tous les problèmes (et notamment l'absentéisme et les retards) à court et surtout long terme.

L'auteur distille au passage quelques pistes de solution qui pourraient juguler le décrochage endémique qui frappe l'école de Sautjuit, et plus généralement les écoles du Nunavik; les taux de décrochage faramineux étant malheureusement répandus auprès des communautés autochtones, puisque seulement 22 % des Nunavimmiuts détiennent un diplôme contre 68 % dans le reste du Québec. Ainsi, parmi les pistes de solution avancées, on relève tout particulièrement l'indispensable participation à la vie communautaire ainsi que le besoin d'implication des parents. Mais on retient aussi et surtout la nécessaire prise en compte de la culture inuite et l'adaptation des programmes scolaires d'une école considérée par les Inuits comme une école «de blanc», et qui est aujourd'hui encore marquée par des accents impérialistes et assimilationnistes. Bref une école qui finit par produire des déracinés.

D'ailleurs le récit propose un deuxième niveau de lecture, tant l'école représente un microcosme des débats sociétaux. En trame de fond, on trouve ainsi une description des relations complexes entre deux cultures et leurs rapports de pouvoir inégalitaires, héritages du colonialisme. L'école y devient le lieu de confrontation des visions inuite et quallunata de l'éducation, mais plus globalement du monde. L'expérience de l'auteur permet notamment de révéler le choc culturel que vivent ces 260 enseignants qui proviennent majoritairement du Québec et débarquent annuellement, avec toute la bonne volonté et tous les incitatifs financiers qui viennent avec, pour «aider» les élèves inuits. Ces enseignants qui, pour la plupart, vivent entre eux et dans l'opulence, et repartent deux ans plus tard sans avoir réussi à s'intégrer, la culture inuite leur demeurant foncièrement inconnue.

Le livre se lit comme un roman, et les qualités d'écriture de l'auteur méritent d'être soulignées. Les passages d'observations «de l'intérieur» sont d'ailleurs parmi les plus savoureux alors que Nicolas Bertrand nous décrit, de manière quasi anthropologique, les dysfonctionnements du système éducatif au Nunavik. De fait, l'enchaînement avec certains chapitres plus factuels peut parfois couper le rythme de la lecture. Ils n'en demeurent pas moins essentiels à la compréhension de la réalité complexe de ce système scolaire qui a urgemment besoin d'être réformé.

Marjorie Vidal

Docteure en éducation (UdeM)/post-doctorante (UdeS)

PÉDAGOGIE D'ORIGINE CONTRÔLÉE

Philippe Girard

Écrivain, artiste professionnel

DAVID AUCLAIR

LA BIO-LOGIQUE DU NOUVEAU MANAGEMENT À L'ÉCOLE

Québec, Varia, 2016, 283 pages

Ne suis-je pas dépassé, vieux jeu et porteur d'un traditionalisme poussé de croire encore aux anciens rôles sociaux dans la sphère éducative? D'avoir foi envers cette pure relation, la plus importante dans une formation: celle entre le Maître et l'élève? L'école est pourtant ce lieu où s'opère la beauté du premier dialogue. Lieu du mouvement entre l'autorité, la discipline et la liberté, construisant la pensée de l'enfant éveillé au monde. Un tel jugement traditionaliste s'affermir au regard des études de David Auclair, enseignant spécialiste et docteur en sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Sa thèse vise à interroger les déterminants quant à l'utilisation des nouvelles applications biomédicales et l'implantation des outils-TIC dans les pratiques actuelles de nos institutions scolaires (particulièrement aux niveaux préuniversitaires), entraînant de nouvelles médiations culturelles et modifiant notre rapport à soi et aux autres.

La bio-logique du nouveau management à l'école se construit par l'entremise de trois chapitres ciblant l'école, l'enfant et la société. Le livre présente ainsi de manière globale les déterminants d'un système éducatif de plus en plus soumis aux exigences chiffrées de la société occidentale. Selon l'analyse, l'école perd sa liberté et son «rôle» fondateur, abandonnant son indépendance devant les modalités productives d'une «société managériale» qui convoite l'acquisition de compétences. Ce qui était donc autrefois encadré par des institutions traditionnelles et fortes, régi par la famille et la communauté, se trouve progressivement dicté par la loi de la privatisation, géré telles des petites entreprises du savoir.

Étudier les nouveaux déterminismes en éducation, c'est surtout s'intéresser à leurs impacts sur les enfants et à notre responsabilité en tant que citoyens et parents. Si la famille constitue «cet espace restreint (privé)» à l'intérieur duquel l'enfant développe un sentiment de sécurité et d'appartenance, c'est notre devoir de protéger ce lieu des sphères publiques et politiques. Pourtant, la famille du XXI^e siècle se «désagrège», perd son rôle de stabilisateur et de noyau formateur dans une société moderne où, telle que l'aura vue Hannah Arendt dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, «supprime la

différence entre ce qui est privé et ce qui est public» (p. 106).

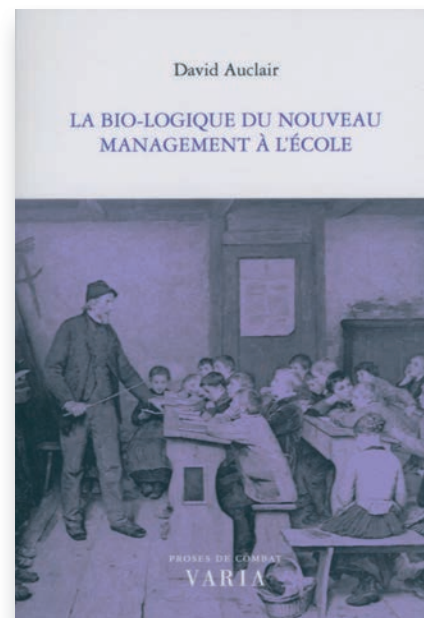
Auclair nous expose qu'ainsi laissé à lui-même dans la sphère de la sociabilité, l'enfant intègre l'école dans l'optique d'un processus d'autoréalisation de soi où l'autorité du parent disparaît au profit d'un laisser-aller individualiste. Il doit s'intégrer dans une «normalité» établie par la société. En cas de difficultés, l'enfant sera rapidement reconnu comme étant «malade» ou souffrant d'un quelconque «trouble». Un réductionnisme biologique et psychologique provoque l'omniprésence des diagnostics lorsque nous éprouvons des écueils à demeurer à l'intérieur des barèmes déterminés. Cet «abandon de l'enfant» crée une pression constante menant à la peur de l'anormalité. Chaque problématique est ainsi corrigée

Étudier les nouveaux déterminismes en éducation, c'est surtout s'intéresser à leurs impacts sur les enfants et à notre responsabilité en tant que citoyens et parents.

par la science, devenue hégémonique selon l'auteur. Pour favoriser l'intégration, la prévention revient de manière abusive à la sphère pharmacologique et au travail des experts qui prennent la place traditionnelle de l'enseignant et du parent. On utilise tous les moyens technoscientifiques (outils-TIC, pédagogues spécialisés, programmes adaptés, médication, etc.) pour permettre la réussite du plus grand nombre. Mais ne dit-on pas que nous apprenons la plupart du temps avec nos erreurs? On prétend aider l'enfant par l'entremise d'un laisser-aller et d'une adaptabilité, dans l'optique qu'il se fixera ses propres limites en apprenant par lui-même et ces «outils». N'oublions pas qu'à force d'utiliser des béquilles, on en vient à perdre l'usage normal de nos jambes et à ne plus savoir marcher autrement qu'avec l'aide extérieure.

La perte de l'autorité handicape notre société à former des citoyens qui sauront penser le changement et qui posséderont leur propre motivation à avancer pour franchir les barrières. Le cadre idéal de l'éducation réside dans le mouvement, entre souplesse et rigidité, où l'enfant arrive à aimer l'autre autant que lui-même, dans «l'effort et pour l'obéissance menant vers l'autonomie et la liberté» (p. 155).

C'est par contre dans le troisième chapitre que l'auteur expose le nerf de son analyse,



présentant l'avènement de la mondialisation des pratiques de l'enseignement par les réformes gestionnaires de l'éducation (qui toucha le Québec dès les actions réformatrices de 1994). David Auclair nous permet de voir l'impact du renvoi dans la sphère éducative des conséquences de ce qu'il nomme une «société cognitive». Cette expression est utilisée pour caractériser «l'individualisation des processus d'apprentissages selon l'idée de la performance *normale* due au développement de chacun dans les mesures et dans les adaptations psychophysiologiques» (p. 229) qui leur sont propres. Un «système» de performance créée de manière autoréférentielle où ne doit régner que la réussite à tout coût! Nous sommes tentés quelques fois de nous perdre dans les propos très spécialisés de l'auteur, mais il nous ramène constamment à sa problématique: notre perte des rôles sociaux traditionnels à l'intérieur d'une doxa de la science positiviste depuis le milieu du XX^e siècle. Car dans ce mouvement du progrès et cette société cognitive, l'auteur demeure lucide: «prendre le train consiste ici à reconnaître les fragments de l'analyse positiviste pour expliquer et réduire les ensembles sociaux complexes dans leurs interactions» (p. 107), ce qui justifie sa démarche et la raison de son livre.

Il serait grave de refuser notre responsabilité envers notre prochain, non seulement en tant que figure parentale, mais surtout en tant qu'humain. Il nous incombe de nous soucier de la transmission de la culture et de l'enseignement des enfants pour former des «citoyens sociaux», c'est-à-dire possédant une forte conscience altruiste. Nous devons penser l'impact des progrès de la technique (les moyens bio-psycho-sociaux comme régulateurs de nos sociétés) sur l'essence de nos rythmiques sociales. L'école doit revenir au «bon maître» et à un objectif fondateur d'autorité véhiculé par le respect des rôles traditionnels. Elle doit former des enfants qui aimeront les autres plus qu'eux-mêmes, pour que chaque amour de l'autre grandisse en soi et mène à une véritable croissance de l'humanité. ♦



LE POUVOIR DE LA PAROLE

France Théoret
Écrivaine

MARCELLE FERRON
LE DROIT D'ÊTRE REBELLE.
CORRESPONDANCE DE
MARCELLE FERRON AVEC
JACQUES, MADELEINE, PAUL
ET THÉRÈSE FERRON
Montréal, Boréal, 2016, 621 pages

En épigraphe de l'ouvrage: «On nous considérait à l'époque comme des révolutionnaires, alors que nous étions seulement à l'heure. On avait osé être nous-mêmes et on s'est retrouvés à l'avant-garde.» *Refus global*, 1948, écrit par Paul-Émile Borduas, signé par sept femmes et huit hommes a été l'un des gestes artistiques les plus considérables de l'histoire du Québec. Je le conçois ainsi depuis 1968, l'année de la parution du numéro «Automatistes» à la revue *La Barre du jour*.

La correspondance de la fratrie des Ferron, d'un grand intérêt d'écriture, fait entendre cinq voix et comporte des dimensions plurielles. Il y a des réseaux, lignes de force à relever dans ce passionnant échange de lettres. Le personnel et le politique sont abondamment présents. Les croisements des signatures étonnent par les objets de discussion, les sujets abordés, l'absence apparente de censure. Le clan signe des liens entre ses membres. Marcelle et Jacques ont du génie, reconnaît-on. Tous ont du talent.

Le contexte actuel est défavorable à *Refus global*. Michel Lapierre, sur la *Correspondance*, dans sa chronique du *Devoir*, parle de la nécessité des racines à l'encontre de l'avant-garde. Citant Jacques Ferron, Lapierre refuse l'école de peinture abstraite, «un académisme de fous» encore au nom de Jacques Ferron, ne pardonne pas à Marcelle son exil en France. Il y a là un parti pris de maintenant, se réclamer des racines contre l'étranger.

Le roman *La femme qui fuit* d'Anaïs Barbeau-Lavalette fait date et symptôme. «Refus global» est considéré comme une erreur, dommageable à la famille comme entité sociale. On y trouve la tendance dominante à renier le Manifeste et ses signataires. Ressentiment, rejet du Manifeste qui s'est déclaré une œuvre de liberté incandescente. Le malaise est présent, actuel, la *Correspondance*, à lire devant l'urgence que suscite la haine de la pensée.

LA FAMILLE FERRON

Les correspondants sont les suivants: Marcelle, la principale protagoniste, est une artiste peintre, Jacques, un écrivain, de même que Madeleine, Paul est médecin tout

comme Jacques, Thérèse pratique le journalisme et cherche son expression littéraire. La cadette de la famille est décédée à 40 ans.

Les échanges montrent un clan solidaire. Les lettres tiennent des propos remarquables. Les uns et les autres énoncent ce qu'ils pensent des choix de vie du destinataire. Tous s'expriment de façon directe, avec une liberté de langage, à l'encontre de la susceptibilité et du narcissisme. Il est notable de lire comment les mariages, les divorces, les liaisons amoureuses, les histoires personnelles de chacun suscitent des communications et des appuis hors normes. Les jugements ne sont pas entravés par des conventions sociales, ni par le moralisme.

La Correspondance centrée sur les lettres de Marcelle permet la connaissance d'une artiste majeure, qui, de retour au Québec, après 1966, crée d'immenses verrières, œuvre à un art public et social, destiné à l'ensemble des Québécois, notamment, la verrière réalisée en 1968 pour la station de métro Champ-de-Mars.

Mieux encore, des enfants naissent. Ce que les adultes disent des enfants est totalement positif. Les pères, les mères, les tantes et les oncles écrivent leur manière de les voir évoluer, de connaître chacun des nouveaux venus d'après leur individualité singulière. Les enfants sont des êtres à part entière. Nulle trace de l'éducation noire si fréquente à l'époque.

La solidarité entre les trois sœurs est primordiale. Madeleine, la future romancière, sédentaire, amoureuse de son mari mène une existence de femme traditionnelle et libre. La vie de Marcelle, mouvementée, réclame une énergie considérable. L'artiste doit s'exiler du Québec si elle désire peindre comme elle l'entend. Thérèse, aux prises avec des difficultés dans son mariage, commence à écrire et doit subvenir aux besoins de sa famille.

UNE VIE DE FEMME ARTISTE

En 1953, Marcelle quitte le Québec avec ses trois filles. Son mariage se dissout, il lui faut envisager le divorce à une époque où celui-ci est rare, comporte deux poids deux mesures, selon qu'il s'agit de la femme ou du mari. L'artiste habite la France pendant treize ans, sans retourner au Québec. La seconde partie du livre, de 1953 à 1966, qui porte le titre: «La peinture est un amour



fatal», permet de saisir comment l'exil a été une nécessité à la réalisation de l'œuvre. Au cours de ces années, Marcelle a de nouveau une vie amoureuse racontée à ses correspondants. Elle voyage, parcourt plusieurs pays européens.

L'artiste manque d'argent de façon chronique, doit déménager fréquemment, vit avec ses filles, puis partage la garde avec leur père lorsque le divorce est prononcé (ce qui prend plusieurs années).

Les lettres permettent de suivre la carrière artistique de Marcelle. Il est possible d'en retracer les étapes lesquelles nécessitent une continuelle capacité d'adaptation. Une histoire hors du commun. L'artiste révèle sa puissance de travail. Elle raconte à ses correspondants son évolution picturale en regard des expositions. Vers 1960, à plusieurs reprises, elle expose avec Borduas et Riopelle. Ils forment le trio représentatif de ce que les Français nomment «l'art canadien contemporain». Autrement dit, Ferron acquiert une renommée internationale puisque ses œuvres sont présentées en France, en Europe et en Amérique.

La signataire du Manifeste peint constamment, le plus possible, des jours entiers. Dans une lettre d'octobre 1962, elle s'écrit: «Bon Dieu, si je n'étais pas une femme, je n'aurais pas à me débattre ainsi.» Plus loin, dans la même lettre: «le monde actuel accepte, mais que par apparence, qu'une femme peintre puisse exister. Il faudrait être tout et ce n'est pas humainement possible.» C'est l'une des seules occurrences à propos de son identité de femme peintre. Le plus souvent, elle parle de peinture au neutre, ce qui n'abolit pas la pensée sur sa condition de femme artiste. En novembre 1962, à Madeleine, elle écrit: «Tu sais qu'attaquer actuellement une cote mondiale – ce n'est pas facile – particulièrement pour une femme.» Ceci encore, dans

suite de la page 18

le même envoi: «J'aurai la qualité, je défendrai ce que j'aime et je passerai. Je joue à la vie à la mort.»

Tout Marcelle Ferron est ici. La lettre se termine sur les mots suivants: «Quand on est plongé dans une vie comme la mienne, on ne croit pas qu'elle soit désirable, mais qu'elle n'est que le fruit d'une situation historique.» Les artistes de premier plan connaissent le monde dans lequel ils vivent. Ils ont en outre des engagements politiques. En 1968, hospitalisée à Paris, Marcelle écrit à Madeleine: «Dès mon retour à la vie, j'embarque sérieusement pour travailler dans ce PQ. Et que ça saute!»

La *Correspondance* centrée sur les lettres de Marcelle permet la connaissance d'une artiste majeure qui, de retour au Québec, après 1966, crée d'immenses verrières, œuvre à un art public et social, destiné à l'ensemble des Québécois, notamment, la verrière réalisée en 1968 pour la station de métro Champ-de-Mars.

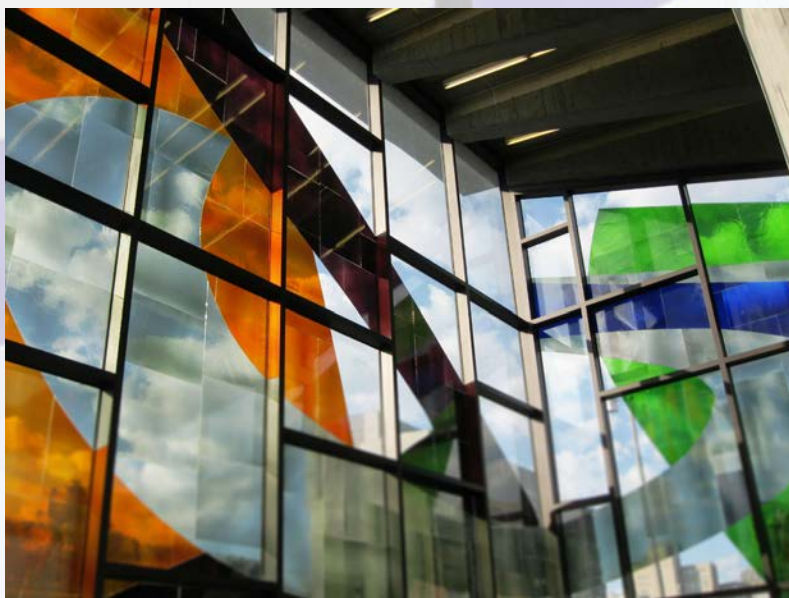
L'évolution du Québec transparait en surface et en filigrane des écrits. La mort de Duplessis est mentionnée, l'intérim de Sauvé également. Les changements politiques vigoureusement annoncés. De Clamart où elle réside en France, Marcelle félicite Jacques pour le Rino (céros) qui l'enchant, «qui n'affiche pas notre sentimentalité brailarde.» Encore à Jacques, Marcelle écrit que ses compatriotes:

[...] ne sont pas dégrossis. Ils sont si mal dans leur peau et je me comprends dans ce «ils», que ça ne leur facilite pas les contacts. Disons qu'en gros, nous avons une grande difficulté d'expression et qu'avec le tempérament violent que l'on sait nous contourner cette difficulté lorsque nous butons dessus, par la violence et l'agressivité.

De tels propos éminemment nécessaires sont à la source de son art engagé envers la société québécoise, tout autant que sa signature du Manifeste.

Au printemps 1948 déjà, elle écrivait à Madeleine. «Peindre, aimer, vivre, est au contraire un combat, et ce combat n'est pas nuageux, mais s'attaque à la vision la plus nette possible de la réalité. Et toute personne qui fuit, ne profite en rien à la société – peindre est une passion nécessaire à la société.»

Marcelle Ferron est une figure puissante.



La correspondance, centrée sur les lettres de Marcelle, permet la connaissance d'une artiste majeure, qui, de retour au Québec après 1966, crée d'immenses verrières, œuvre à un art public et social destiné à l'ensemble des Québécois, notamment, la verrière réalisée en 1968 pour la station de métro Champ-de-Mars.

LE DROIT D'ÊTRE REBELLE CORRESPONDANCE DE MARCELLE FERRON AVEC JACQUES, MADELEINE, PAUL ET THÉRÈSE FERRON Montréal, Boréal, 2016, 621 pages

La correspondance des rebelles a quelque chose de l'emportement; c'est vrai pour celles de Louis-Antoine Dessaulles, des Papineau, de Louis Fréchette, de Paul-Émile Borduas, de Claude Gauvreau, de Pierre Vadeboncoeur tout comme pour celle de la peintre Marcelle Ferron (1924-2001). Cette incursion dans «la Ferronnerie» où «l'expression est innée» a quelque chose de jubilatoire: les deux écrivains (Jacques et Madeleine, épouse Cliche), la journaliste (Thérèse) et le médecin (Paul) s'écrivent de façon franche, colorée, tumultueuse au rythme de leur vie. Jacques écrit à Marcelle (10.12.65): «La famille, nous la tordons, et lui faisons rendre tout son jus», c'est «une cellule expérimentale où les uns et les autres on essaie ses idées et ses passions».

On doit remercier une des filles de Marcelle d'avoir rassemblé ces lettres hautes en couleurs où la peintre balise sa vie de 1944 à 1985 avec spontanéité, détermination et une écriture à la fulgurance de sa peinture. Patricia Smart avait lu cette correspondance pour rédiger son étude, *Les femmes du Refus global*, et on comprend mieux aujourd'hui et de l'intérieur la démarche d'une automatiste, qui part tôt pour Paris et y travaille férocement de 1953 à 1966. Travaille à chercher un studio chauffé ou pas, à payer les matériaux, à chercher une galerie ou des collectionneurs, à trouver sa voie esthétique à travers tous ces obstacles. Borduas et Jacques de Tonnancour nous ont habitués à comprendre la marche vers l'abstraction en peinture; Ferron nous la fait voir et sentir: «la lumière est dans l'ensemble du tableau – couleurs très vives – où elle est devenue un objet et non pas un manteau qui habille des formes» (8.8.56).

Ces Ferron ont une volonté de fer pour harnacher la vie, pour refuser les harnais et les mors, pour aller «au bout de leur fuseau». Avec la furie, il faut créer: «il me semble que la rivière la plus tumultueuse, pour produire de l'électricité, doit se créer son propre barrage» (3.59). Il faut aimer aussi en étant et restant indomptable: «Je perds tout ce que j'aime pour trouver autre chose» (12.58).

La liberté pour soi, liberté pour les autres, y compris les enfants. Madeleine à Marcelle, à propos d'une des filles: «Il faut que tu l'acceptes ainsi et lui laisses suivre son chemin en lacets» (8.69). La liberté irrigue tout y compris le rapport au corps. Marcelle et Madeleine sont d'une franchise lumineuse à propos des caresses, des amants, de la sexualité, de la grossesse, des montées de lait. C'est la même véhémence alimentée par la soif de liberté qui préside aux rapports de Marcelle à ses enfants et explique son insoumission à son mari qui invoquera l'athéisme de sa femme et de l'école où elle les envoie à Paris pour lui en retirer la garde. Il y a des mots qui ramassent un moment, une décennie. Véhémence est de ceux-là pour la décennie 1950. Marcelle Ferron, Claude Gauvreau, Jean Le Moyne, Pierre Vadeboncoeur s'emportent avec véhémence dans leurs lettres ou leurs textes. Il faut des clés solides pour ouvrir la porte du conservatisme et de l'autoritarisme.

La franchise des sœurs Ferron traverse leurs échanges à propos de Jacques, le médecin-écrivain, le timide, le solitaire, le communiste pro-ligne de parti dans l'invasion de Budapest, le Rhinocéros indépendantiste féroce à l'égard de son beau-frère NPD, Robert Cliche. Marcelle écrit à son frère: «Tu passes ton grain de folie sur les êtres que tu aimes» (26.12.65); elle observe que dès qu'il y a un enjeu émotif, il perd la carte et fait la conciergerie (1.1.66).

Les notes explicatives sont minimales et parfois courtes et tel lecteur pourra déplorer ne pas savoir plus clairement le nombre de lettres non publiées et les cas de coupures. Par exemple, il n'y a pas de lettres ici entre le 22 janvier et avril 1960; Borduas, qui habite au 19 rue Rousselet, meurt le 22 février 1960. Marcelle, qui écrit à Borduas ou le mentionne à quelques occasions (3.12.57), n'en dit mot ou quelque lettre n'a pas été retenue?

Moment de lecture plutôt rare. Pour des Québécoises et des Québécois qui cherchent toujours à s'expliquer ce qui s'est passé avant le 22 juin 1960, et d'ailleurs sinon de plus important.

Yvan Lamonde
Historien

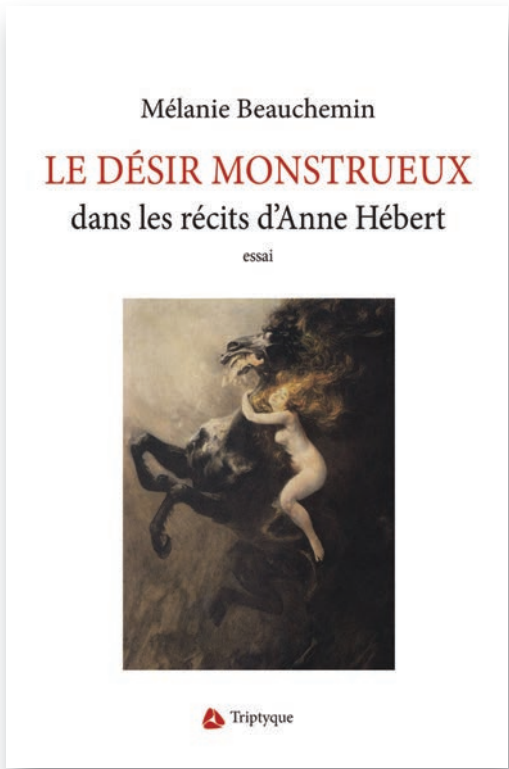
Créatrices
d'ombre et de lumière



DÉSIR DE VIE INSOUMISE

Karine Castonguay
Professeure de littérature, Cégep de Rosemont

MÉLANIE BEAUCHEMIN
**LE DÉSIR MONSTRUEUX. TRANSGRESSIONS
ET MÉTAMORPHOSES DANS LES RÉCITS
D'ANNE HÉBERT**
Montréal, Triptyque, 2016, 199 pages



Mélanie Beauchemin nous fait voir
comment le vocabulaire érotique
fréquente le lexique religieux, ce qui
met bien en valeur les paradoxes
exploités par Anne Hébert.

Dans son essai, Mélanie Beauchemin s'intéresse à l'intrication de la métamorphose et du désir comme quête initiatique dans les œuvres d'Anne Hébert. Elle se demande en quoi les transports érotiques consistent en une forme d'émancipation au sein même du désir et en une chance de réalisation de soi. Son objectif est d'apporter de nouveaux éclairages sur les personnages et le désir qu'ils mobilisent. L'œuvre de Georges Bataille, écrivain français, et plus particulièrement les livres *L'érotisme*, *L'histoire de l'érotisme* et *L'expérience intérieure*, inspirent sa réflexion.

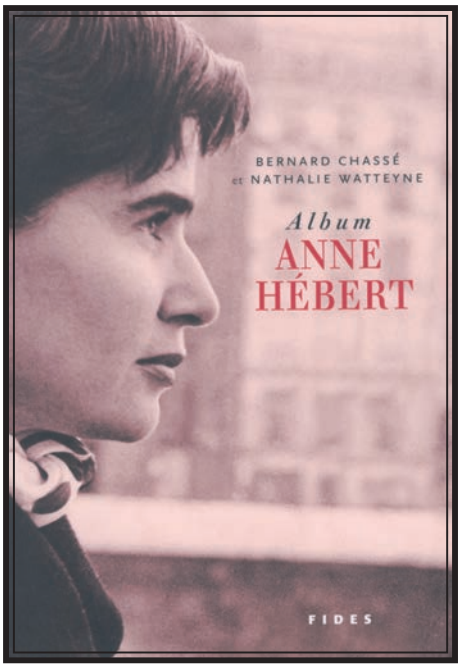
La métamorphose chez Anne Hébert rejoint la violence qu'implique une émancipation au féminin, favorisant ainsi l'introspection, l'assomption et l'extase. Bref, Mélanie Beauchemin nous fait voir comment le vocabulaire érotique fréquente le lexique religieux, ce qui met bien en valeur les paradoxes exploités par Anne Hébert. Ces derniers reflètent la tension palpable qui anime les personnages et qui, au final, devient féconde, parce que libératrice. Dans l'introduction de son essai, l'auteure annonce clairement sa thèse, ses objectifs et sa démarche, et nous lance sur une piste de lecture à la fois familière dans son aspect tragique et renouvelé par une interprétation édifiante.

Dans la première partie, intitulée «L'épreuve de la fièvre», l'auteure s'intéresse au désordre incarné par le corps, au premier chapitre, et au second, par l'enfance. La transformation physique est une forme de contestation, affirme-t-elle, ainsi que l'accomplissement d'un «renversement de l'ordre établi», représenté par les autorités religieuses et sociales qui contraignent et marginalisent surtout les femmes. Face à cette dépossession d'elles-mêmes, les héroïnes hébertiennes se transforment en créatures fantastiques – le plus souvent en sorcières – afin d'exprimer leur révolte et leur désir qui, parce que refoulés, leur causent de la souffrance et de la frustration. L'expression de la jouissance incarne la plus grande transgression de cette féminité, devenue alors maléfique aux yeux de ceux qui la condamnent. Le désir de vivre chez les héroïnes hébertiennes provoque chez les femmes rebelles une fièvre aux «allures fantastiques». Elles passent du désir au délire, qui devient «une adhésion à la vie insoumise».

Cette insoumission se rapporte également à la figure de l'enfant, sensible à l'épreuve de l'émancipation et à la révolte contre l'autorité :



Créatrices
d'ombre et de lumière



BERNARD CHASSÉ ET NATHALIE WATTEYNE
ALBUM ANNE HÉBERT
Montréal, Fides, 2016, 150 pages

Pour un accès élargi à l'univers réel et au vécu d'Anne Hébert, l'*Album Anne Hébert* s'avère être plus instructif. Il ne s'agit pas d'une biographie de l'auteure à proprement parler, mais ce livre remplit bien la mission qu'il annonce sur sa quatrième de couverture, c'est-à-dire retracer «les grands moments de sa vie et d'une soixantaine d'années consacrées à l'écriture, grâce à des documents textuels et visuels rares ou inédits, depuis sa naissance, à Sainte-Catherine, jusqu'à sa mort à Montréal, en 2000».

Cette biographie illustrée, après un texte de présentation bref, mais complet, montre à quel point «[l]a vie et l'œuvre sont étroitement liées» chez Anne Hébert. Elle est divisée en sept parties aux titres révélateurs : «Jeunesse et influences artistiques» (1916-1944) ; «Naissance d'une écrivaine» (1945-1953) ; «L'Europe» (1954-1957) ; «Écrire sans concession» (1958-1969) ; «La reconnaissance internationale» (1970-1982) ; «La dernière décennie :

«Les conduites démesurées [des enfants] favorisent un passage vers l'autonomie et la libération», souligne Mélanie Beauchemin, mais pas toujours, car la mère, souvent, «cultive la méfiance et couve sa progéniture», qui n'en demeure pas moins curieuse de découvrir le monde. Si la sorcière s'emporte dans une fièvre de révolte, la mère entre, pour sa part, dans un «délire de possession» la rendant monstrueuse aux yeux de ses enfants. Cette agitation crée, surtout chez les fils, des névroses qu'ils projettent par la suite sur l'ensemble des femmes.

La deuxième partie, «L'éveil de la créature fantastique», présente les protagonistes qui, une fois transformées par la fièvre, affirment leur désir et refusent d'être livrées au contrôle; par la suite, Mélanie Beauchemin décrit les expériences du désir et leurs effets. L'envers du désir, c'est l'agressivité, qui s'exprime chez les femmes rebelles par l'obscénité, l'injure, l'excès. En effet, contre l'autorité «la puissance du corps se déploie dans l'outrance». Chez Anne Hébert, remarque Mélanie Beauchemin, le corps révolté est «maigre et longiligne» et il «rappelle l'enfant et l'androgynie»: «Par leurs traits physiques, ces filles s'affranchissent de la représentation attendue par les hommes.» Ce corps rapproche les filles aussi, en quelque sorte, de la maladie ou de la mort, «issues tragiques» où peut les mener leur désir de révolte. Heureusement, il y a aussi le rire et le sourire qui s'ajoutent, un peu à la manière de la jouissance, aux excès possibles, comme des armes face à l'ennemi. Chez Anne Hébert, «le rire est l'attribut des sorcières, à la fois maléfique et comique», et Mélanie Beauchemin le relie alors, de manière juste et pertinente, à la *part maudite* du rire évoqué par Georges Bataille.

En outre, la fascination de ces femmes pour l'horreur, le chaos et la saleté va à l'encontre de «la pensée religieuse qui tente de [leur] inculquer une conception idéale du monde», conception culpabilisante d'ailleurs pour toute femme ne s'y soumettant pas. Mélanie Beauchemin rappelle qu'Anne Hébert a affirmé que la sorcellerie tire son origine des restrictions religieuses et sociales contre lesquelles les protagonistes féminines qu'elle met en scène se rebellent. «La sauvagerie est peut-être, au plus profond du désespoir, la promesse d'une émancipation».

Enfin, dans la troisième et dernière partie, Mélanie Beauchemin aborde «[l]es manifestations de la nature». D'abord, elle s'attarde à l'épreuve du corps masculin. Tout comme le personnage féminin, celui de sexe masculin «entre dans la déviance à partir du moment où il se rend disponible à la volupté, comme si par la voie de l'excès il cherchait à rassasier une voracité. Son impertinence révèle des liens forts entre séduction et désir de contestation.»

produire» (1990-1999); «Le retour» (1996-2000). Ces titres sont inspirés par les grandes étapes de l'évolution de la carrière de l'écrivaine, qui restait très discrète, du reste, quant à sa vie privée. Pourtant, malgré l'économie de mots dans chaque légende accompagnant les photos, l'abondance de ces dernières ainsi que la sélection pointue des extraits de la correspondance de l'auteure – avec son frère (surtout) – ouvrent la porte à un pan moins connu de son existence, soit ses pensées personnelles et intimes, ainsi que la description de son espace domestique d'où émanent ses personnages.

En feuilletant cet album, les surprises s'entrechoquent, aboutissant à une véritable révélation sur cette auteure qui avait un grand talent pour créer des univers complexes et fascinants, à son image. Ce livre atténue l'envoûtement sans briser le charme de l'œuvre, et réduit la distance du lecteur face à l'auteure tout en entretenant une certaine discrétion, délicate, à son égard. Publié en 2016, il devient un ouvrage incontournable pour tous les admirateurs d'Anne Hébert.

K. C.

Il s'agit là d'une des seules caractéristiques communes entre les protagonistes des deux sexes présentés dans les romans d'Anne Hébert. Mélanie Beauchemin note surtout leurs différences: «Si les héroïnes provoquent avec leurs visions et leurs cris, les personnages masculins, eux, lient l'autorité au divin», puisqu'ils croient, par la force des choses, en leur propre supériorité, tel qu'on leur a enseignée depuis toujours. On comprend que cela rejoint «la conception idéale du monde» déjà mentionnée par l'essayiste dans un précédent chapitre, plaçant les hommes au-dessus de l'ordre et les femmes, en dessous. Pour leur part, les hommes aux «visages monstrueux» s'en prennent aux femmes, qu'ils considèrent comme menaçantes, souvent à cause du contrôle que leur mère a exercé sur eux, et plus particulièrement sur leur corps.

Le corps, on l'a déjà vu, «devient ainsi un lieu de révolte décisive» après avoir été un lieu contrôlé. Cette même tension se reconnaît par rapport aux «lieux sauvages» de la forêt, de la ville, des villages. L'étude continue de relier l'espace au corps: «Les zones tempétueuses caractérisent et traduisent l'attrait pour la perte. Elles sont à l'image de la fougue et du transport des sens.» Le désordre est associé à la réalité, souvent elle-même assimilée à la nature, qui «brise les équilibres de l'existence humaine» dans le but de se libérer enfin de la peur et de la honte.

Globalement, Mélanie Beauchemin, dans son essai, défend très bien sa thèse selon laquelle l'émancipation des héroïnes hébertiennes se manifeste par une fièvre qui les pousse vers une métamorphose en créature fantastique nécessaire à ce qu'elles acceptent leur nature sauvage au lieu de la réprimer. Brimées dans leurs désirs sexuels surtout, elles hésitent entre la maladie, la folie et la sorcellerie, cherchant ainsi une porte de sortie au rôle contraignant d'épouse, de mère, de femme au foyer, bref à leur rôle (de) domestique. Du désir au délire, de la fièvre au fantastique, de la mère au monstre, de la dépossession à la *repossession* d'elles-mêmes, ces femmes transformées retrouvent le reflet de leur nature sauvage – c'est-à-dire non domestiquée – en franchissant la porte de leur maison, en faisant éclater le cadre social par leur corps frénétique, en transgressant impitoyablement la loi morale et en s'installant librement au-dehors. Pour Mélanie Beauchemin, la révolte du corps va de pair avec sa liberté de mouvement dans l'espace, car le corps et l'espace incarnent des territoires où la libération devient possible, et ce, malgré les «issues tragiques» auxquelles cette libération peut aboutir.

Mélanie Beauchemin propose donc une lecture attentive de l'œuvre, romanesque surtout, d'Anne Hébert, même si son essai, comme nous avons tenté de le montrer dans cette recension, va au-delà de la seule interprétation littéraire; véritable réflexion sur le désir ardent et les métamorphoses qu'il invoque, la réflexion de l'auteure donne un élan à un principe plus grand que l'œuvre d'Anne Hébert en tant que telle, qui n'est déjà pas banale en soi. Si le corpus étudié indique treize titres, il n'en demeure pas moins que Mélanie Beauchemin s'attarde surtout aux romans les plus connus d'Anne Hébert, *Les Chambres de bois*, *Kamouraska*, *Les Enfants du sabbat* et *Les fous de Bassan* qui, de toute façon, se prêtent le mieux à son étude. Elle s'attache surtout aux personnages féminins, mais son analyse tient compte aussi du désir et de ses effets sur les protagonistes masculins. Le corpus théorique est fort élaboré, mais Mélanie Beauchemin s'en tient surtout aux œuvres de Georges Bataille, qu'elle cite abondamment. Disons qu'il aurait pu être intéressant de mettre en parallèle la pensée de Bataille sur le désir et l'érotisme à celles d'autres auteurs qui y ont contribué, mais nous comprenons que le choix d'un auteur principal pour aborder un sujet aussi dense a permis à l'auteure de maintenir sa ligne directrice et de ne pas en déroger. Les quelques redites ayant retenu notre attention participent en fait à l'élaboration d'une pensée qui s'affirme plus en profondeur d'un chapitre à l'autre. En s'exprimant clairement et dans un style soigné, Mélanie Beauchemin soumet un ouvrage dense, mais accessible et mettant en lumière les aspects les plus sombres des héroïnes transgressives d'Anne Hébert. ❖



Créatrices d'ombre et de lumière



L'INDÉLICATESSE DE RACONTER

Karine Castonguay

Professeure de littérature, Cégep de Rosemont

MICHEL GOSSELIN
**EN ROUTE ET PAS DE
SENTIMENT. ANNE HÉBERT,
ENTRE PARIS ET MONTRÉAL**
Montréal, Hurtubise, 2010, 456 pages

Ce récit commence en lion, mais finit en mouton, pour revisiter une expression bien de chez nous. C'est dommage, puisqu'il débute par une noble intention : l'auteur, venant d'apprendre que son médecin lui a diagnostiqué un cancer, se rappelle des amis qui l'ont précédé dans cette épreuve, dont Anne Hébert (qu'il appelle « Mme Hébert » tout au long de son récit). Il revisite l'œuvre de cette femme dans sa bibliothèque personnelle, puis se rappelle leur relation et évoque leur première rencontre à Paris. Il souligne le « mystère » de leur amitié, qu'il a envie de raconter, avant de « partir » à son tour. Jusque-là, la prémisses semble fort intéressante.

L'ouvrage est lui-même divisé en deux parties, nommées « Paris » et « Montréal », centrant donc le récit sur le passage d'Anne Hébert d'une ville à l'autre. La première s'attache au départ de l'auteure de la Ville Lumière, après plus de 26 ans à vivre dans le même appartement de la rue Pontoise, ainsi qu'à sa « profonde tristesse de laisser Paris ». La seconde, pour sa part, raconte le retour « incontournable » à Montréal – choisie au détriment de Québec – à cause de problèmes de santé et d'« une chute qu'elle a faite sur un trottoir du boulevard Saint-Germain », à Paris, et ce, jusqu'à l'annonce de sa mort. Quelques moments forts ayant marqué leur amitié sont aussi racontés. Jusque-là, tout va encore.

Le rôle de l'auteur dans l'ouvrage, qui semblait au départ bien défini en tant qu'« ami » d'Anne Hébert, se complique au fil de la lecture. Il devient une sorte d'assistant, l'accompagnant à ses nombreux rendez-vous comme aux soirées mondaines, la sortant dans les restos du coin, l'aidant à gérer son déménagement, répondant à ses demandes de toutes sortes. Il travaille à la fondation du Centre Anne-Hébert à l'Université de Sherbrooke, et ce rôle lui donne aussi pour tâche, entre les lignes, de récolter le plus de documents d'archives possible de l'auteure et de s'assurer que cette dernière ne les distribue pas à tout vent, comme elle a tendance à le faire parfois durant le récit.

Contrairement au spectacle commenté ci-contre, le récit de Michel Gosselin ne s'annonçait pas comme un hommage à Anne Hébert. Il était donc attendu que le

livre adopte un ton plus réaliste, révélant la véritable personnalité de la femme et la faisant descendre du piédestal sur lequel, bien malgré elle, on l'a mise. Par contre, l'expression soudaine et peu subtile (voire indiscreète) de l'agacement de l'auteur crée un malaise qui non seulement ne s'atténue pas du reste de l'histoire, mais contamine aussi la lecture. Difficile, en tant que lecteur, de ne pas devenir irrité soi-même, et contre Anne Hébert, et contre Michel Gosselin.

L'importance accordée à l'anecdote est un autre élément irritant du récit. En effet, les dédales de la bureaucratie française, les complications avec la compagnie de déménagement, les visites exagérées du vétérinaire profiteur et les hésitations de Mme Hébert concernant le retour de son chat au Canada auraient dû être restreints à quelques références seulement, plutôt que d'être racontées en longueur et de manière répétitive. Ces anecdotes intéressent moins les lecteurs d'Anne Hébert (à qui le livre est destiné) que les étapes de son arrivée à Paris, ses impressions sur les différents quartiers de la Ville Lumière, la genèse de ses œuvres, son discours sur la foi, ses confidences voilées sur sa possible expérience des lieux malfamés de la ville, son rapport à son cousin – le poète Hector de Saint-Denys Garneau –, son refus que le roman *Les Enfants du sabbat* soit adapté au cinéma « de crainte qu'on en fasse un film pornographique » et son point de vue fédéraliste, elle qui vantait les « héros anglais », etc. Ces éléments permettent de mieux percer le mystère entourant Anne Hébert. Une sélection plus serrée aurait donc été souhaitable.

Il en va de même en ce qui concerne l'intégration directe d'extraits de l'œuvre d'Anne Hébert dans ce récit. Quand ils surgissent dans la pensée de l'auteur, lui permettant d'établir un parallèle entre le présent de l'écriture et un événement du passé de l'auteure, l'intégration est réussie. En revanche, quand les extraits de l'œuvre se mêlent aux dialogues supposément réels, elle devient plutôt inadéquate, parce que le principe est franchement invraisemblable. Cette impression est accentuée lorsque des extraits d'entrevues sont intégrés aux dialogues, et plus accentuée encore à cause de la répétition même du procédé dans l'ensemble du livre.

De surcroît, la répétition des phrases « En route et pas de sentiment » et « La vraie vie est ailleurs » dans quelques chapitres du livre diminue leur portée significative. Une



sélection judicieuse aurait été, encore une fois, nécessaire afin de mettre en valeur ces propos pourtant fort marquants chez Anne Hébert. Et que dire de la présence inopportune des onomatopées « Miaou » et « Clic-clac » ? Elles n'ont tout simplement pas leur place dans un tel récit.

Cela dit, une fois la trop longue partie sur Paris terminée, celle sur Montréal se lit mieux. Si le départ de Paris semble interminable au lecteur, le départ définitif d'Anne Hébert peu après son arrivée à Montréal devient précipité. La vieille femme dit même qu'elle a « déménagé à Montréal pour mourir ». Le début de cette seconde partie répond à celui de la première : l'auteur apprend qu'Anne Hébert souffre d'un cancer. L'agacement laisse place de nouveau à plus de tendresse de sa part, lui qui affirme entendre les voix de sa mère et de Mme Hébert en lui de manière à la fois distincte et confondue. Il rapporte d'ailleurs une conversation qu'il a eue avec l'auteure à propos de la mort, « présente dans toutes [ses] œuvres », comme elle l'a rappelé, et dont elle n'avait pas peur. On peut croire qu'en accompagnant Anne Hébert de Paris à Montréal, puis de Montréal à sa mort, c'est aussi sa propre mort que Michel Gosselin a apprivoisée ; à la fin du livre, l'auteur livre quand même d'émouvants adieux.

Dans l'ensemble, on ne peut toutefois pas dire que ce projet d'écriture soit une grande réussite, surtout si l'on sait ce qu'Anne Hébert a confié à l'auteur concernant son éventuelle biographie : « En privilégiant telle piste plutôt que telle autre ou en insistant sur un aspect quelconque de la vie de l'auteur, le biographe dirige la compréhension du lecteur d'une manière que je qualifierais d'indélicate. » C'est effectivement et malheureusement l'impression que laisse la lecture de ce récit. On se serait attendu à plus et à mieux de la part d'un témoin aussi privilégié de cette auteure mythique. ❖

Créatrices d'ombre et de lumière



Recension du spectacle

Le chant de la cigale crépite comme un feu de bois
dans le cadre du Festival international de littérature -
23 septembre 2016

Avec le 100^e anniversaire de la naissance d'Anne Hébert, le nom de l'auteure remonte à la surface : que ce soit dans des hommages notables dans les médias, ou encore dans les avis sur les réseaux sociaux des lecteurs envoutés par son œuvre, ou même dans les événements que l'on crée en son honneur ; c'est le cas de la pièce que *Les Cahiers de lecture* m'ont donné pour mandat de voir et de commenter.

Interminable titre, mais néanmoins poétique et énigmatique, tout comme le roman qui l'a inspiré, *Les Chambres de bois*. L'écho de ce lointain récit se fait entendre durant ce « spectacle littéraire en hommage à Anne Hébert », qui a eu lieu le 23 septembre dernier, à la Cinquième salle de la Place des Arts, dans le cadre du Festival international de littérature. « Un hommage rendu par de jeunes artistes à une grande dame des lettres québécoises, éprise de liberté et d'absolu. » L'hommage était solennel et le souci d'être fidèle à l'œuvre et son auteure, palpable.

Sur scène, deux comédiennes (des lectrices, devrions-nous spécifier) : la Française Azyadé Bascunana et la Québécoise Éveline de la Chenelière. Leurs lectures, en alternance, créaient un effet de résonance par les voix qui se fondaient et se confondaient, faisant dégager ainsi non pas la déchirure de l'auteure entre la France et le Québec, mais son profond attachement aux deux territoires. En effet, si Anne Hébert a écrit la majeure partie de son œuvre en France, elle en situait l'intrigue au Québec ; lors de son retour au Québec, c'était le contraire.

Le texte, hybride, a été assemblé par Karine Assathiany et est composé d'extraits des dernières œuvres de l'auteure (*L'enfant chargé de songes*, *Est-ce que je te dérange ?* et *Un habit de lumière*), mais aussi d'extraits de romans plus célèbres, devenus des classiques, comme *Les Chambres de bois* et *Les Enfants du sabbat* ainsi que de quelques poèmes, « L'Ange gardien », « Paysage », « Nuit » et « Amour ». Forcément, le texte est foisonnant mais bien filé dans son ensemble, bien que certains extraits narratifs s'étiraient. Cette lecture dramatique a rappelé certains passages connus de l'œuvre d'Anne Hébert, tout en faisant sortir de l'ombre d'autres extraits, permettant de saisir toute l'obscurité et la lumière des textes évocateurs d'Anne Hébert.

La représentation débute dans l'univers de Julien – personnage de *L'enfant chargé de songes* – à Paris, puis nous transporte, dans la même ville, dans l'appartement de Michel et Catherine, les protagonistes des

Chambres de bois. D'autres personnages mythiques de l'auteure sont mis en scène, Julie, Miguel, Lia, Jean-Ephrem de la Tour, pour ne nommer que ceux-là. Les lecteurs d'Anne Hébert sont habitués de situer ces personnages dans le cadre imposé par le roman dans lequel ils se meuvent, tandis que le montage présenté sur scène nous force à les voir de manière rapprochée. À travers ce panthéon des personnages d'Anne Hébert, on dévoile toute la cohérence de son travail en même temps que ses obsessions, ses chimères et ses grandes hantises.

La lecture des extraits s'effectuait non seulement dans une alternance des voix des comédiennes, mais aussi dans celle de leur position, qui faisait, la plupart du temps, correspondre le fond et la forme : les extraits poétiques étaient déclamés par les lectrices debout, tandis que les passages en prose l'étaient en position assise. Leur débit était correct, et malgré quelques hésitations remarquées, leur lecture expressive rendait hommage aux extraits choisis.

Si Azyadé Bascunana a présenté une lecture sobre, Éveline de la Chenelière s'est lancée dans une lecture plus passionnée, faisant souvent même ressortir l'actrice en elle, c'est-à-dire incarnant le texte. Particulièrement remarquable dans son interprétation de Lydie, la voleuse de chevaux de *L'enfant chargé de songes*, vêtue d'un manteau de fourrure, sur son cheval, a déclamé un « Maudite bête ! » qui a fait trembler l'audience. Cette actrice illuminait la scène de sa présence, incarnant à la fois la pureté de Catherine et l'impudeur de Lia. Ces femmes prenaient vie en elle, ne s'opposaient plus comme dans le roman *Les Chambres de bois*, duquel ces elles émanent.

L'atmosphère générale rappelait justement celle des *Chambres de bois*. Le décor de la scène se divisait en deux, comme deux territoires occupés chacun par une lectrice. D'un côté, les pupitres de bois ; de l'autre, la fenêtre, pour montrer un enfermement intérieur qui n'est pas dépourvu d'un rapport, quoi que distant, à l'extérieur. Ce rapport vient justement, sur la scène comme dans l'œuvre de l'auteure, accentuer la sensation d'oppression ressentie par les personnages. Peut-être un peu trop d'ailleurs. En effet, bien que l'œuvre d'Anne Hébert soit surtout dure et sombre, il n'en demeure pas moins qu'elle reflète un peu plus de délicatesse et de lumière que ce que la mise en scène laissait voir de manière générale. Toutes deux vêtues de noir, les lectrices auraient pu porter quelque chose comme un habit de lumière...

Bref, le spectacle *Le chant de la cigale crépite comme un feu de bois* a réussi à rendre un hommage solennel et tranquille à Anne Hébert, mais un peu trop sombre. À l'image d'une Grande Noirceur que l'auteure, justement, comme le « silence de la nuit comme un phare », tentait d'éclairer un peu plus.

K. C.



Les Cahiers de lecture depuis 10 ans : 30 numéros, près de 900 recensions, des collaborateurs de tous les horizons

PARTS D'OMBRE D'UN ESPRIT ÉCLAIRÉ

Andrée-Anne Leblanc

Professeur de littérature, Cégep de Lanaudière à Joliette

JEAN-FRANÇOIS BOURGEOULT
FEUX FOLLETS
Montréal, Nota Bene, 2016,
202 pages

Jean-François Bourgeault, un des membres fondateurs des cahiers littéraires *Contre-jour* et aussi enseignant de littérature au Cégep de Saint-Laurent, offre ici un essai pour le moins singulier. Avec la minutie du dentelier, Bourgeault parvient à aborder en un seul ouvrage un nombre impressionnant de sujets, tels que le rôle de la technologie dans l'éducation d'aujourd'hui, l'avenir précaire de la littérature et de la poésie. Mais essentiellement, il se concentrera sur l'essai, dans toutes ses parts d'ombre et de lumière, comme le laisse deviner la métaphore du titre *Feux follets*. D'ailleurs, l'essayiste semble particulièrement se complaire dans l'esprit métaphorique. Au gré des pages défilera donc, sous les yeux du lecteur intrigué, une multitude d'images d'une richesse souvent engageante ou parfois encombrante qui, tel un serpent qui s'entortillerait sans cesse sur lui-même, ne donne que rarement satisfaction.

En effet, alors que l'essayiste semble en avoir fini avec un sujet dans un chapitre, il se relance à de nombreuses reprises en reprenant, et reprenant encore, le même thème dans les autres textes. Ainsi, la *finitude* à laquelle le lecteur est accoutumé à la lecture d'un essai n'est jamais, ici, tout à fait au rendez-vous. L'argumentation demeure ouverte, reprise et propulsée toujours plus loin dans les chapitres suivants, abordée sous des angles qui semblent infinis, ce qui nous ramène sans cesse à cette idée d'excès et de multiplicité qui semble être l'épicentre même de l'ouvrage. Cette structure un peu baroque donne parfois cette impression d'éparpillement. Néanmoins, Bourgeault revient à juste titre alors qu'on s'y attend le moins et parvient à composer un tout d'une cohérence, ma foi, surprenante en abordant ces sujets qui le sont trop rarement.

SUR CES INSIDIEUSES TECHNOLOGIES

L'essayiste nous fait tout d'abord découvrir (ou redécouvrir) le roman inachevé *Bouvard et Pécuchet*, de Flaubert. Dans ce dernier, des copistes se lancent, sans aucune aide particulière ou démarche rigoureuse, dans une entreprise gargantuesque, celle d'écrire des ouvrages dans tous les domaines (on entend ici philosophie, agri-

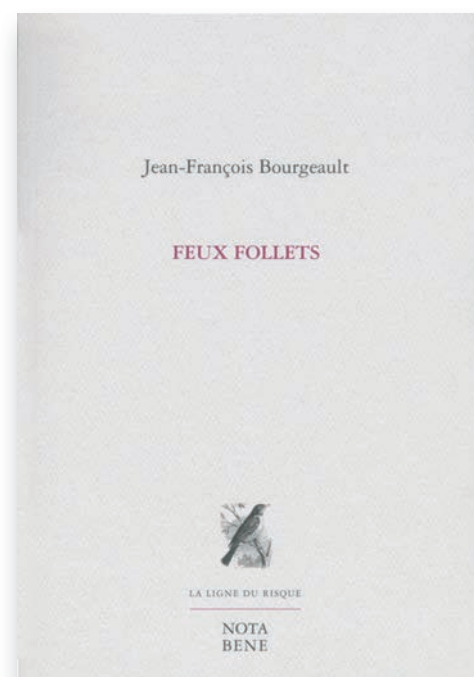
culture ou sciences, par exemple) et ce, sans jamais tout à fait les maîtriser. Bourgeault établit un rapprochement particulièrement intéressant dans la mesure où il soulève une problématique bien actuelle pas si loin de celle des copistes anachroniques mis en scène dans ce roman flaubertien. Cette problématique est celle du programme de la technopédagogie contemporaine :

On peut voir dans cette épiphanie de la bêtise intolérable la révélation qu'a obses-
sivement à charge tout professeur *en chair et en os*, quel que soit l'âge de ceux à qui il s'adresse, quelle que soit la matière qu'il enseigne. Transmettre des connaissances n'est rien si l'on ne transmet pas, du même souffle, l'exigence que l'étudiant aura à maintenir d'une *distinction* entre la connaissance et son contraire (p. 19).

Ainsi, la finitude à laquelle le lecteur est accoutumé à la lecture d'un essai n'est jamais, ici, tout à fait au rendez-vous. L'argumentation demeure ouverte, reprise et propulsée toujours plus loin dans les chapitres suivants, abordée sous des angles qui semblent infinis, ce qui nous ramène sans cesse à cette idée d'excès et de multiplicité qui semble être l'épicentre même de l'ouvrage.

Ainsi les enseignants, ces «ingénieurs pédagogiques», devraient apprendre le discernement à leurs étudiants. Bourgeault laisse entendre que ce flot d'informations qu'offre la technologie via Internet est insidieux, sans toutefois s'aventurer dans les détails de ces soi-disant «défauts» technologiques. Cette démarche d'apprendre par soi-même n'est garante de toutes ces non-connaissances ou de toutes ces «choses insignifiantes (qui n'en sont pas)» que l'on peut retrouver avec une si grande facilité du bout des doigts. Immérgé par ces connaissances et non-connaissances glanées au hasard sur Internet, sur Wikipédia et autres moteurs de recherche, l'étudiant trop confiant (à l'image de Bouvard et de Pécuchet) prendrait ce qui le contente pour un acquis et verrait ce qui le répugne pour une bêtise.

Pour l'auteur, l'enseignant, ce guide indispensable, devrait ainsi reprendre



la place qui lui revient, celle d'établir des balises, introduire, révéler, instruire sans s'empêtrer de cette idée ministérielle que l'étudiant devrait «apprendre à apprendre». Cependant, il semble que cette réflexion alarmiste et très tranchée de Bourgeault ne tient pas compte de la réalité moderne. Comme nous le savons, le système scolaire actuel peine à s'adapter à ces technologies. L'auteur relève notamment l'exemple du logiciel EdX qui est utilisé par la prestigieuse université Stanford pour corriger les dissertations de ses étudiants. Eh bien ! ce logiciel serait, semble-t-il, facile à berner, et ce, même avec une dissertation illisible. Mais est-ce là une raison suffisante pour écarter du revers de la main toute forme de technologie ? Il serait utopique de croire qu'il est possible de revenir en tout point à un modèle plus ancien d'enseignement, celui plus traditionnel qu'a connu une génération pas si lointaine. Cela serait même très certainement un pas en arrière dans un monde où la technologie ne se gêne pas pour performer à vitesse grand V, comme le soulève d'ailleurs l'essayiste. Or, on lui demande où donc cette nouvelle génération pourrait-elle apprendre à bien utiliser ces technologies si ce n'est dans la salle de classe. Nous aimerions bien l'apprendre, mais la réponse à cette question s'avère insatisfaisante. Cependant, ce qui semble une certitude pour l'auteur, et qui serait difficile à contester, c'est qu'il est de plus en plus difficile de se retrouver dans ce chaos technologique qui plonge les étudiants dans une noirceur absolue dont le seul éclaircissement potentiel est l'enseignant.

S'ensuit d'ailleurs une curieuse réflexion où Bourgeault illustre cette idée que l'homme chercherait à retrouver, au moyen de la connexion informatique, «[s]a chambre d'écho originelle» (p. 20). Il fait ici référence au ventre maternel en se basant sur les propos de Peter Sloterdijk, philo-



suite de la page 24

sophe et essayiste allemand contemporain, qui affirme dans *Bulles*¹ que contrairement à la croyance populaire, le séjour d'un enfant dans le corps de sa mère s'avère bruyant puisque les battements de cœur et les bruits de digestion provoquent un grand vacarme. Ainsi, l'homme ne sort jamais réellement du capharnaüm dans lequel il a tout d'abord trouvé origine puisqu'à sa sortie, des gadgets électroniques assouvissent sa «pulsion connective [...] [qui] s'inscrit dans une extension sans précédent de la vie prénatale» (p. 20-21). Mise à part cette encombrante métaphore, Bourgeault vise juste en remarquant que le seul lieu presque exempt de cette connexion est la salle de classe. Mais encore, nous en sommes toujours au même point, faut-il, comme il semble le penser, la préserver de l'empire technologique le plus longtemps possible?

Bourgeault repose sa réflexion sur un témoignage (que l'on retrouve sur le site Web Te@chthought) qui en dit long sur la technopédagogie. Dans ce dernier, on met en scène une professeure qui, après avoir demandé à ses étudiants de résoudre quelques problèmes d'arithmétique, surprend l'un de ces derniers en train de converser sur Skype. Elle lui demande donc de fermer sa session. L'étudiant dégourdi répond donc qu'il était en pleine conversation avec son oncle ingénieur afin d'avoir de l'aide. L'enseignante félicite donc l'enfant pour sa débrouillardise. Bourgeault, en cherchant un sens à ces nouveaux réflexes cognitifs de l'étudiant, commente :

C'est ce modèle de robonnade pédagogique que congédie la professeure de l'anecdote en lui substituant celui du nexus social, dans la mesure où l'élève dont elle applaudit la ruse prouve moins qu'il possède des connaissances qu'il ne met en évidence sa faculté à repérer et à situer des foyers où se trouve la connaissance qui lui manque (p. 28).

Dans le monde réel, ne serait-ce pas ce que tout individu ferait? Consulter une ressource extérieure avec tous les moyens disponibles de son environnement? Probablement. Mais quelles seront les limites à établir dans ce monde nouveau où même un logiciel pourra prendre la place d'un enseignant et corriger à sa place les piles de copies s'accumulant sur son bureau? Et en écho à ces nouvelles pratiques (déjà existantes), y aurait-il bientôt des logiciels d'écriture informatique utilisés illégalement par les étudiants afin de mieux performer? C'est du moins les questions justifiées que semble se poser Bourgeault comme plusieurs autres acteurs significatifs du monde de l'éducation.

SUR UNE LITTÉRATURE MOURANTE

Outre cette réflexion portant sur une technologie de plus en plus envahissante, la problématique de la surpublication, une véritable comédie, selon l'auteur, est critiquée de façon virulente. Et cela est un baume apaisant à lire pour la masse qui s'en inquiète. En effet, l'essayiste soulève que la production littéraire (et la publication qui en découle) se produit à une vitesse néfaste «aux caprices réels de la pensée et au risque de toutes les redites inimaginables» (p. 34). Ainsi, Bourgeault prône la liberté intellectuelle et donne comme exemple Socrate qui incarnerait «[ce] souvenir d'une autre économie de la pensée» (p. 37) qui aujourd'hui se perd dans les méandres du capital numérique. Il est important de ne pas se soumettre à l'angoisse avec la disparition d'une pensée qui se perd dans la «compulsion archivistique» (p. 35) de notre époque.

L'auteur établit ainsi un parallèle entre un temps ancien où les archives étaient rares et consacrées aux titres qui relevaient de l'élite intellectuelle et celui de notre époque où laisser des traces est célébré, encouragé et facilité par la technologie courante. Ainsi, et la constatation nous est douloureuse par sa pertinence, «nous disparaissions aujourd'hui sans retour et à jamais, parce que nous laissons des traces» (p. 64). Trop de traces en fait, ce qui rétablit cette idée de capharnaüm relevée plus tôt. Il serait souhaitable de «résister» à ce désir de laisser nos empreintes dans l'histoire pour modestement rester anonyme. Et celui qui écrira un essai, une forme littéraire qui n'est pas nécessaire ou populaire, verra devant lui s'ouvrir un espace de liberté excessive (p. 53).

Et que faire de cette liberté? Dans son chapitre «De la résistance (René Char, Gaston Miron, Jacques Brault)», l'auteur dessine un poète résistant. Résistant «tantôt à la prose, tantôt à la médiocrité ambiante, tantôt au discours» (p. 87). Comme le soldat au front, il doit sentir une responsabilité insondable que lui permet son art et accepter l'anonymat, faire partie de l'histoire sans y être nécessairement remarqué. Humble, il se rangera sagement dans la pénombre une fois que la lueur stimulante des feux follets s'éteindra.

UNICITÉ ET MULTIPLICITÉ

La nouvelle de Jorge Luis Borges *La bibliothèque de Babel* illustre bien ce qui semble être le pivot même des réflexions de Bourgeault. Dans cette bibliothèque imaginaire contenant un nombre incroyable d'ouvrages, bref «tout ce qui peut être conçu par la pensée humaine» (p. 121), il est possible d'établir une métaphore, celle de l'univers de la création littéraire qui suppose que tout a déjà été écrit, ne permettant à l'auteur de se distinguer que par la forme que prendra son œuvre :

Un esprit qui se croit particulier, irremplaçable n'est jamais que la somme fluctuante de différents livres ou discours qui œuvrent en lui à son insu, la bibliothèque borgésienne (1941) fait la joie des praticiens de l'ironie radicale (p. 122-123).

L'écrivain moderne, au lieu de laisser place à son ambition dévorante qui est celle d'être reconnu, devrait faire preuve de modestie et contribuer de façon presque invisible à ce grand tout qu'est la littérature. Et peut-être pourrait-il ainsi atteindre la félicité, cette lueur d'espoir à atteindre. Cette «chose perdue» se révélerait parfois au moment où on s'y attend le moins. En effet, après maints efforts, le contemplateur fatigué de sa longue route pourrait être surpris par l'immensité étendue de la plaine qui se dessine sous ses yeux et là seulement il aura ce moment d'«épiphanie» qu'il attendait peut-être.

Feux follets a le mérite d'avoir osé approfondir ce qui l'est trop rarement : l'avenir du mot «littérature», celui de l'essai, la portée de son rôle, sa place dans une littérature agonisante puisque la place de l'essai réside partout et nulle part, aime nous rappeler Bourgeault. L'essai ne répond à aucune demande. Il est insaisissable en soi et c'est cette autarcique rébellion menée de bras de fer par les résistants qui en fait toute sa beauté et sa nécessité. En effet, tous ceux qui se consacrent à écrire sur un sujet, quel qu'il soit, se leurrent en croyant enfin se retrouver dans toute l'étendue de la pensée. Ils suivent avec ardeur cette lueur vacillante, cette promesse de la Connaissance. Puis, alors qu'ils croyaient naïvement y parvenir, la lueur si pleine de promesses de ces feux follets illusoire s'éteint doucement. ♦

1 Ici, Sloterdijk paraphrase le psycholinguiste Alfred Tomatis.

ENTRE RIGUEUR ET ENGAGEMENT

Simon Leduc

Professeur au département de français et de littérature du Collège Montmorency

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
LA PEUR DU PEUPLE.
AGORAPHOBIE ET
AGORAPHILIE POLITIQUES
Montréal, Lux Éditeur, collection
Humanités, 2016, 464 pages

Quiconque a porté attention à la situation internationale des dernières années a pu constater le motif récurrent d'agoras populaires émergeant au cœur des villes. Qu'on pense à *Occupy*, aux Printemps arabe et érable, aux *Indignés* ou à *Nuit Debout*, on remarque un même désir de reconquête de la vie démocratique et une revalorisation de la parole publique. Avec *La peur du peuple*, le politicologue et militant Francis Dupuis-Déri s'appuie sur de tels phénomènes pour interroger les réactions qu'ils provoquent; entre l'enthousiasme et le mépris, ces rassemblements illustrent les conflits qui travaillent nos sociétés.

Remarquant avec lucidité que plusieurs des voix critiquant farouchement ces initiatives populaires le font au nom d'une défense des structures démocratiques, Dupuis-Déri propose d'opposer agoraphilie à agoraphobie plutôt que de parler d'oppositions entre pro et anti démocratie. En effet, l'essayiste aux convictions anarchistes refuse de qualifier de démocratique le système de représentation libéral puisque ce dernier confisque la possibilité de participation directe à l'effort politique. Il parlera ainsi de «monarchie» et d'«aristocratie élective» (p. 173) pour désigner les régimes libéraux dans lesquels seule une élite (qui, note l'auteur, a la même étymologie qu'élection) a accès au pouvoir. Le système de représentation n'est pour lui qu'une «sorte de précipité alchimique» (p. 163) donnant faussement à croire que la voix du votant est portée par son député.

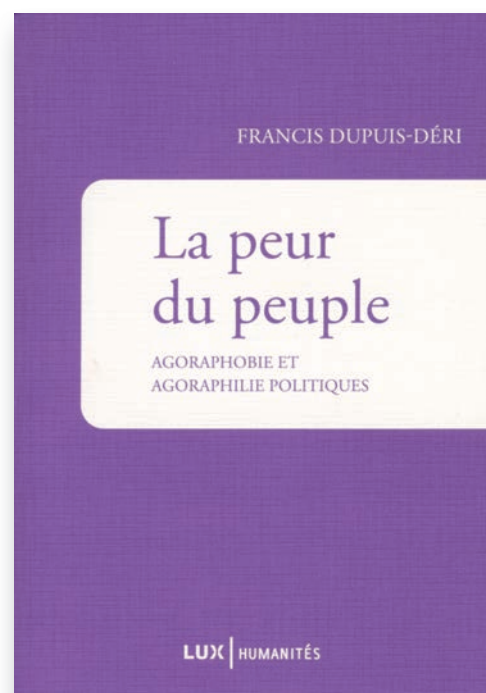
L'auteur déconstruit d'ailleurs l'idéalisation de la civilisation occidentale qui serait l'héritière de la Grèce antique et de sa lumière démocratique, multipliant les exemples de sociétés «primitives» pour qui les processus décisionnels traditionnels sont beaucoup plus consensuels et fondés sur le débat public que ne l'ont été les expériences colonisatrices européennes. Il évoquera d'ailleurs que le terme même de «démocratie» est demeuré péjoratif pour les élites européennes jusqu'au XIX^e siècle alors qu'au Canada, il n'a été adopté que lors de la Première Guerre mondiale dans un effort de séduction des masses à mobiliser.

ARGUMENTAIRE ET RAPPORT DE FORCE

Si on peut dire qu'une des forces de l'essai est sa capacité à remettre en question certains lieux communs à propos d'un Occident éclairé, il apparaît malheureusement que certains arguments demeurent discutables. On apprécie fort, par exemple, que l'essayiste présente sa réflexion comme un bricolage dans lequel se trouvent mêlés des éléments de philosophie politique, d'anthropologie, d'histoire, mais aussi des témoignages de militants glanés ici et là; cet assemblage a le mérite d'offrir un spectre large et égalitariste au développement de la pensée. Il est aussi pertinent d'ouvrir la question politique sur le monde du travail, là où les structures hiérarchiques sont trop souvent perçues comme des évidences inévitables. Quand on pense que l'espace de travail est devenu, à une époque de fragmentation de l'espace public, un des seuls endroits où des gens peuvent se parler d'un projet commun, il semble plus que pertinent d'y amorcer une réflexion sur les moyens d'y agir dans des perspectives démocratiques. Les exemples ne manquent d'ailleurs pas pour illustrer comment le conseilisme ouvrier permet d'envisager une organisation minimisant les rapports hiérarchiques; de l'Espagne de 1936 à l'Argentine de 2001 se dégage une même créativité populaire que le professeur prend plaisir à donner en exemple.

On sent que pour le militant, le pouvoir se trouve dans la capacité de mobilisation plutôt que dans la valeur des idées et qu'ultimement, la qualité argumentative est de peu d'usage pour trancher dans l'espace politique.

L'essai perd par contre de sa substance quand Dupuis-Déri délaisse la rigueur universitaire pour endosser un propos davantage militant. Ainsi, l'auteur voit dans la méfiance populaire à l'égard des élites politiques un appui à ses thèses anarchisantes; l'actualité nous montre malheureusement que le cynisme et l'antiélitisme ont fortement contribué à l'élection de Trump. La réflexion achoppe aussi quand vient le temps d'opposer ses arguments agoraphiles à ceux issus de l'agoraphobie. Alors qu'il prend soin de signaler avec raison que «l'agoraphobie politique [est] aujourd'hui en position hégémonique dans l'imaginaire collectif» (p. 103), sa présentation de la réponse agoraphile ne permet jamais d'arriver à un



dépassement dialectique qui donnerait une issue au débat. On sent que, pour le militant, le pouvoir se trouve dans la capacité de mobilisation plutôt que dans la valeur des idées et qu'ultimement, la qualité argumentative est de peu d'usage pour trancher dans l'espace politique. Pourtant, l'anarchisme ne gagnerait-il pas en crédibilité s'il arrivait à convaincre le public de sa cohérence et de sa nécessité?

L'exemple des déchirements opposant les «insurrectionnalistes» aux «assemblistes» dans l'espace révolutionnaire illustre bien cet échec de la voie rationnelle dans le débat politique. Pour les premiers, la palabre argumentative est vaine; la révolution ne se réalisera pas grâce aux mots, mais dans des rues transformées en zone de combat. L'auteur légitime en partie cette position en expliquant les motifs de la colère émeutière, y trouvant une expression polysémique de laquelle ressort un esprit de résistance qui peut être salutaire. Bien que discutable, la position de l'essayiste ouvre courageusement ici un espace de réflexion que les médias éviteront habituellement en dénonçant, comme par automatisme, toute scène d'émeute. Sauf que tout ceci tombe court: l'insurrection ne vient jamais de nulle part; elle est le fruit d'une lecture du monde, d'une réflexion critique et donc, d'un débat. De quelle autorité les révolutionnaires peuvent-ils se réclamer pour déclarer qu'à partir d'un point, leurs actes plutôt que les mots doivent décider?

En tout, *La peur du peuple* présente diverses idées trop rarement abordées dans la sphère publique actuelle. Bien que l'argumentation n'y soit pas toujours convaincante, spécialement quand la posture universitaire cède le pas au militantisme, l'essai a le mérite de combattre des lieux communs qui sont, à leur tour, assez fragiles. Plus que tout, Dupuis-Déri nous invite à rehausser nos exigences en matière politique. Qui s'en effrayera? ♦

ENTRE ORALITÉ ET ÉCRAN

Christine Provost

Candidate à la maîtrise en études québécoises, UQTR

GERMAIN LACASSE ET AL. (DIR.)
**DIALOGUE AVEC LE
CINÉMA. APPROCHES
INTERDISCIPLINAIRES
DE L'ORALITÉ
CINÉMATOGRAPHIQUE**
Montréal, Nota Bene, 2016,
285 pages

En 2007, avait lieu à Montréal le premier colloque international sur les pratiques orales du cinéma, dont le thème fut le bonimenteur. Toujours à Montréal, en 2010, un deuxième colloque se réunit cette fois autour de la question de la relation entre une société, une culture et ses pratiques orales. *Dialogues avec le cinéma* rassemble dix-sept textes groupés en quatre chapitres qui explorent chacun un aspect particulier de l'oralité. Notons particulièrement l'article sur Leonard Bernstein écrit par Réal La Rochelle, décédé peu de temps avant la parution du livre, dernière publication d'un homme qui a dédié sa vie au cinéma.

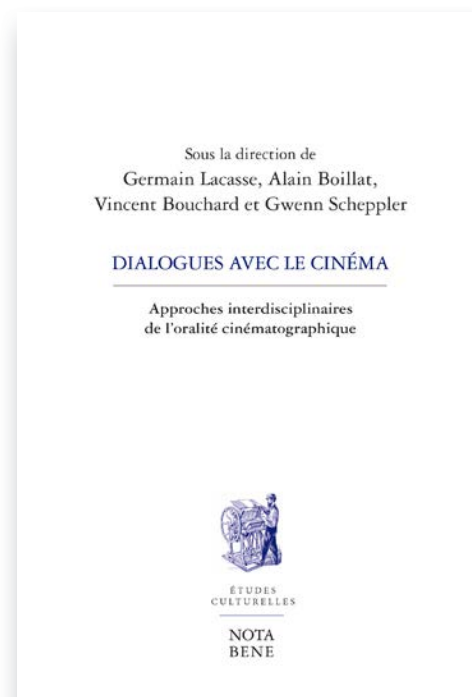
Le premier chapitre interroge le lien entre pratiques orales et traditions ancestrales. Dans un survol des cinémas inuit, camerounais et cadien, les trois textes mettent de l'avant des cinéastes qui ont su reprendre les traditions culturelles pour en faire des récits mis à l'écran. Ainsi, John Houston, qui a grandi chez les Inuits, a mis en images les contes transmis oralement depuis des générations. Contrairement à l'écriture, qui ne réussit pas toujours à traduire la richesse de la langue parlée, le cinéma raconte comme le ferait un conteur, il fait entendre la voix. En outre, il montre les images que celui-ci suscite par ses mots dans l'imagination de son auditoire. Dans les films inuits, camerounais et cadiens, l'utilisation d'expressions populaires ou de la langue locale favorise une appropriation et une réappropriation des traditions par les jeunes générations. Les personnages connus de tous, les lieux familiers ou même la participation des communautés dans l'élaboration du scénario ou durant le tournage tissent un lien entre celles-ci et le film qui exprime leur culture.

Dans la deuxième partie, l'aspect intermédiaire est mis de l'avant. Les contributions explorent les émissions de Leonard Bernstein sur la musique, les émissions québécoises pour enfants et enfin l'utilisation du téléphone dans les films du cinéaste Sacha Guitry. Ce qui est étudié ici,

c'est le dialogue avec le public engagé par les films. Le personnage qui parle au téléphone parle en fait au spectateur, un peu comme dans les émissions pour enfants où l'animateur pose des questions à la caméra et fait bouger les petits qui sont à la maison. Le quatrième mur, qui empêche les acteurs ou animateurs de parler aux spectateurs, est brisé grâce à cela. Bernstein, de son côté, a été un animateur-pédagogue qui a su passionner les téléspectateurs par l'interprétation musicale d'un orchestre à la télévision. Il avait compris que la musique diégétique impressionnait particulièrement les gens et que par elle, il les intéressait non seulement à son interprétation et à son histoire, mais aussi à ses aspects plus techniques. Les pratiques orales de ces différents médias reflètent donc l'importance du spectateur dans la création d'une émission ou d'un film. Si celui-ci est attaché à un animateur ou à un personnage par l'oralité, il sera captivé par le récit.

Les auteurs soulignent la perte des canaux traditionnels du savoir détruits par l'urbanisation massive de populations jusqu'à récemment rurales. Le cinéma peut pallier en partie cette perte : dans certains films africains, par exemple, on utilise un narrateur, un griot en somme, pour continuer à faire vivre la culture orale traditionnelle.

Le caractère propagandiste des films et leur commentaire à visée pédagogique sont analysés dans la troisième partie. Que ce soit dans certains pays africains, aux États-Unis, en Belgique ou encore au Brésil, certaines projections de films étaient commentées pour s'assurer que le « bon sens » du récit soit bien compris. Les exemples donnés vont du choix des films et des commentaires livrés sur eux par des religieux dans les ciné-clubs brésiliens ou belges de la première partie du XX^e siècle aux films à connotation un peu sexuelle présentés aux États-Unis à la même époque. Ces derniers étaient souvent commentés par des « professionnels » qui, dans les faits, pouvaient être des acteurs engagés par les distributeurs de films pour jouer au médecin ! En Afrique, par ailleurs, des missionnaires ont tourné des films afin, spécifiquement, de christianiser les populations.



Enfin, la dernière partie parle du rôle du bonimenteur pour des époques plus récentes. Les auteurs soulignent la perte des canaux traditionnels du savoir détruits par l'urbanisation massive de populations jusqu'à récemment rurales. Le cinéma peut pallier en partie cette perte : dans certains films africains, par exemple, on utilise un narrateur, un griot en somme, pour continuer à faire vivre la culture orale traditionnelle. Par ailleurs, durant le régime franquiste, la censure était à son maximum en Espagne. Plusieurs films muets, notamment ceux de Chaplin, ont été repris à des fins de propagande : on donnait des voix et des propos aux personnages, comme le bonimenteur le faisait autrefois, et parfois même on coupait les intertitres et certaines scènes jugées peu conformes à la morale. Ces films transformés faisaient maintenant référence à des faits et à des personnages connus de tous. Ainsi, le bonimenteur est encore présent, mais bien souvent, il devient un personnage intégré au film et qui rappelle une autre époque où son rôle était très important.

Le sujet de l'ouvrage est nouveau, l'aspect interdisciplinaire et intermédiaire des communications enrichit l'étude de ces pratiques orales. Les analyses, qui contribuent à l'historiographie de la culture, conjuguent bien pratiques orales dans les films et les émissions télévisées et contexte social de production. Il y a certes quelques répétitions, certains textes sont moins accessibles et d'autres m'ont semblé un peu loin du sujet, mais au final, on est là devant un ouvrage qui ouvre de nouvelles questions fort pertinentes sur les médias audiovisuels, et ce, dans différents domaines de recherche. ♦

ALLIER LA PAROLE ET LE GESTE

Nancy Rivest

Professeure de philosophie au Cégep de Terrebonne

CAJETAN LAROCHELLE

COMPAGNON DE LA TERRE

Montréal, Leméac, 2016, 176 pages

Ce carnet philosophique commence au printemps, début mars, au bord de la rivière Ouareau – «lac lointain» selon la signification amérindienne –, qui crèvera bientôt ses eaux. *Compagnon de la terre* est un récit introspectif, celui d'un homme lié à la nature, de son dialogue avec elle, qui nous livre ses pensées, ses gestes quotidiens accomplis dans l'ultime espoir de rallier le monde à la beauté. C'est avec cette parole profondément intimiste que Cajetan Larochelle nous convie à la réflexion. Dès les premières pages, nous avons le sentiment d'être cet ami, ce confident avec qui le philosophe-poète s'entretient des travaux et des jours sous le regard bienveillant de l'outarde solitaire qui traversera les saisons de ce carnet. *Compagnon de la terre* est une longue respiration, un hymne à la vie.

L'enseignant de philosophie à la retraite nous raconte son projet des trente dernières années; celui de la restauration de sa maison ancestrale et du domaine adjacent avec sa précieuse compagne Andrée, de la préservation des berges de la rivière Ouareau qui longent sa terre. Il nous confie sa préoccupation constante à réconcilier le savoir intellectuel au savoir-faire des ouvriers, fermiers et autres hommes de métier, d'unir à leur sagesse celle des poètes, philosophes et écrivains. Larochelle se fait aussi messager de notre histoire à travers la sienne, plus particulièrement celle du peuple acadien dont, parmi les milliers de colons déportés, se trouvent les fondateurs du village où il vit, St-Liguori dans Lanaudière, et parmi lesquels se trouvent les bâtisseurs de sa mansarde. Il partage son inquiétude face aux changements climatiques dont il est à même de constater les effets dans son rôle de paysan, de jardinier et en tant que père et grand-père. L'auteur réussit à accomplir ce «devoir de mémoire» et de préservation qui lui tient tant à cœur, préoccupation qui porte d'ailleurs tout l'ouvrage.

Compagnon de la terre, mais aussi compagnon du paysan, du mineur, du colon, de la classe ouvrière donc, de ceux qui triment dur et dont le premier exemple est ce père qui a eu la patience de lui apprendre les différents travaux manuels que Larochelle tend à reproduire avec un soin particulier. Héritage précieux qui teinte toutes les phrases de ce texte, le verbe témoignant

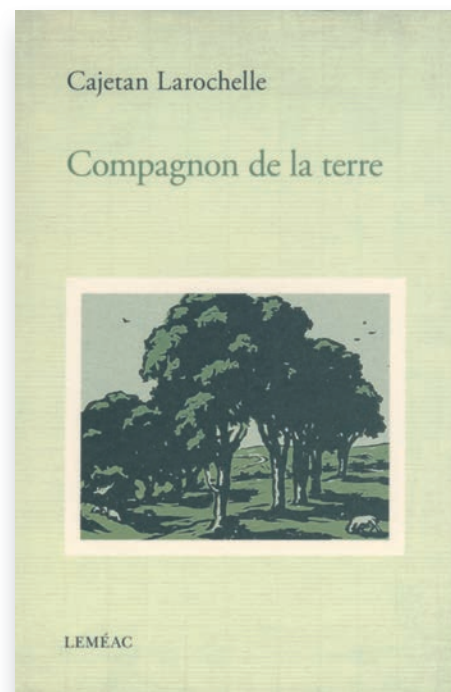
du respect immense qui l'anime. Ici, le geste d'écrire fait écho aux multiples tâches quotidiennes: désherber, planter, semer, construire un muret de pierres, avec cette même attention, ce même souci du détail, «... accepter de réaliser à long terme...», avec patience. Par ce travail narré par l'auteur, nous sommes ainsi rappelés à cette lenteur oubliée, aux sens liés intimement à la pensée.

Dès les premières pages, nous avons le sentiment d'être cet ami, ce confident avec qui le philosophe-poète s'entretient des travaux et des jours sous le regard bienveillant de l'outarde solitaire qui traversera les saisons de ce carnet.

***Compagnon de la terre* est une longue respiration, un hymne à la vie.**

Cet essai a certainement une parenté avec la sagesse orientale tout en puisant dans les racines de la philosophie occidentale. Larochelle est une sorte de Socrate des temps modernes qui nous rappelle la vertu morale de la beauté. Le beau et le bon seraient intimement liés et se cultiveraient mutuellement, participant d'une même nature et s'exprimant par différentes voies, ce que cet essai a le pouvoir de nous rappeler: «La beauté serait-elle une vertu surannée dont l'humanité s'est aveuglément coupée en transformant le monde?» L'auteur confie: «Bien sincèrement, j'ai toujours cru au fond de mon cœur qu'au cours de ma vie tout me serait donné par le destin pour transformer à ma guise mon domaine, pourvu, bien sûr, que je fisse un juste usage de ma volonté ainsi que de mes capacités. En somme, mes actions ont pour origine une dévotion secrète à la beauté du possible du monde en dépit des menaces qui pèsent sur lui.» Ce passage résume à lui seul toute l'ambition de sa démarche.

Que ce soit par l'évocation du sort réservé aux Acadiens, ces «malheureux coincés de l'Histoire» ou celui de l'Acer Rubrum, le petit érable rouge transplanté plus tôt et qui peine à survivre à la température en dent de scie du printemps, symptôme du réchauffement climatique, c'est aussi la fragilité de la communication, de la transmission, de la vie qui est évoquée. Notre «moissonneur de pierres et d'arbres» l'exprime également par cette habitude qu'il a prise



de retranscrire des extraits de texte sur des feuilles de bouleau et qu'il dépose ça et là, dans l'arboretum, quelque part sur un rocher de l'amphithéâtre ou près de l'atelier bordé de grands pins rouges. On entre ainsi dans ce récit comme on entre dans une forêt qui lentement nous devient plus familière. Dans une langue simple, tout en étant riche et sensuelle, poétique mais sans artifice, chaque mot posé sur la feuille délicatement, la page blanche comme la pierre calcaire où le temps s'arrête, laissant les traces de son passage, humblement.

On pourrait également faire le rapprochement entre le style littéraire de Larochelle avec ces amas de pierres qu'il a recueillies pendant des années sur d'anciennes fondations. On apprend à y reconnaître l'histoire de chacune comme on découvre peu à peu la profondeur de la réflexion par le choix des citations et des courts poèmes semblables à des haïkus qui ponctuent tout le récit. De la même manière, l'auteur sélectionne, pèse, peaufine dans le calme et la réflexion d'un dialogue avec soi-même mais dont nous sommes, avec Boris le labrador blond et Laërte, père d'Ulysse, sorte d'ami imaginaire, alter ego, les précieux témoins.

Ainsi, les mots eux-mêmes participent d'un même amour de la matière, des êtres, caressés du regard, soignés par les mains, sélectionnés avec attention, comme les arbres qui seront transplantés sur le domaine avec leur lieu approprié, comme chaque pierre qui composera le muret ou l'escalier menant à la rivière. Larochelle explique sa fascination pour les extraits de texte, «des feux allumés» qui éclairent la raison ou attisent les braises de ses intuitions: «Ce faisant, ils m'initiaient à une nouvelle manière d'être, de comprendre et de sentir le monde.» Ce que tout son essai tend à produire en nous. Les pages de carnet ont la forme d'une offrande, d'une prière. ♦

LA LITTÉRATURE EST UN EXERCICE D'AMITIÉ

Françoise Bouffière
Orthopédagogue

YVON RIVARD

EXERCICES D'AMITIÉ

Montréal, Leméac Éditeur, Collection
Phare, 2015, 280 pages

Yvon Rivard a depuis longtemps l'art de faire résonner la voix de ses auteurs de prédilection, convoquant tour à tour Hubert Aquin, Jean Bédard, Hermann Broch, Bernard Émond, Peter Handke, Jean-Pierre Issenhuth, Rainer Maria Rilke, Gabrielle Roy, Virginia Woolf : ses amis « de si près tenus », lus et relus, décortiqués. Dans ce recueil d'une trentaine de textes, Yvon Rivard va plus loin encore dans l'hommage et la reconnaissance à sa « communauté littéraire », écrivains-amis qui ont marqué sa vie, auteurs décédés ou vivants tels d'anciens élèves comme Étienne Beaulieu. Ces amis, perdus et retrouvés, il nous les offre en partage. Invitation à la lecture. Testament. Fort de les avoir introjectés, il nous livre leurs messages et le sien, si proche des leurs. « Que fait-on à la mort de l'artiste, de l'ami qu'on avait hélas, si souvent perdu de vue ? On le perd et on le retrouve à chacune de ses images, puis on se met à regarder le monde tel qu'il l'a vu, et bientôt c'est lui qui vous regarde à travers ce qu'on voit » (*Perdus et retrouvé*, p. 16).

Pourquoi *Exercices* ? Peut-être parce que tout exercice suppose un certain effort, effort d'attention, de mémoire et que les *Exercices d'amitié* que nous offre Yvon Rivard relèvent de l'effort de voir le monde à travers le regard de l'autre afin d'élargir son humanité et, grâce à lui, la nôtre. Pour cela il faut savoir se faire petit, et l'auteur de ce recueil d'essais a atteint l'âge béni où, se préparant à quelque chose de plus grand que soi, il devient naturel de s'oublier, trop occupé « à travailler à se loger dans l'être, à passer de la surface à la profondeur », comme l'essayiste l'écrit dans *Le passage vers l'Être* (p. 28) en rendant un vibrant hommage à son ami Pierre Vadeboncoeur.

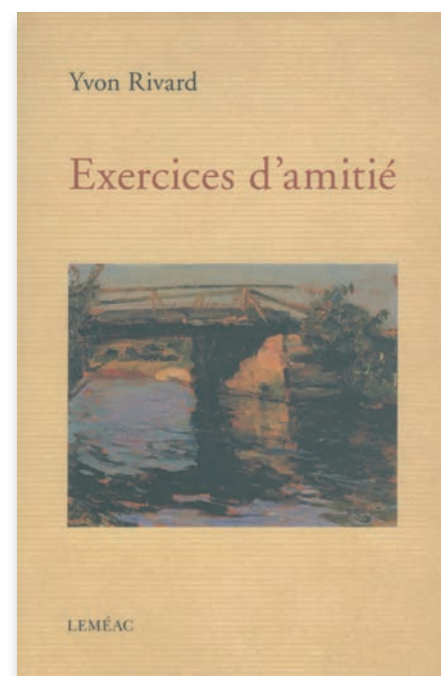
Pourquoi *Exercices d'amitié* ? Peut-être parce que la littérature est en soi un exercice d'amitié, un dialogue entre l'auteur et son lecteur, une forme de réciprocité où les imaginaires de l'un et de l'autre se rencontrent pour mieux s'enrichir de leur singularité et où les opinions se confrontent. « Lire, écrire, c'est toujours s'entretenir avec nous-même comme avec quelqu'un d'invisible, à la fois semblable et différent de nous, dont nous espérons qu'il nous révélera à nous-même », nous dit Yvon Rivard en parlant de

la correspondance entre Paul-Émile Roy et Pierre Vadeboncoeur qui ont été des interlocuteurs précieux l'un pour l'autre. (*Une longue conversation*, p. 56.)

Exercices d'amitié donc parce que « Nul ne peut penser seul » (*Lettres à Sancho*, p. 87), comme Yvon Rivard l'écrit dans cette lettre à François Ricard où il analyse leur relation et les différentes phases de leur amitié : celle où le moi de l'un est protégé par le moi de l'autre de façon quasi fusionnelle et celle où il faut s'éloigner pour être soi et progresser chacun dans sa propre dissemblance. Il est nécessaire de fortifier la place que nous occupons, dit l'essayiste, « mais dès que nous sommes seuls, le monde nous échappe de toutes parts » (p. 89), et ceci pour une raison simple, c'est que la vérité que chacun défend est de plus en plus une énigme, ajoute-t-il. On ne peut seul en effet affronter la vie et c'est une des fonctions de la littérature que de nous y aider. Oui, le monde nous échappe sans la présence de l'autre pour le traduire, le refléter, le contester, y résister et finalement y acquiescer. Il est si facile et si redoutable à la fois de s'enfermer dans une forme de pensée, une forme de société, un état d'esprit. L'amitié qui se nourrit d'une admiration commune a aussi la capacité d'ébranler l'autre dans ses convictions tout en réclamant la fidélité à ce qui, au départ, l'a créée. Telles sont les leçons d'*Exercices d'amitié*.

Pourquoi *Exercices* ? Peut-être parce que tout exercice suppose un certain effort, effort d'attention, de mémoire et que les *Exercices d'amitié* que nous offre Yvon Rivard relèvent de l'effort de voir le monde à travers le regard de l'autre afin d'élargir son humanité et, grâce à lui, la nôtre.

J'ai toujours été séduite par le style d'Yvon Rivard. Style envoutant, comme le mouvement des vagues qui déferlent sur la côte. Mais d'où viennent-elles ces vagues ? Quel vent les pousse ? Sont-elles multiples ou est-ce toujours la même alors que l'auteur a plus que jamais l'art de faire s'interpénétrer la voix de ses amis à la sienne pour nous dire que notre responsabilité sur terre est d'aimer, de nous tourner vers autrui, de porter assistance et que notre seule faute est de ne pas aimer davantage ? Qui parle ? Qui enfante l'autre ? Ainsi, à Yvon Rivard désespéré par la violence et le mal qui sévit dans le monde actuel, c'est un ami assis



avec lui au café qui répond à son impuissance : « tout ce que nous pouvons faire, c'est de lui opposer le bien, d'essayer de maintenir un certain équilibre » (*Réparer le monde*, p. 233) et parallèlement, en parlant de la situation d'Haïti, Yvon Rivard écrit :

Ce que l'on peut faire pour Haïti, c'est peut-être de retrouver à son contact ce que nous ne savons pas que nous avons perdu, cette force qui vient du dénuement et dont nous aurons tous besoin, cette science élémentaire qui consiste à faire cohabiter harmonieusement les plantes, les animaux et les humains, comme l'enseigne l'art dit naïf (Si Haïti était une arche, p. 148).

La loi du cœur au centre de ce recueil est celle bien sûr semée, enseignée par Hermann Broch pour qui Rivard a une grande admiration, mais c'est aussi celle de l'essayiste capable d'être interpellé par la voix des autres et ici par celle de l'auteur de *La mort de Virgile* : « Bien au-dessus de la loi de la beauté. Bien au-dessus de la loi de l'artiste – avide seulement de vibrer à l'unisson –, il y avait la loi de la réalité, il y a – sagesse divine de Platon – Éros au centre du déroulement de l'existence, il y a la loi du cœur, et malheur au monde qui a oublié cette réalité dernière. »¹ (La loi du cœur, p. 253) Réflexion très judéo-chrétienne, juste morale transcendant tout. Après cela, il n'y a plus rien à dire. Il faut agir, réparer le monde et soi-même, car cela va ensemble, et ceci avec les outils que l'on a et dont on sait se servir, ce peut être l'écriture. Ce recueil de textes est d'ailleurs traversé de questionnements sur la littérature, sur sa fonction, sa nécessité. Une nécessité qui n'empêche surtout pas l'écrivain d'être présent au monde car « la moindre réalité vivante est infiniment supérieure à toute littérature »², nous fait comprendre l'auteur en citant Jean-Pierre Issenhuth.

¹ Hermann Broch, *La mort de Virgile*.

² Jean-Pierre Issenhuth, *Le petit banc de bois. Lectures libres*, 1985-1999. Montréal, Éditions Nota Bene, 2014. p. 38.

suite de la page 29

Le lecteur trouvera également dans ces *exercices* une réflexion sur des sujets actuels tels que le projet de «Chartre sur la laïcité et les valeurs québécoises» sur lequel le gouvernement s'est cassé les dents. Yvon Rivard s'y déclare «plus indépendantiste que nationaliste, plus épris de justice sociale que d'affirmation identitaire» (*Le laissez-passer québécois*, p. 133). Il préconise le dialogue et montre comment ce projet de charte «réactualise la vieille querelle des habitants et des coureurs des bois, qui a accouché de ce "pays incertain", les premiers voulant refaire ici une Nouvelle-France, les seconds y rêvant d'un Nouveau-Monde» (p. 134). Fort intéressant. À lire pour comprendre que le dialogue n'est pas un vœu pieux, mais une position reliée à l'altruisme qui parcourt ce beau livre.

ROBIN FORTIN

L'ANTI-DESCARTES. LA CONTRE-HISTOIRE DU CARTÉSIANISME

Montréal, Liber, 2016, 164 pages

Voici un livre de combat, inspiré de la lecture de l'histoire de la philosophie de Jean-François Revel, véritable charge contre la philosophie du XVII^e siècle, celle du rationalisme moderne. Procès où Descartes est sommé de comparaître, mais aussi ceux qui ne seraient pas sans lui, Spinoza et Leibniz, Malebranche enfin. «Méga-procès», selon l'expression populaire mettant en scène quelques-uns des philosophes les plus influents et respectés de la tradition philosophique occidentale.

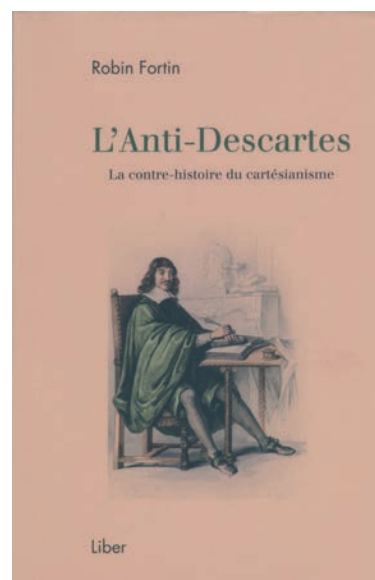
Que leur reproche-t-on ? Quel est leur crime ? D'avoir eu tout faux, d'avoir tout raté, d'avoir tout manqué. Le «grand siècle» ne fut en rien grand, et son rationalisme, que Merleau-Ponty se plaisait à qualifier, à l'image du siècle qui l'a porté de «grand», est petit. Descartes est considéré comme la figure emblématique de la modernité, le paradigme de l'autonomie de la raison, l'affranchissement à l'égard de toute autorité transcendante. C'est faux : il rapporte tout à Dieu. Ses successeurs ne feront pas mieux. Qui est le véritable coupable du procès mené par Fortin ? L'idée de vérité absolue (voir p. 155) ? Le rationalisme ? L'idéalisme ? La métaphysique (p. 81, citation de Schlick, et p. 156) ? La tradition philosophique universitaire (voir la quatrième de couverture, et la citation non référencée) qui se désintéresserait entièrement de la vérité des systèmes philosophiques et dont la critique serait totalement absente (p. 11) ? Tout cela sans doute, car Fortin ne manque ni d'audace ni d'ambition. Dieu surtout, s'il faut en croire les pp. 152-153. Le fond du propos de Fortin se résumerait-il à une charge anti-théologique ?

Les rationalistes sont passés à côté de la véritable révolution moderne : la science, l'observation de la nature, l'induction. Leur réputation est usurpée. Descartes n'a rien de moderne. Il faut effacer l'idée de «révolution cartésienne». Les véritables héros du XVII^e siècle sont les inventeurs de la science moderne. Voilà la thèse fondamentale de ce livre divisé en deux parties. La première, intitulée «Descartes, ou la révolution manquée», se compose de trois chapitres traitant successivement, selon une division classique, de la métaphysique, de la science et de la morale cartésiennes. La seconde, titrée «Les postcartésiens, ou Dieu et encore Dieu», consacre un chapitre à chacun de ces postcartésiens que sont Spinoza, Leibniz et Malebranche.

L'argumentation de Fortin ne pêche pas d'un excès de retenue. À preuve : «Il faudrait énumérer toutes les affirmations dogmatiques et erronées dont regorgent leurs œuvres. Ces hommes [Descartes et Cie] ont essayé en vain d'expliquer l'union de l'âme et du corps, l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme, la connaissance, le monde, la morale, en proposant parfois les solutions les plus loufoques. Ils ont dit d'énormes bêtises...» (pp. 10-11).

J'avoue me méfier de la philosophie pamphlétaire et j'ai peu de goût pour les charges à fond de train. Surtout je conçois mal qu'on puisse détester autant un courant philosophique. N'empêche : le révisionnisme historique de Fortin manque décidément de nuances et de finesse. Il propose une approche plutôt cavalière et unilatérale qui n'est pas supportée par une véritable argumentation et une recherche

Bonne lecture ! Même si ce n'est pas un livre facile. Les littéraires vont se régaler et la chaleur humaine, comme la bonté qui y circule fera du bien à tout le monde. ♦



adéquate. C'est une chose que de soutenir une thèse, une autre que de la démontrer. Ce n'est pas que le livre n'est pas bien écrit et bien charpenté. Qu'il privilégie les sources premières, voilà qui est de bonne méthode, mais il ne faut pas pour autant négliger le recours aux commentateurs. Surtout qu'en l'occurrence ils ne manquent pas ! La lecture de Robin est anhistorique : elle ignore tout du contexte dans lequel sont nées ces pensées. À quels problèmes voulaient-elles répondre ? Quels étaient pour ce faire les outils et les ressources disponibles ?

Les historiens de la philosophie et de la science, les chercheurs qui se sont penchés sur la question des origines de la modernité dressent un panorama autrement plus complexe et subtil. Il faudrait, à tout le moins, que l'on fasse la démonstration que la révolution scientifique est tout à fait étrangère à la religion, que Descartes et les rationalistes n'aient en rien contribué au développement de la science moderne. Peut-on faire du rationalisme du XVII^e siècle un simple théocentrisme, un simple calque de la pensée médiévale ? Il est vrai que la philosophie d'alors demeure largement inspirée par la scolastique et imprégnée des problématiques chrétiennes classiques. Elle n'opère pas moins un tournant qui inaugure la modernité et possède en cela une véritable originalité. Fortin méconnaît le jeu complexe et subtil des continuités et des ruptures historiques.

On peut encore reprocher à l'auteur de s'appuyer sur une conception de la science réductrice, positiviste, naïvement empiriste, pour laquelle la science se réduirait à l'induction. Il semble ignorer des pans entiers de la philosophie contemporaine des sciences qui, c'est le moins que l'on puisse dire, a considérablement complexifié et raffiné notre compréhension de la science.

Fortin a bien le droit de préférer la tradition empiriste, voire «matérialiste» à la tradition rationaliste, et d'en faire le véritable champion de la modernité, comme il a également le droit de penser que l'avènement de la modernité réside essentiellement dans l'émergence de la science empirico-formelle. Mais sa démonstration demeure superficielle et ne rend pas justice à la contribution rationaliste à l'émergence de cette science. Il aurait eu avantage à s'inspirer de l'idée de complexité chère à Edgar Morin, dont il est spécialiste. Morin, sans rien perdre de son acuité critique, a une opinion plus nuancée de Descartes et de Spinoza¹.

Louis Perron
Université St-Paul

1 Edgar Morin, *Mes philosophes*, Paris, Fayard/Pluriel, 2013.

L'APPARITION DES SCIENTIFIQUES DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Marc Vallières

Professeur associé, département des sciences historiques, Université Laval

STÉPHANE CASTONGUAY

LE GOUVERNEMENT DES RESSOURCES NATURELLES. SCIENCES ET TERRITORIALITÉS DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS, 1867-1939

Québec, PUL, 2016, 203 pages

À une époque où des partis politiques remettent en question, d'une part, la liberté des scientifiques employés par l'État de diffuser des connaissances qui dérangent leurs positions politiques et, d'autre part, la valeur même de ces conclusions même lorsqu'elles font l'objet d'un consensus très étendu dans les milieux scientifiques, on peut se demander comment ces scientifiques sont apparus dans les administrations publiques et pourquoi.

Pour répondre à cette question, Stéphane Castonguay, un historien très engagé dans l'histoire environnementale, a choisi des domaines d'intervention de l'État québécois reliés à l'exploitation des ressources naturelles (mines, forêts, chasse et pêche, terres agricoles), domaines pour lesquels, entre 1867 et 1939, il emploie un nombre croissant de scientifiques. Il s'agit pour Castonguay d'identifier l'apparition et le développement de l'activité technoscientifique dans le processus d'appropriation du territoire et dans le gouvernement des ressources naturelles. À cette étape du développement de l'administration publique québécoise, il veut montrer comment l'action des technoscientifiques contribue à définir leur terrain de pratique et à constituer le champ des ressources naturelles en espace d'intervention. Pour ce faire, il s'inspire d'un bagage conceptuel alimenté par des géographes et historiens autour du concept de territorialité, véhiculé en particulier par Robert Sack et Claude Raffestin. Pour l'auteur, «l'activité technoscientifique joue ici un rôle déterminant en ce qu'elle rend visibles des éléments du paysage pour en faire des cibles de l'intervention gouvernementale qui permet de réguler l'occupation du territoire, tout en facilitant l'extraction des ressources naturelles et l'enrichissement du Trésor public» (p. 5). Le terme «gouvernement» dans le titre, appliqué aux ressources naturelles, réfère à des travaux de géographes (Stuart Elden) et de philosophes (Michel Foucault) sur les rapports entre territorialité et «gouvernementalité».

Dans le premier chapitre, l'auteur survole la dynamique de l'insertion de scientifiques dans les activités régulatrices des ministères

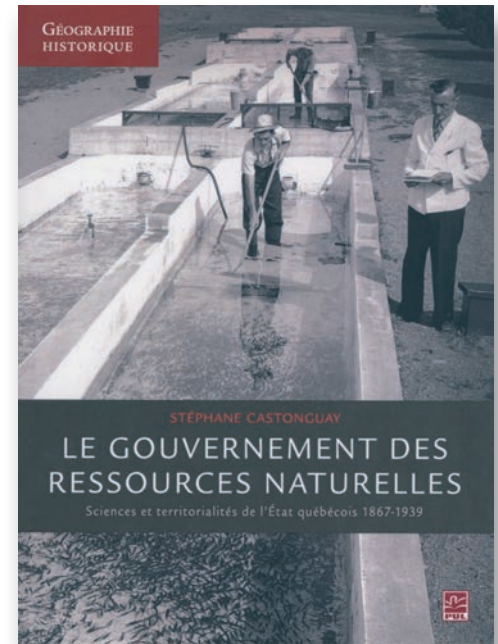
du Gouvernement du Québec responsables de la gestion des ressources naturelles. C'est l'occasion de dégager des considérations transversales, et de jeter un regard comparatif d'ensemble sur les interventions à caractère scientifique dans les trois secteurs qui font chacun l'objet d'une analyse détaillée dans les chapitres suivants.

Pour l'auteur, «l'activité technoscientifique joue ici un rôle déterminant en ce qu'elle rend visibles des éléments du paysage pour en faire des cibles de l'intervention gouvernementale qui permet de réguler l'occupation du territoire, tout en facilitant l'extraction des ressources naturelles et l'enrichissement du Trésor public»

À bon droit, l'auteur fait ressortir l'intégration entre les activités technoscientifiques dans les ministères québécois et les nouveaux programmes de formation universitaire en génie minier et géologie, en arpentage et foresterie, en biologie et en agronomie principalement. Ces activités se développent en relation aussi avec celles comparables au gouvernement fédéral. Les services technoscientifiques apparaissent surtout au début du XX^e siècle et connaissent dans les années 1920 et 1930 une forte accélération en volume et en diversité. Ils prennent la forme de personnel permanent à temps plein ou à temps partiel, de personnel occasionnel et aussi d'établissements subventionnés, plus ou moins autonomes, dont plusieurs s'ancrent dans les territoires dont les ressources sont exploitées. On assiste ainsi à une augmentation et à une régionalisation des services : s'approcher des exploitants permet d'encadrer leurs activités en fournissant une aide technique et en recueillant de l'information pertinente pour la formulation de politiques publiques.

L'auteur approfondit ensuite la dynamique propre à chacun des secteurs. Il le fait en se fondant sur les rapports des ministères et sur des documents synthèses publiés, deux types d'écrits particulièrement riches à l'époque en informations détaillées.

«L'espace minier» (chapitre 2) fait l'objet par les services technoscientifiques des ministères responsables d'un inventaire des ressources, d'une cartographie statistique de l'exploitation, de rapports étroits avec les promoteurs et exploitants miniers, puis



tardivement de recherches géologiques non directement reliées aux mines.

Le chapitre 3, intitulé «Classification des sols et séparation de la forêt des terres de colonisation» aborde du point de vue des technoscientifiques (arpenteurs et ingénieurs forestiers formés dans des écoles supérieures) un des enjeux majeurs du développement agroforestier des régions du Québec. Il éclaire les relations souvent difficiles, mais complémentaires, entre les nouveaux agriculteurs, les promoteurs de la colonisation et les exploitants forestiers dont les territoires se recoupent et doivent être harmonisés. Devant les pressions de l'industrie forestière (scieries, pâtes et papier) pour l'accès aux ressources, le gouvernement doit veiller sur les approvisionnements présents et futurs de la ressource et, par le fait même, se charger de sa conservation et du reboisement après les coupes à blanc.

Le chapitre 4 aborde la conservation des ressources fauniques et la gestion des territoires de chasse et pêche. Le principe des réserves de protection des ressources, appliqué dans le secteur forestier, trouve une expression forte sous les formes d'un affermage à des clubs privés et de parcs provinciaux, qui combinent les fonctions de réserves forestières et de chasse et pêche. L'intervention de l'État se justifie du point de vue de la conservation des ressources, mais aussi des retombées importantes sur l'industrie touristique. Ce sont des biologistes que l'on retrouve dans la pisciculture gouvernementale et dans l'inventaire et la recherche sur les ressources halieutiques.

Le dernier chapitre se préoccupe de la régionalisation et de la spécialisation des productions agricoles par la diffusion de la connaissance agronomique. Même s'il existait quelques technoscientifiques dans les ministères responsables de l'agriculture avant le début du XX^e siècle, la formation dans des facultés d'agriculture de plusieurs générations d'agronomes au cours du siècle

suite de la page 31

ouvre la voie à la mise en place d'un réseau d'agronomes de comtés pour diffuser les connaissances et prêcher par l'exemple. De plus, les scientifiques du ministère participent aux efforts de diversification et de spécialisation des productions agricoles. L'auteur cite l'exemple de stations arboricoles et de vergers de démonstration pour la pomiculture, et celui de la production avicole. D'autres auraient pu renforcer ses conclusions : la production laitière, l'élevage rationnel et les cultures.

Les études sectorielles sont illustrées par de nombreuses reproductions de cartes anciennes, mais aussi par celles construites par Castonguay pour représenter les activités dans l'espace et par des figures rassemblant les données numériques et statistiques. Certaines d'entre elles auraient eu besoin d'une présentation générale peaufinée, et auraient pu aussi mieux identifier les unités de mesure derrière les pourcentages, préciser l'année de base des valeurs en dollars constants et éviter la confusion des unités des axes (à corriger pour la figure 3.2). Plusieurs photos de belle qualité donnent à voir concrètement certains aspects du travail des scientifiques de l'époque.

La présence de technoscientifiques dans l'appareil étatique québécois s'étend à d'autres ressources naturelles comme les sites de pouvoirs hydrauliques et hydroélectriques à concéder et à aménager. Elle touche aussi d'autres secteurs. Par exemple les services d'hygiène et de santé; ou encore les travaux publics et la voirie, en particulier les routes provinciales et locales (les «bons chemins») et la construction des édifices publics. L'approche de Castonguay pourrait s'appliquer avec profit à ces domaines et élargir l'étude des liens entre sciences et gouvernement, en amont et en aval des décisions de politiques publiques. Au total, il s'agit là d'une contribution très intéressante et d'une étape dans un projet prometteur. ♦

La présence de technoscientifiques dans l'appareil étatique québécois [...] touche aussi d'autres secteurs. [...] L'approche de Castonguay pourrait s'appliquer avec profit à ces domaines et élargir l'étude des liens entre sciences et gouvernement, en amont et en aval des décisions de politiques publiques.

FRANÇOIS L'ITALIEN
BÉHÉMOTH CAPITAL. GENÈSE,
DÉVELOPPEMENT ET FINANCIARISATION DE
LA GRANDE CORPORATION
 Éditions Nota Bene. Série Société. 2016, 350 pages

Transformer une thèse de doctorat en livre est un exercice périlleux, les critères d'une bonne thèse et d'un bon livre n'étant pas les mêmes. Une thèse est destinée aux experts, alors qu'un livre, surtout un livre publié par une presse non universitaire, est généralement destiné à un lectorat plus large.

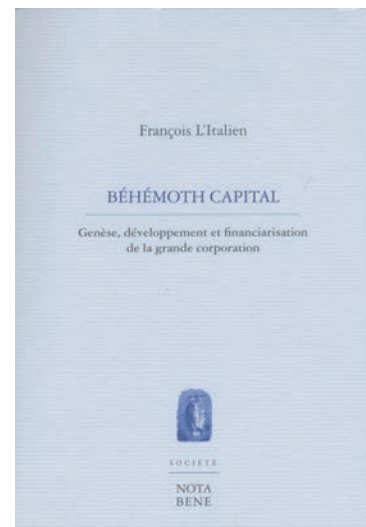
Ce n'est pas le cas avec ce livre. *BéhémOTH Capital*, qui fut d'abord une thèse de doctorat en sociologie soutenue à l'Université Laval en 2012, n'est destiné qu'aux initiés. Quel non initié, en effet, peut spontanément comprendre à quoi l'auteur fait référence lorsqu'il écrit que «la théorisation marxienne des formes M-A-M et A-M-A exposée dans *Le Capital* revêt une signification et un ancrage proprement civilisationnels» (p. 24)? Il n'y a pas mille façons de le dire : l'ouvrage est peu accessible.

Cela dit, la réflexion de L'Italien est riche et mérite qu'on s'y attarde. Voyons ce qu'il nous dit.

Dans l'eschatologie juive d'origine babylonienne, nous rappelle l'auteur, le BéhémOTH et le Léviathan désignent deux monstres du Chaos, régnant respectivement sur terre et sur la mer. Depuis Hobbes, le Léviathan symbolise l'autorité étatique; dans *BéhémOTH Capital*, le BéhémOTH symbolise la puissance de la grande corporation.

Dans cet ouvrage, L'Italien cherche à comprendre comment quelque chose d'aussi banal que «la corporation de droit privé» américaine de la fin du XIX^e siècle ait pu se transformer, en moins d'un siècle, en un tel monstre capable d'imposer sa volonté aux institutions politiques. Comment est-elle devenue «l'instance effective de coordination et de régulation de la société en général» (p. 13)? Il faut bien saisir ici toute l'originalité du présent : le monde n'a pas toujours été dominé par les multinationales. Comment en sommes-nous arrivés là?

On l'aura compris, l'interrogation n'est pas innocente. Solidement ancrée dans la tradition des études freitagiennes, l'auteur précise que «la signification dernière de l'essor des grandes corporations ne ressortait pas tant d'une problématique économique de répartition de la richesse que de la question de l'aliénation des capacités réflexives et institutantes des sociétés» (p. 327). La victoire du BéhémOTH implique donc surtout un déclin de notre capacité à nous donner des finalités collectives.



Cette victoire n'est pas définitive et finale, cependant. D'ailleurs, en s'éloignant des approches purement structurelles et en insistant sur le rôle des institutions (notamment judiciaires), L'Italien met une chose au clair : loin d'être inévitable, la béhémOTHisation de la grande corporation repose sur une succession de contingences historiques qui peuvent – doivent – être aujourd'hui contestées. L'histoire n'était pas écrite à l'avance et l'avenir reste ouvert.

Plus spécifiquement, L'Italien distingue trois grandes étapes au déploiement de la toute-puissance du BéhémOTH : la naturalisation de l'entreprise privée dans la culture américaine, consacrant le personnage de l'entrepreneur, instigateur de la «libre entreprise»; l'intervention de la Cour suprême des États-Unis permettant aux «corporations» d'acquiescer une personnalité légale, consacrant ainsi le rôle du manager aux commandes d'un être désormais doté d'une vie autonome; puis la financiarisation du capitalisme en cours depuis les années 1980, suivant notamment la fin du système monétaire de Bretton Woods, qui consacre résolument la suprématie de l'actionnaire et des gestionnaires de fonds – du pur capitaliste – incarnant un BéhémOTH, à l'image de notre économie définalisée et désencastrée.

Malgré sa nature généalogique, *BéhémOTH Capital* n'est donc pas un livre d'histoire, mais une réflexion sociologique dont la contribution est de nature analytique et critique. En dialogue surtout avec les écrits de Michel Freitag, L'Italien fournit un cadre nous permettant de saisir, dans une perspective très macro, les transformations du capitalisme au cours des deux derniers siècles d'une façon qui invite à la remise en question de l'ordre établi.

Gabriel Arsenault

Professeur adjoint en science politique, Université de Moncton

DE LA PERTINENCE DE LA PENSÉE MARXISTE

Martin Blais

Professeur agrégé, communications sociales, Université Saint-Paul

MAXIME OUELLET

**LA RÉVOLUTION CULTURELLE
DU CAPITAL**

Montréal, Écosociété, 2016,
320 pages

Voici un ouvrage particulièrement ambitieux. Son auteur, qui est professeur à l'École des médias de l'UQAM, veut aller bien plus loin que de seulement montrer jusqu'à quel point les développements de l'informatique, des procédés de numération, des moyens de stockage et des capacités de transport de données ont changé la vie sociale, ce qui déjà, en soi, constituerait tout un programme. Maxime Ouellet se pose plutôt en auteur marxiste (l'étiquette est délicate, peut-être devrais-je dire néo-néo-marxiste, post-néo-marxiste) qui veut montrer la pertinence actuelle de la tradition marxiste sur le plan conceptuel et analytique. Quoi de mieux alors que d'aborder le capitalisme mondialisé et cybernétique pour entreprendre pareille démonstration? À condition bien sûr d'être informé, créatif et critique, et c'est le cas.

Maxime Ouellet cherche à concrétiser plusieurs objectifs dans ce livre. Le premier, bien sûr, est de montrer qu'en dépit d'un certain dogmatisme économiste, le marxisme possède en son sein les ressources conceptuelles pour analyser toutes les étapes de l'évolution du capitalisme. (L'auteur n'est pas seul dans cette entreprise et certains noms sont fréquemment cités – Rostone et Vioulac notamment.) Le propos se focalise alors sur la question de la valeur et sur la contribution de Marx à ce propos, laquelle contribution aurait été passablement laminée par des décennies de marxisme économiste. L'enjeu est le suivant : montrer que le marxisme n'est pas cantonné à l'analyse du capitalisme dans sa période industrielle et qu'il offre un socle théorique solide pour l'étude des phases suivantes. Le deuxième objectif consiste à brosser un tableau large et multidimensionnel de l'évolution de la société capitaliste depuis la révolution cybernétique, l'avènement de la mondialisation et le déploiement du néolibéralisme. Ce qui signifie prendre à bras le corps toute une série d'objets d'analyse tels l'abstractisation sans cesse accrue des rapports sociaux, l'importance de la financiarisation, l'apparente dépolitisation de la société. Le troisième objectif, dans la foulée de ce qui précède, est d'élaborer une analyse des évolutions culturelles et idéologiques, laquelle analyse, sans être de

facture économiste, est néanmoins cohérente par rapport au schéma d'ensemble de la société capitaliste. Et puis, quatrième objectif, Ouellet semble vouloir montrer que sa conception du marxisme ne sombre pas dans le piège de l'autarcie conceptuelle : pour l'auteur, le renouvellement théorique du marxisme passe par un examen critique de la tradition, y compris de l'apport de Marx (notamment, comme on vient de l'entrevoir, par l'examen approfondi de la question de la valeur) ainsi que par le recours à certaines contributions extérieures. Ouellet consacre beaucoup d'efforts à arrimer à ses analyses certains éléments majeurs repris d'Adorno et Horkheimer, de Castoriadis, de Boltanski, de Freitag. Cependant, le propos ne sombre jamais dans l'éclectisme conceptuel.

Non seulement y a-t-il beaucoup de cohérence et d'inventivité dans toute cette construction, mais on voit bien que cette nouvelle version de marxisme analytique a beaucoup à dire sur les évolutions technologiques, culturelles, politiques et financières du capitalisme.

Identifions deux autres objectifs encore, comme si cela ne suffisait pas. Ouellet procède à une critique virulente de nombreuses prises de position au sein de la pensée de gauche depuis l'éclipse du néo-marxisme (dont Poulantzas et Althusser furent les représentants les plus connus). Il s'en prend ainsi à la mouvance habermassienne, aux innombrables versions du postmodernisme de gauche, aux Cultural Studies, à toutes les gauches que l'on pourrait qualifier d'identitaristes ou d'individualistes-subjectivistes... Je dirais ici qu'en gros, sa critique porte sur deux points : ou bien ces points de vue, faute de socle conceptuel adéquat, ont délaissé l'effort de compréhension systémique du capitalisme, ce qui les rend plus ou moins ineptes ; ou bien ils se sont refusés à penser le conflit et, partant, le politique pour ainsi rejoindre peu ou prou les positions néolibérales. Enfin, l'auteur entend faire valoir que le capitalisme est historiquement dépassable et que l'efficacité d'une action révolutionnaire commande non seulement un retour à la pensée de système et de conflit, mais aussi par la compréhension du noyau institutionnel du capitalisme.



À l'évidence, ce livre est extrêmement abstrait et ambitieux. À mon sens, le résultat est tout à fait réussi, ce qui ne constitue pas un mince exploit. Tout ce qui se trouve mis de l'avant n'est pas également développé, mais tout de même, le résultat apparaît passablement achevé. Non seulement y a-t-il beaucoup de cohérence et d'inventivité dans toute cette construction, mais on voit bien que cette nouvelle version de marxisme analytique a beaucoup à dire sur les évolutions technologiques, culturelles, politiques et financières du capitalisme. On voit surtout le refus de renoncer à une analyse qui repose sur la conceptualisation du mécanisme central de dépossession de l'activité humaine inscrit aux creux des rapports sociaux. Le seul reproche que j'adresserais à cet effort théorique considérable concerne l'usage à la fois flou et un peu excessif de certains termes qui ont pourtant un statut central tout au long des analyses : fétichisme, cybernétique, et dialectique.

Je porte ce jugement même si, pour ma part, je ne souscris nullement à une telle conception analytique. Comme on l'a vu, on a affaire à un magnifique exemple de « théorie de la domination » qui, malgré d'insistants rappels à la nécessité d'un regard dialectique, demeure résolument holiste avec tout ce que cela signifie de « déterminisme de système ». Je souscris encore moins aux fondements épistémologiques de la démarche. La stratégie de l'auteur est tout ce qu'il y a de plus classique à cet égard. L'auteur postule en effet que la pensée réflexive et argumentative permet la science du réel (au sens fort) pourvu, 1) qu'elle dépasse les effets des fétichismes, 2) qu'elle fasse une saisie globale et systémique du réel et 3) qu'elle identifie les principaux mécanismes au niveau du fondement institutionnel dudit système. À mes yeux, une démarche strictement réflexive et inter-discursive, quand bien même elle se déploie avec brio et érudition, n'a pas vrai-

suite de la page 33

ment les moyens d'une telle prétention, c'est-à-dire prétendre aller au-delà de l'énonciation cohérente. Il reste que malgré tout, après une première lecture, l'édifice conceptuel développé m'est apparu extrêmement bien fait. J'y vois la même force analytique à l'œuvre que celle que l'on trouvait dans les ouvrages de Nicos Poulantzas des années 1970.

En tout cas, ce livre m'aura convaincu de la vigueur conceptuelle du marxisme actuel et de sa capacité à embrasser des objets contemporains. Il m'aura aussi convaincu de la nécessité d'explorer toute cette réflexion récente sur la question de la valeur. Non seulement y a-t-il là des avenues pour contredire celles et ceux qui nient toute pertinence au marxisme et à la théorie de l'exploitation (extraction de plus-value) du fait de la disparition progressive de la production industrielle, mais aussi pour comprendre «l'essence institutionnelle» de la socialité capitaliste, peu importe son stade, laquelle se

constituerait sur le terrain de l'abstractisation et de la fétichisation. Loin de moi la prétention d'avoir tout saisi après une lecture, mais j'y vois des enjeux de savoir importants.

Pour finir, je ne cacherai pas que, par moments, j'ai éprouvé une réelle jubilation à lire les critiques appuyées de l'auteur à l'endroit de toute cette pensée de gauche apolitique et a-conflictualiste que l'on retrouve un peu partout depuis une trentaine d'années (les fameuses Cultural Studies, la philosophie de l'hospitalité, la théorie de l'espace public, la théorie du Commonwealth d'Hardt et Negri. Je partage avec lui l'idée qu'une pensée de gauche qui se refuse à théoriser le conflit se condamne à être politiquement inepte. Par contre, je ne vois pas la nécessité de les affubler toutes de l'étiquette «néolibéralisme qui s'ignore». ♦

CLAUDE COUTURE ET SRILATA RAVI
**SPORTS, MODERNITÉ ET RÉSEAUX
IMPÉRIAUX. NAP LAJOIE ET KUMAR SHRI
RANJITSINHJI. BASEBALL ET CRICKET AU
TOURNANT DU XX^E SIÈCLE**

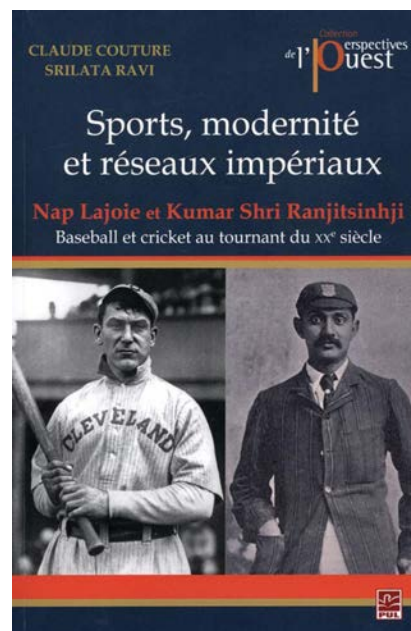
Québec, PUL, «Perspectives de l'Ouest», 2017,
223 pages

Srilata Ravi et Claude Couture enseignent à l'Université de l'Alberta, l'une en littérature française, l'autre en histoire. Claude Couture est connu pour ses travaux sur l'impérialisme britannique et pour ses études sur la politique canadienne contemporaine.

Tout en suivant les vies parallèles de deux vedettes du sport, Ranji (1872-1933) au cricket en Angleterre et Lajoie (1874-1959) au baseball aux États-Unis, ils attirent leur lecteur du côté de l'analyse des facteurs de développement du sport pris dans les rets des conflits coloniaux, raciaux, sociaux. Ils inscrivent leur étude dans l'approche de l'histoire globale ou connectée, survolant trois continents (Asie, Europe, Amérique du Nord) et quatre pays (Inde, Angleterre, États-Unis, Canada) et proposant que l'histoire nationale puisse comporter des limites. C'est donc le colonialisme occidental, le nationalisme de l'impérialisme même, qui peut cacher le premier dans la force du second et l'émergence de la production, de la distribution et de la consommation de masse qui traversent la période retenue, entre 1870 et 1945. Le cricket naît en Angleterre dans l'aristocratie et dans cette mentalité du «muscular Christian» dont les YMCA et les Boy Scouts ont constitué des formes importantes. Signe du destin symbolique du jeu: la publication d'un *Cambridge Companion to Cricket* en 2011. Aux États-Unis, le baseball comme sport professionnel se développe dans le contexte de l'urbanisation, de la consommation dans les grands magasins et surtout dans la facilitation des moyens de transport, notamment les chemins de fer qui rendent possible la compétition interurbaine.

Avec une fascinante ingéniosité dans leur détection des sources numériques, en particulier sur le cricket et le baseball, les auteurs balisent l'histoire de ces deux sports. Ils montrent, dans le cas du baseball, au-delà de la naissance des ligues et des séries mondiales, l'interdiction de recrutement des noirs dans les ligues majeures, la ségrégation des ligues, et le poids de la fameuse «clause de réserve» qui fait d'un joueur la propriété à vie d'une franchise, d'un club.

Ranji, qui se fait aussi appelé Smith en Angleterre, se présente comme prince indien. Il accède au cricket d'abord par le collège Cambridge (où il ne réussit pas à obtenir un diplôme) puis par le club du Sussex, avant d'évoluer finalement dans l'équipe d'Angleterre. Le joueur, qui sera une vedette, devra utiliser toutes ses cartes, y compris celle de juger bon le traitement des Indiens par l'Angleterre alors que ce pays a voté l'*India Act* en 1858 et ne concèdera l'indépendance à l'Inde de Gandhi qu'en 1947.



Pour sa part, Nap Lajoie, célèbre deuxième but, joue d'abord pour les Phillies de Philadelphie de 1896 à 1902. Puis il transgresse la clause de réserve en signant pour les Bronchos de Cleveland en 1902. Le joueur a une telle moyenne constante au bâton que le club se donne le nom des *Naps* de Cleveland à compter de 1903, avant de devenir les Indians. À Cleveland, Lajoie est au cœur de l'industrialisation et du capitalisme, de l'empire de Rockefeller et de la Standard Oil, de l'industrie du fer et du chemin de fer, des armes, de la construction navale et du vêtement. Il prendra sa retraite du baseball majeur en 1916, jouera quelque temps à Toronto et mourra en Floride en 1959 après une carrière en affaires.

Pour Couture et Ravi, le sport a porté les allégories et les contradictions du monde modernisé; il révèle en creux les dimensions de l'impérialisme britannique relayé par celui des États-Unis. Malgré l'Indépendance et leur volonté de rupture symbolique qui se manifeste dans le sport par la création du baseball, un sport inspiré mais différent du cricket, les États-Unis ont produit un racisme équivalent à celui dont a fait montre l'Angleterre dans sa rhétorique d'un élitisme social en constante contradiction avec la réalité. La «britannicité» a été «ce curieux mélange de maintien de la domination aristocratique, parfaitement et symboliquement exprimé par un sport comme le cricket en Angleterre même, et de justification par un discours dit scientifique d'un système d'exploitation globale» (p. 199).

Alan Metcalfe, que les auteurs citent, a bien fait voir la britannicité dans l'histoire du sport au Canada. Son *Canada Learns to Play: the Emergence of Canadian Sport, 1807-1914*, donne à voir la domination du sport à Montréal par les officiers britanniques et une classe moyenne émergente. Mais la britannicité dans la culture canadienne attend toujours son analyse, ne serait-ce, d'abord, qu'une étude synthétique du rapport du Canada à l'Angleterre dans sa culture institutionnelle et symbolique.

Yvan Lamonde

Professeur émérite, Université McGill

UNE BALANCE SANS MESURE

Gabriel Arsenault

Professeur adjoint en science politique, Université de Moncton

HENRY MINTZBERG. PRÉFACE DE JEAN-MARTIN AUSSANT. **RÉÉQUILIBRER LA SOCIÉTÉ. POUR UN RENOUVELLEMENT RADICAL AU-DELÀ DE LA GAUCHE, DE LA DROITE ET DU CENTRE**. Montréal, Éditions Somme Toute, 2016 [2014], 152 pages

Professeur de management à l'Université McGill depuis les années 1960, Henry Mintzberg signe ici un premier manifeste politique.

Clarifions immédiatement qu'il n'y est pas question du Québec. Le manifeste ne s'adresse pas à une société en particulier et ses références sont presque exclusivement américaines. On sent quand même une signature canadienne, notamment quand il « rappelle » que le Canada est une société plus équilibrée que la société américaine (nous y reviendrons), mais l'ouvrage ne fait aucune allusion à la société québécoise.

Le lectorat de la traduction française risque toutefois d'être essentiellement québécois. Et son influence, plus grande au Québec qu'ailleurs. On notera ainsi que le directeur du Chantier de l'économie sociale du Québec, Jean-Martin Aussant, endosse généreusement l'ouvrage dans sa préface.

La thèse de *Rééquilibrer la société* se décline en trois propositions centrales : (i) dans une bonne société, il y a un « équilibre » entre les secteurs privé, public et pluriel (ce dernier recouvrant notamment les coopératives et les associations, n'étant contrôlé ni par l'État ni par des investisseurs privés); (ii) depuis les années 1990, nos sociétés sont déséquilibrées parce que le secteur privé y occupe une place excessive; (iii) pour rééquilibrer nos sociétés, le secteur pluriel doit prendre de l'expansion.

A priori, ces trois propositions sont plausibles. Mais elles s'avèrent si peu claires qu'on ne saurait les appuyer.

D'abord, on ne sait trop comment interpréter « l'équilibre » entre les trois secteurs – les trois « P ». L'ouvrage se limite à des considérations superficielles. L'équilibre aurait ainsi une dimension quantitative et qualitative. Sur le plan quantitatif, l'auteur nous dit qu'il est important que chaque secteur ne prenne pas « trop de place ». Dans les sociétés communistes, selon Mintzberg, le secteur public prenait une place excessive; aujourd'hui, c'est le secteur privé qui occuperait une place excessive dans les sociétés capitalistes. Sur le plan qualitatif,

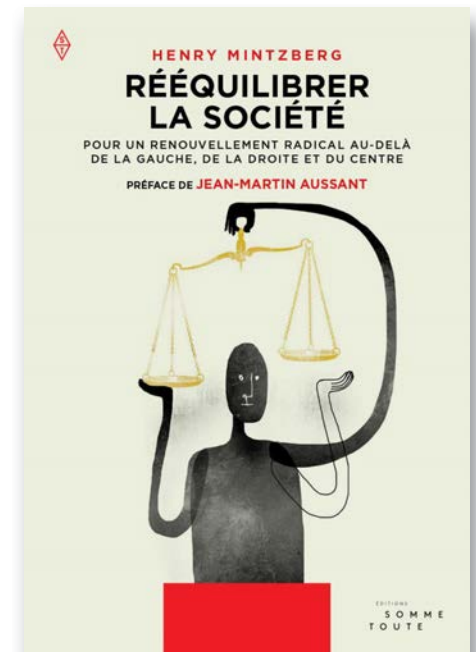
l'auteur insiste pour que chaque secteur s'acquitte de son rôle dans un « esprit d'équilibre » (p. 89). Le secteur privé doit favoriser les entreprises socialement responsables et éviter de sombrer dans le capitalisme prédateur; le secteur public doit soutenir une démocratie engagée et éviter la corruption du despotisme d'État; le secteur pluriel doit demeurer attaché à l'inclusion plurielle et ne pas succomber au populisme exclusif. Qui peut être contre ?

Mintzberg ne précise pas comment on « reconnaît » concrètement une société équilibrée. Sur quelles bases évalue-t-on l'équilibre d'une société? [...] Nous en concluons que l'innovation de l'ouvrage se situe au niveau du marketing plutôt que de la pensée politique.

Bien que l'on comprenne vaguement que l'auteur ait en tête la littérature en science économique sur les défaillances du marché (*market failures*), du gouvernement (*government failures*) et du secteur à but non lucratif (*voluntary failures*), Mintzberg ne précise pas comment on « reconnaît » concrètement une société équilibrée. Sur quelles bases évalue-t-on l'équilibre d'une société? Comment « sait-on », par exemple, que des pays comme l'Allemagne et le Canada étaient encore relativement équilibrés en 1989 (p. 25)? Le livre ne contient pas de réponse à ces questions. Nous en concluons que l'innovation de l'ouvrage se situe au niveau du marketing plutôt que de la pensée politique.

Pour un lecteur de gauche, l'idée selon laquelle le secteur privé occupe aujourd'hui trop de place est intuitive. Mais encore là, l'affirmation est lancée sans véritable justification. L'auteur déplore ici des phénomènes comme les baisses d'impôt sur le revenu des entreprises, l'évasion fiscale, la dérégulation, la montée des inégalités, mais sans chiffre et de façon très impressionniste. De toute évidence, le lecteur « savait déjà » que le secteur privé prenait trop de place.

L'idée « nouvelle » du livre est qu'on doit répondre au déséquilibre post-1989 induit par la croissance démesurée du secteur privé par une revalorisation du secteur pluriel. A priori, la conclusion n'apparaît pas évidente. On aurait pu penser que l'équilibre (des années 1980) serait à retrouver dans une revalorisation des secteurs pluriel et public. Étrangement, Mintzberg n'explique pas vraiment pourquoi il privilégie unique-



ment le secteur pluriel. Il se contente du slogan selon lequel « les gouvernements ne sont pas agiles face à la complexité » (p. 72), ce qui nous semble plutôt simpliste.

Le manque de clarté dans l'analyse n'est pas le seul défaut de l'ouvrage. Parfois, l'auteur erre d'une façon qui nous semble assez claire. Par exemple, comme l'indique son sous-titre, le manifeste cherche à se positionner au-delà de la gauche et de la droite (et du centre). Un tel positionnement surprend : puisqu'il est choqué par la montée des inégalités et par l'économisme ambiant, nous aurions pensé qu'il se serait réclamé de la gauche. Mais non. S'appuyant sur un article du chroniqueur (conservateur) du *New York Times*, David Brooks, Mintzberg conçoit la gauche comme revendiquant une place toujours plus grande pour le secteur public et la droite comme revendiquant une place toujours plus grande pour le secteur privé. Revendiquant pour sa part une place plus grande pour le secteur « pluriel », il ne serait donc ni de gauche ni de droite (ni de centre).

Le raisonnement est cohérent, mais la prémisse est complètement erronée. Sans surprise, il y a une vaste littérature en sciences sociales sur la gauche et la droite. Les chercheurs de gauche et de droite ne s'entendent pas tout à fait sur la meilleure façon de définir ces concepts, mais dans aucun cas on ne définit la gauche comme une adhésion inconditionnelle au secteur public et la droite comme une adhésion inconditionnelle au secteur privé. S'il y a un consensus au sein de cette littérature, c'est bien que les différences entre la gauche et la droite reposent sur des différences de valeurs. Au-delà des différents « secteurs » de l'économie, la droite a un attachement particulier à des valeurs comme la loyauté à la tradition, le respect de l'autorité et le mérite personnel, alors que la gauche est surtout attachée à des valeurs comme l'égalité et la compassion.

suite de la page 35

Le secteur pluriel ne se situe pas fondamentalement au-delà de la gauche et de la droite. On peut faire une défense de gauche ou de droite du secteur pluriel, au nom de certaines valeurs. Dans ce manifeste, de façon certes timide, Mintzberg défend en réalité le secteur pluriel dans une perspective de gauche puisqu'il le fait au nom de valeurs constitutives de la gauche, à savoir l'égalité et l'inclusion sociale.

L'erreur n'est pas innocente. Il y a un attrait rhétorique évident à prétendre dépasser le clivage gauche-droite. La gauche et la droite ne s'entendent pas. Choisir la gauche, c'est s'aliéner la droite; choisir la droite, c'est s'aliéner la gauche; et choisir le centre, c'est s'aliéner les extrêmes de la gauche et de la droite. C'est très embêtant. Dans un tel contexte, il est tentant de vouloir se projeter dans un monde fantasmé au-delà de la gauche et de la droite qui serait plus propice au consensus entre les hommes.

LINO ZAMBITO LE TÉMOIN

Montréal, Les éditions de l'homme, 2016, 245 pages

Au Québec, tout le monde connaît Lino Zambito, sans conteste le témoin vedette de ladite commission Charbonneau. Son témoignage sur toutes les « magouilles » entourant l'octroi des contrats publics dans la construction a certainement constitué à l'époque le feuilleton le plus suivi dans les médias. Pour le contenu certes, mais aussi pour la forme. Il crevait l'écran Lino, toute une personnalité. Et ça ressort dans son livre, *Le témoin*.

L'idée de l'ouvrage, c'est de donner sa « propre version des faits », sa propre vérité sur les événements qu'il a vécus. Ces événements, ce ne sont pas seulement ceux révélés dans son témoignage devant la juge Charbonneau, mais aussi les condamnations pour fraude, complot et corruption dans la municipalité de Boisbriand, au nord de Montréal, pour lesquelles il a écopé de deux ans de travaux dans la communauté. Du même coup, l'entrepreneur en construction déballe ses accointances avec le Parti libéral du Québec, via le financement de celui-ci. Et là, il en a gros à raconter.

Oui, bien sûr, Zambito déclare avoir participé au financement des trois principaux partis politiques québécois, mais il mentionne aussi que c'est le Parti libéral qui a bénéficié, et de loin, de son « expérience » et de ses deniers. Il ne dit pas un mot sur les autres partis. L'ancienne ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, semble être sa « libérale » préférée; il lui consacre tout un chapitre. Le témoin est plaisant à lire; ceux et celles qui aiment les biographies, les « success story » d'immigrants italiens, voire les romans policiers, apprécieront. Évidemment, c'est la version de Lino, peut-être un brin romancée, sous la plume d'un « plumitif », Serge Rivest, nous dit-on.

Zambito nous raconte sa famille, son père, son enfance. On apprend que les Zambito et les Rizzuto sont très liés. Le père Zambito est marié avec une fille Rizzuto. Il est d'ailleurs toujours membre du conseil d'administration de Placements Rizzuto, dont la présidente est Mélina Rizzuto, fille de Pietro Rizzuto, ancien sénateur et organisateur du Parti libéral. On est tout de suite en terrain familier et les « tontons » Rizzuto prennent une grande place dans la vie de Lino, et dans son « essai ». La Ville de Laval est le terrain de jeu favori de tout ce monde. À la différence de la grande majorité des Italiens montréalais arrivés après guerre, Lino Zambito se francise résolument, à travers le collègue Brébeuf. Ses études de droit ne menant à rien, il se lance en affaire et rapidement gagne du galon, surtout dans la région de Boisbriand où il s'installe en 1998, et grâce à Infrabec son entreprise.

Les contrats pleuvent, toujours à la suite de soumissions « loyales », selon lui. C'est un personnage, Zambito, une forte personnalité, comme on dit. Il prend rapidement beaucoup de place auprès de l'administration de Boisbriand, trop peut-être. Et là, les ennuis déboulent. On le soupçonne d'être impliqué dans le gonflement des coûts d'un projet d'usine d'épuration des eaux. Pire encore, il se trouve coincé entre deux candidates à la mairie de la municipalité. Il est même accusé d'avoir truqué les élections. Il nie

Se « libérer » de la gauche ne vient toutefois pas qu'avec des avantages. En se dissociant de la gauche, les groupes communautaires et les entreprises d'économie sociale constitutives dudit secteur pluriel québécois brouilleraient leurs repères et risqueraient de perdre une bonne partie de leurs forces vives. Pour ces acteurs, les gains de se projeter au-delà de la droite et de la gauche nous semblent assez illusoires.

En somme, Mintzberg nous livre ici un manifeste assez inodore et incolore. Il contient peu de contenu intellectuel et peu de mordant politique. Nostalgique des années 1980, ce manifeste traduit de l'anglais ne s'adresse à aucune société particulière, se dissocie aussi bien de la gauche que de la droite et fonde ses espoirs sur un « secteur » abstrait conceptualisé à l'université plutôt que par les acteurs eux-mêmes. ♦



farouchement et dit n'avoir joué qu'un rôle d'intermédiaire entre les deux équipes. Il affirme avoir été victime d'un « coup monté » par la bande de Marlène Cortado, qui fut élue mairesse, malgré les graves soupçons qui pesaient sur elle. Lino soutient que les enquêteurs de l'UPAC n'ont pas voulu entendre sa version des faits; les journalistes non plus.

Quant au gouvernement Charest, il lui aurait fait un « job de bras » afin de calmer l'opinion. Il faut admettre que Zambito est plutôt convaincant dans son plaidoyer. Finalement, après une saga judiciaire qui a duré plusieurs années, et à la demande de ses deux enfants les plus âgés, il plaide coupable moyennant une sentence de deux ans moins un jour à purger dans la collectivité.

L'homme d'affaires italo-québécois nous entretient évidemment aussi de la commission Charbonneau et du rôle qu'il y a joué. Il critique les lacunes et les insuffisances de cette commission, mais il reconnaît qu'elle a fait de lui une vedette, haïe par les uns, adulée par les autres. Tout ça lui aura coûté cher: un divorce et la faillite de son entreprise. C'est certainement pour régler ses comptes avec les libéraux, qui l'auraient laissé tomber, qu'il évoque son « expérience » – assez longue et diversifiée – en matière de financement des partis politiques. En apparence il n'était pas sélectif, il arrosait partout: PLQ, PQ, Action démocratique. Mais, il le reconnaît lui-même: « bien sûr, c'est de loin au PLQ [...] que j'ai le plus souvent contribué ». Et en termes de financement, c'était une grosse pointure, celui qu'il fallait avoir partout.

Les deux chapitres qu'il consacre à ce thème sont édifiants; l'on réalise vraiment que les autres partis de l'Assemblée nationale sont des amateurs en ce qui concerne la collecte de fonds. Toute la faune libérale défile dans les confessions de Zambito: Nathalie Normandeau, bien sûr, Marc-Yvan Côté, Violette Trépanier, Michelle Courchesne, Line Beauchamp, Pierre Bibeau, etc. Zambito est devenu l'un des organisateurs de cocktails de financement les plus recherchés. Son influence au sein du Parti libéral s'accrut proportionnellement: « Voilà un résultat direct du financement politique: l'influence. Vous appelez le chef de cabinet de la ministre et vous obtenez un rendez-vous dans les 24 heures » (p. 200).

Malheureusement pour lui, le 15 octobre 2009 l'émission *Enquête* de Radio-Canada se penche sur les allégations de fraude et de corruption à Boisbriand. L'influence de Lino Zambito au sein de la famille libérale va alors radicalement fondre. Comme il le dit lui-même: le vide s'est fait autour de lui, il était devenu le pestiféré que plus personne ne connaissait. On comprend sa rancœur...

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques

COMPRENDRE L'INCOMPRÉHENSIBLE

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques

DENIS JEFFREY, JOCELYN LACHANCE
ET COLL.

JEUNES ET DJIHADISME. LES CONVERSIONS INTERDITES

Québec, PUL, 2016, 203 pages

Qu'ont en commun Mickaël, jeune catholique, paisible, d'origine portugaise, Maxime Hauchard et Raphaël, réputés paisibles eux aussi, venant de milieux sans histoires, bons élèves, Amedy Coulibaly, délinquant notoire, impliqué dans plusieurs vols, condamné à six ans de prison pour un braquage de banque? On peut ajouter à cette courte liste ce jeune Palestinien qui s'est fait sauter dans un autobus de Tel-Aviv, et ces jeunes Tunisiens radicalisés, que l'on retrouve dans l'enquête des chercheurs tunisiens, Meryem Sellami et Jihed Haj Salem, ainsi que ce jeune Tchétchène, parti faire le coup de feu en Syrie ou en Irak. À priori, rien. Et pourtant ce sont tous des convertis au djihad, des «fous de dieu»; plusieurs sont même morts pour leur nouvelle doctrine. Pourquoi? Quels sont les stimuli profonds que le discours djihadiste rejoint pour convaincre un nombre quand même significatif de jeunes, en Occident, ou ailleurs, d'aller mourir «pour Allah»? Un sacré lavage de cerveau. C'est à cette question, oh combien complexe, qu'ont essayé de répondre Denis Jeffrey et d'autres chercheurs d'ici, de France et de Tunisie, dans l'essai *Jeunes et djihadisme*.

L'ouvrage se décline en quatre chapitres: dans les deux premiers, Jeffrey et Le Breton s'attardent plutôt sur les motivations, souvent confuses, des jeunes djihadistes. À la page 12, Jeffrey parle de «Comprendre l'incompréhensible», et c'est un peu de ça dont il s'agit. Dans le troisième chapitre, «Conversion des jeunes en Tunisie post-révolutionnaire», Meryem Sellami et Jihed Haj Salem vont sur le terrain et s'intéressent aux pratiques quotidiennes de jeunes Tunisiens séduits par l'idéologie djihadiste. Enfin, Jocelyn Lachance souligne le rôle fondamental de l'image dans la propagation de l'acte terroriste. Le tout contenu dans un petit essai extrêmement riche, d'environ 200 pages.

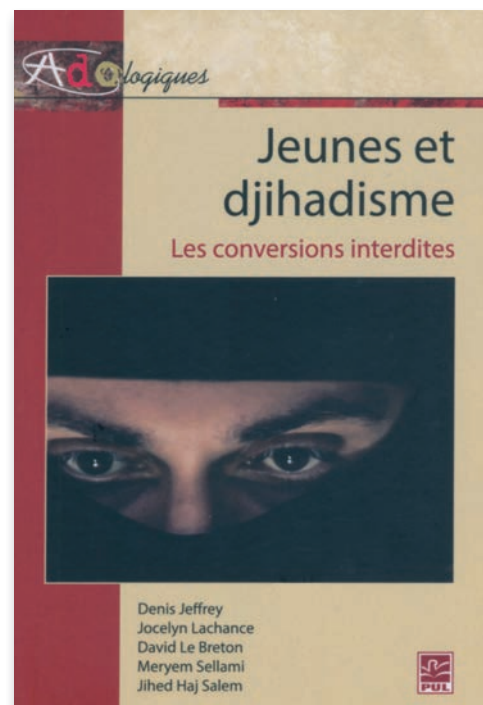
«Comprendre l'incompréhensible». Denis Jeffrey pose bien le problème à la page 12 de l'ouvrage. En effet, il existe tant de facteurs et de variables susceptibles d'aider à comprendre ce qui mène des jeunes d'horizons divers «vers la terre promise du djihadisme» (p. 13) qu'il est difficile de s'y retrouver. C'est certainement le texte de Meryem Sellami et de Jihed Haj Salem qui nous éclaire le plus.

Les deux chercheurs se sont penchés sur la radicalisation de jeunes Tunisiens. Flirtant avec la sociologie durkheimienne, les sociologues situent tout d'abord la dynamique du djihadisme en Occident dans un contexte d'anomie et de destruction des liens sociaux. Dans ce contexte, le sentiment d'appartenance s'effrite. Empruntant aussi au langage wébérien, Jocelyn Lachance parle de désenchantement du monde, de recherche de sens; ces thèmes reviennent souvent. Ainsi, les jeunes convertis occidentaux rêveraient d'instaurer un nouvel ordre mondial fondé sur une version littérale de la charia (p. 14). Vue de cette façon, la montée de l'islamisme en Occident peut être perçue comme le fruit de la fin des idéologies et des grands projets collectifs. Mais tout ça ne concerne que le monde occidental. Or la terreur islamiste déborde largement ce monde et s'étend au Moyen-Orient, en Afrique et même dans les Amériques.

C'est impressionnant, tout y passe: la «visagéité» (barbe sans moustache, coiffure particulière), la mode vestimentaire, «habit afghan», l'odeur (un type de parfum préconisé, soi-disant similaire à ceux utilisés au temps du prophète), l'emprunt d'un pseudonyme (souvent Abou, père), la gestualité (façon de marcher, de baisser le regard devant des femmes étrangères), la ponctuation du langage (répétition d'un certain nombre d'expressions, avec souvent la référence à Allah), une temporalité régie essentiellement par les horaires de la prière, une rigoureuse habilitation physique, afin de se préparer éventuellement au djihad.

En s'inspirant des travaux de F. Khorsokhavar (2003, 2015), Sellami et Haj Salem nous tracent une typologie très éclairante de trois grands types d'acteurs, correspondant chacun à une logique de radicalisation particulière:

1. Des acteurs provenant de pays musulmans. Ceux-là veulent instaurer un califat transnational, souvent despotique.
2. Des acteurs issus de pays occidentaux où existent des minorités musulmanes. Ils disent vouloir lutter contre l'islamophobie, ou l'agression de leur «pays d'origine» par les puissances occidentales.



3. Des acteurs menant des luttes dites nationales contre une puissance d'occupation (Inde, Israël, Tchétchènes.) On peut les qualifier «d'islamo nationalistes» (p. 122).

Ces derniers, à l'exemple des jeunes «martyrs» palestiniens, peuvent attirer la sympathie. Leur ennemi est clairement identifié, leur combat veut se justifier au nom de l'anticolonialisme. Il n'en va pas de même avec les deux premiers types d'acteurs. Leur ennemi peut être l'Occident dans son ensemble ou des musulmans jugés «hérétiques», ou n'importe qui...

Toute altérité est à éliminer, toute référence à une autre société ou d'un autre rapport au monde est à bannir. Seul le retour à la première société islamique dans sa version littéraliste et figée est en mesure d'assurer le salut de l'humanité et doit prendre le pas sur tous les autres idéaux inventés, selon eux, pour défier la volonté de Dieu (p. 123).

Sellami et Haj Salem nous décrivent très bien le cas de la construction des djihadistes dans la Tunisie post-révolutionnaire et la manière de créer ce «surmusulman» (p. 130-134). C'est impressionnant, tout y passe: la «visagéité» (barbe sans moustache, coiffure particulière), la mode vestimentaire, «habit afghan», l'odeur (un type de parfum préconisé, soi-disant similaire à ceux utilisés au temps du prophète), l'emprunt d'un pseudonyme (souvent Abou, père), la gestualité (façon de marcher, de baisser le regard devant des femmes étrangères), la ponctuation du langage (répétition d'un certain nombre d'expressions, avec souvent la référence à Allah), une temporalité régie essentiellement par les horaires de la prière, une rigoureuse habilitation physique, afin de se préparer éventuellement au djihad.

Cette adhésion draconienne à une configuration des pratiques corporelles est

suite de la page 37

accompagnée d'un travail sur soi inspiré par «une représentation idéalisée et imaginée de la première communauté musulmane établie par le prophète et ses compagnons» (p. 136). Elle s'inspire des livres de la Tradition, du Hadith et des mœurs de l'islam visant à mener une vie islamique «idéale et pure». Selon tous les auteurs, cet objectif obsessionnel de la pureté est une constante dans le processus de la «djihadisation». En Tunisie, cette radicalisation attire deux catégories sociales: des jeunes des couches populaires, précarisés, plus ou moins criminalisés, et des jeunes provenant de classes moyennes, plus scolarisés, mais bloqués professionnellement. Les chercheurs se demandent: «Comment ces jeunes peuvent-ils se métamorphoser d'acteurs sociaux marginalisés et vulnérables en «lions de la gloire sur les portes de la dignité de la Oumma?»» (p. 143)

Les auteurs parlent alors de transsubstantiation, un processus à travers lequel les acteurs vivent «une forme de promotion ontologique leur permettant d[']e s'instituer en acteurs capables d'agir et d'entreprendre dans une réalité sociale étouffante» (p. 143). Ils peuvent ainsi devenir un des «frères», des «cheikhs», ou des «émirs», un «surmusulman» appelé à revenir au paradis d'Allah. Ce qui exclut évidemment tous les mécréants du reste du monde.

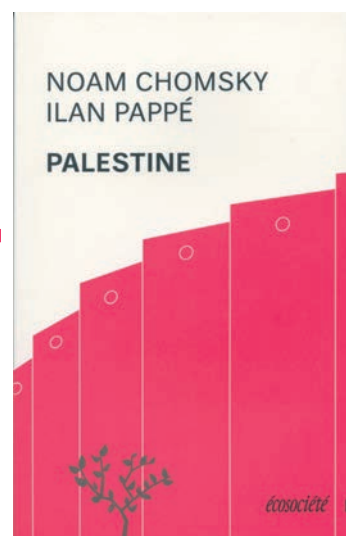
L'on retrouve les intuitions fondamentales des chercheurs tunisiens dans les démarches de Denis Jeffrey et de David Le Breton. Le premier parle de recherche d'appartenance identitaire, de besoin de reconnaissance. Il souligne aussi, et c'est important, un élément très peu invoqué, mais qui peut jouer un rôle important comme source de motivation, négative celle-là, à savoir «l'état de déchéance dans lequel sont plusieurs sociétés qui ont pour religion principale l'islam» (p. 13). La radicalité des jeunes recrues serait alors une réaction psychologique de compensation à cet état de déchéance. Ils justifient leurs gestes par un désir de venger la Oumma, la communauté des croyants. David Le Breton souligne quant à lui la part de l'individualisation du monde moderne, rejoignant la thèse du désenchantement. Il aborde aussi le rôle du djihadisme comme rite de virilité, afin de redonner ce sens perdu à l'existence. Bref, la réponse est loin d'être évidente, mais *Jeunes et djihadisme* est un essai qui, sans conteste, nous aide à mieux comprendre cet «incompréhensible». ♦

NOAM CHOMSKY ET ILAN PAPPÉ PALESTINE

Montréal, Écosociété, 2016, 180 pages

En 2008, Noam Chomsky, le professeur au MIT, bien connu pour sa pensée critique envers la société américaine, Ilan Pappé, directeur du Centre européen sur la Palestine, et Frank Barat, coordonnateur du tribunal Russell sur la Palestine, et instigateur du projet de livre, avaient produit l'essai: *Palestine. L'état de siège*. *Palestine* est en quelque sorte la continuation de l'ouvrage de 2008, mais cette fois Frank Barat, toujours instigateur de l'essai, a pu réunir et faire dialoguer directement Chomsky et Pappé. Comme on pouvait s'y attendre, les trois hommes continuent à taper sans retenue aucune sur le même clou, soit les politiques de l'État d'Israël par rapport à la question palestinienne. À ce sujet il est intéressant de comparer l'ouvrage de trois hommes à celui d'Esther Benfiedj, présenté dans *Les Cahiers de lecture*, volume 10, numéro un, de l'automne 2015, pages 22-24, «Un autre approche du conflit israélo palestinien». Benfiedj décortiquait elle aussi ce conflit, mais en remontant à ses origines, qu'elle situait à la fin de l'empire ottoman. Chomsky, Pappé et Barat ne remontent pas si loin, pour eux le drame des Palestiniens a commencé avec la reconnaissance de l'État d'Israël en 1947 et s'est suivi en 1948, avec cette «grande catastrophe» qui fait office de mythe fondateur de la nation palestinienne, c'est-à-dire la Nakba, l'exode des palestiniens,

Ce livre est produit par des militants et s'adresse à des militants. Les auteurs n'y vont pas dans la demi-teinte et le ton y est résolument combatif; pour eux le contexte mondial a changé et il est temps de «passer à une vitesse supérieure, à repenser de fond en comble le vocabulaire employé pour aborder la question palestinienne, à utiliser la sémantique comme outil d'éducation au changement» (p. 15). Le nouveau dictionnaire militant ne fait pas dans la nuance, il n'hésite pas à employer les termes de racisme, nettoyage ethnique, apartheid, décolonisation. Ilan Pappé rejette du même coup les solutions pacifistes, très majoritairement dominantes, qui prônent la thèse des deux États voisins, un palestinien et un israélien.



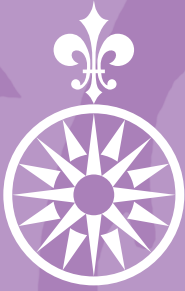
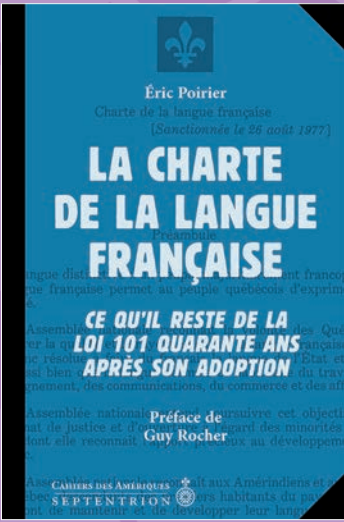
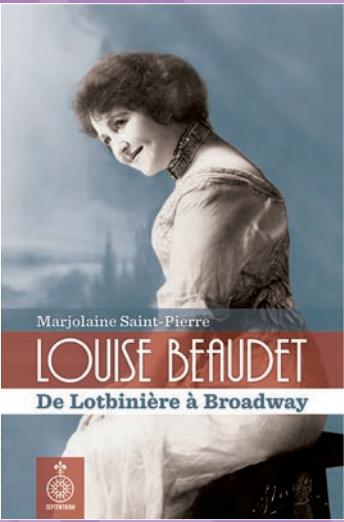
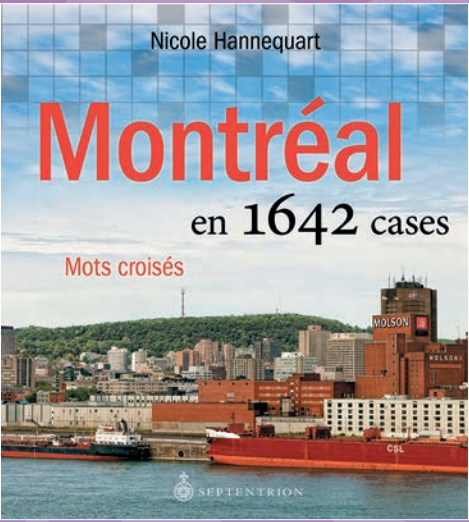
Il propose rien de moins que la création d'un seul État démocratique israélo-palestinien, appelé Palestine. Il prône la «décolonisation» du territoire israélo-palestinien et la création d'un régime de démocratie pour tous. Il reconnaît tout de même que cette approche n'a la faveur ni de l'autorité palestinienne, ni des élites politiques occidentales, ni des Israéliens, bref, de pas grand monde...

Les auteurs vont plus loin; pour eux, la question palestinienne déborde la simple Palestine, elle est représentative de ce qui ne tourne pas rond: «L'injustice qui accable la Palestine a des ramifications partout dans le monde» (p. 16). Les trois intellectuels soutiennent, sans donner d'exemples, que beaucoup de gouvernements calquent les méthodes employées par Israël pour opprimer les Palestiniens. Ainsi, trouver une solution au problème palestinien pourrait ouvrir la porte à une nouvelle vision du monde, à un nouveau monde. Barat considère que la Palestine est en train de devenir un enjeu à saisir par tous les mouvements qui «se battent pour la justice sociale». Il faut alors tisser des liens entre cette question et les diverses luttes en cours. «Nous sommes nombreux. Nous vaincrons.» (p. 16) *Palestine*, un livre pour convaincus...

Daniel Gomez

Chef de pupitre, essais politiques

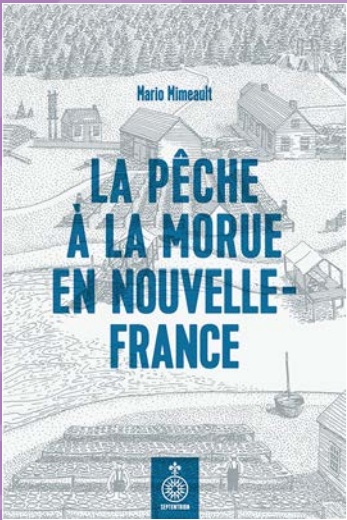
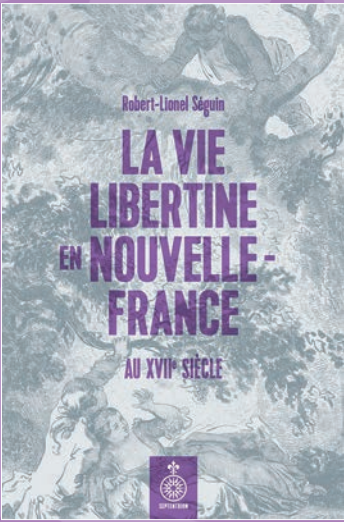
L'Action nationale édite les Cahiers de lecture



SEPTENTRION

TOUJOURS LA RÉFÉRENCE
EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca





Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca